

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

COMPARAISONS INTERRÉGIONALES

ANALYSE SUR LES ANCIENNES & NOUVELLES RÉGIONS



1 BÂTIMENT

CONSTRUCTION NEUVE
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DES LOGEMENTS
EMPLOI DANS LE BÂTIMENT



p. 5

2 TRAVAUX PUBLICS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE
EMPLOI DANS LES TRAVAUX PUBLICS



p. 19

3 MATÉRIAUX

VUE D'ENSEMBLE
BÉTON PRÊT À L'EMPLOI
GRANULATS
CIMENT



p. 29

4 ENSEMBLE DE L'APPAREIL DE PRODUCTION

EMPLOI SALARIÉ
DEMANDE D'EMPLOI
CRÉATIONS D'ENTREPRISES
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES



p. 38

VUE D'ENSEMBLE NOUVELLES RÉGIONS

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

Cinq régions affichent au moins deux indicateurs passant au vert, six autres ne progressent sur aucune des composantes de l'activité

	Bâtiment			Travaux Publics		Matériaux			Appareil de production
	Logements mis en chantier ⁽¹⁾	Locaux mis en chantier ⁽²⁾	Emploi intérimaire Bâtiment ⁽³⁾	Carnets de commandes ⁽⁴⁾	Emploi intérimaire TP ⁽³⁾	Béton Prêt à l'Emploi ⁽⁵⁾	Granulats ⁽⁶⁾	Consommation de ciment ⁽⁷⁾	Emploi ⁽⁸⁾
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Auvergne-Rhône-Alpes	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Bourgogne-Franche-Comté	▼	▼	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼
Bretagne	▲	▼	▲	▲	▼	▼	▼	=	▼
Centre-Val de Loire	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Corse	▼	▼	▲	n.d.	▲	n.d.	n.d.	▲	▼
Île-de-France	▲	▲	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	▲	▼	▲	▼	▼	=	=	▼	▼
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Normandie	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Provence-Alpes-Côte d'Azur	▼	▼	▼	▼	▼	=	▼	▼	▼
Pays de la Loire	▲	▼	▲	▲	▼	▼	▼	▼	▼

(1) Situation à fin décembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée

(2) Situation à fin décembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an), en date de prise en compte

(3) Moyenne du 4T2014 au 3T2015 / moyenne du 4T2013 au 3T2014 (évol 1an)

(4) Moyenne du 1T2015 au 4T2015 / moyenne du 1T2014 au 4T2014 (évol 1an)

(5) Situation à fin décembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an)

(6) Situation à fin octobre 2015 cumul 12 mois (évol 1an)

(7) Situation à fin septembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an)

(8) Moyenne du 4T2014 au 3T2015 / moyenne du 4T2013 au 3T2014 (évol 1an)

VUE D'ENSEMBLE ANCIENNES RÉGIONS

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

	Bâtiment			Travaux Publics		Matériaux			Appareil de production
	Logements mis en chantier ⁽¹⁾	Locaux mis en chantier ⁽²⁾	Emploi intérimaire Bâtiment ⁽³⁾	Carnets de commandes ⁽⁴⁾	Emploi intérimaire TP ⁽³⁾	Béton Prêt à l'Emploi ⁽⁵⁾	Granulats ⁽⁶⁾	Consommation de ciment ⁽⁷⁾	Emploi ⁽⁸⁾
Alsace	▲	▼	▼	▼	▼	=	▼	▼	▼
Aquitaine	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Auvergne	=	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Basse-Normandie	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Bourgogne	▼	▼	▼	=	▼	▼	▼	▼	▼
Bretagne	▲	▼	▲	▲	▼	▼	▼	=	▼
Centre	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Champagne-Ardenne	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Corse	▼	▼	▲	n.d.	▲	n.d.	n.d.	▲	▼
Franche-Comté	▼	=	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼
Haute-Normandie	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Ile-de-France	▲	▲	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼
Languedoc Roussillon	=	▼	▲	▼	▼	▲	▲	▲	▼
Limousin	▼	▲	▼	▲	▼	▼	▼	▼	▼
Lorraine	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Midi-Pyrénées	▲	▼	=	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Nord-Pas de Calais	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Pays de la Loire	▲	▼	▲	▲	▼	▼	▼	▼	▼
Picardie	▲	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Poitou-Charentes	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Provence-Alpes-Côte d'Azur	▼	▼	▼	▼	▼	=	▼	▼	▼
Rhône-Alpes	▼	▼	=	▼	▼	▼	▼	▼	▼
Guadeloupe	=	▼	▲	n.d.	▼	n.d.	n.d.	n.d.	▼
Guyane	▲	▲	▼	n.d.	▼	n.d.	n.d.	n.d.	▼
La Réunion	▼	▼	▼	n.d.	▼	n.d.	n.d.	n.d.	▲
Martinique	▲	▼	▼	n.d.	▲	n.d.	n.d.	n.d.	▼

(1) Situation à fin décembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée

(2) Situation à fin décembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an), en date de prise en compte

(3) Moyenne du 4T2014 au 3T2015 / moyenne du 4T2013 au 3T2014 (évol 1an)

(4) Moyenne du 1T2015 au 4T2015 / moyenne du 1T2014 au 4T2014 (évol 1an)

(5) Situation à fin décembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an)

(6) Situation à fin octobre 2015 cumul 12 mois (évol 1an)

(7) Situation à fin septembre 2015 cumul 12 mois (évol 1an)

(8) Moyenne du 4T2014 au 3T2015 / moyenne du 4T2013 au 3T2014 (évol 1an)

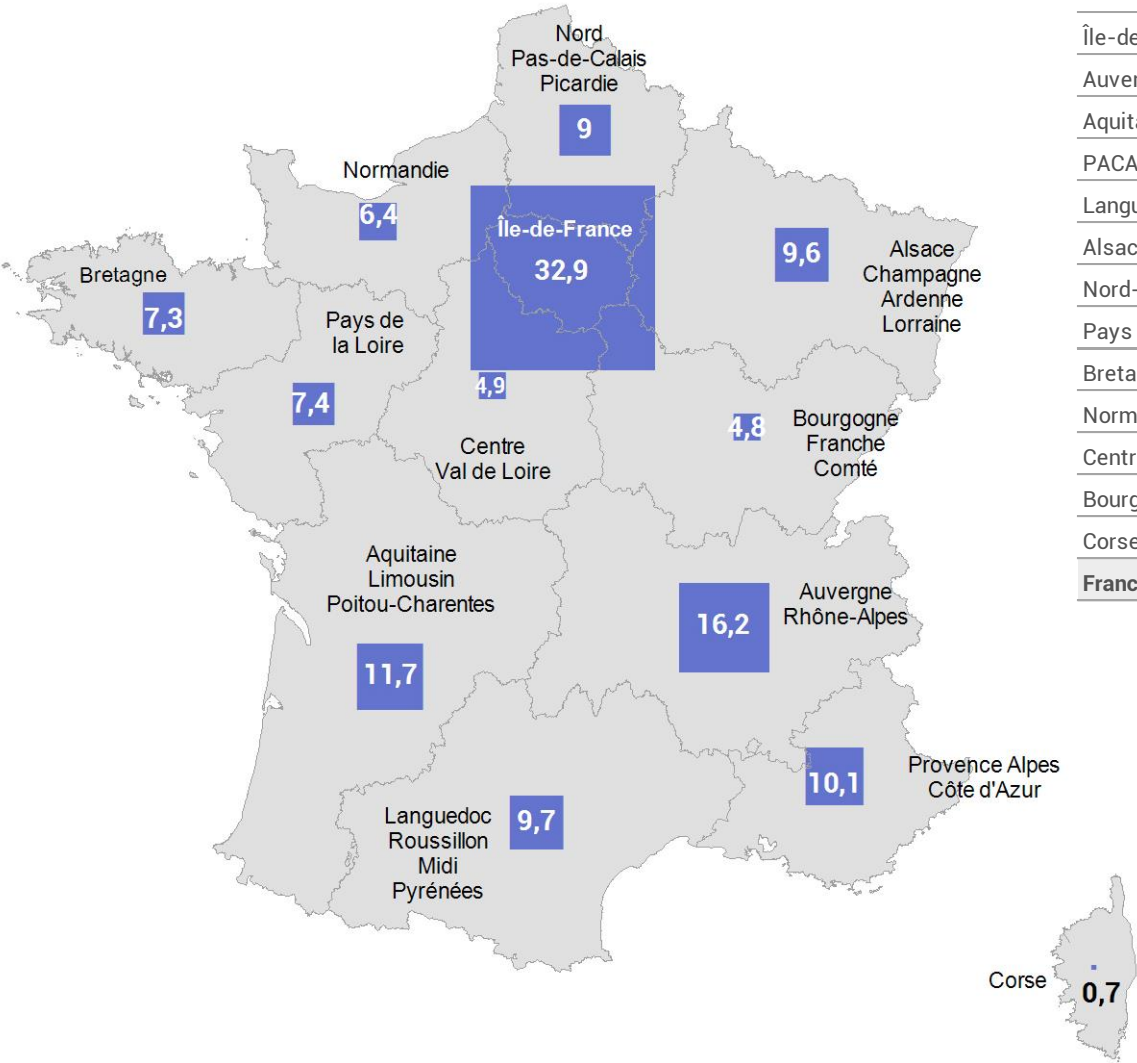


BÂTIMENT

COMPARAISONS INTERRÉGIONALES

Deux régions génèrent plus du tiers du chiffre d'affaires Bâtiment : l'Ile-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes

Chiffre d'affaires Bâtiment HT en 2014
en milliards d'euros



Chiffre d'affaires Bâtiment HT en 2014 Part du chiffre d'affaires HT national Bâtiment en 2014

Île-de-France	32,9 milliards €	25,2%
Auvergne-Rhône-Alpes	16,2 milliards €	12,4%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	11,7 milliards €	9,0%
PACA	10,1 milliards €	7,7%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	9,7 milliards €	7,4%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	9,6 milliards €	7,3%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	9,0 milliards €	6,9%
Pays de la Loire	7,4 milliards €	5,7%
Bretagne	7,3 milliards €	5,6%
Normandie	6,4 milliards €	4,9%
Centre-Val de Loire	4,9 milliards €	3,7%
Bourgogne-Franche-Comté	4,8 milliards €	3,7%
Corse	0,7 milliards €	0,5%
France métropolitaine	130,7 milliards €	100,0%

Sources :
Réseau des CERC – données disponibles pour la France métropolitaine
Hors promotion immobilière

Croissance de la construction de logements d'au moins 5% au sein de deux grandes régions métropolitaines en 2015, six autres en recul d'au-moins 5%

EN FRANCE :

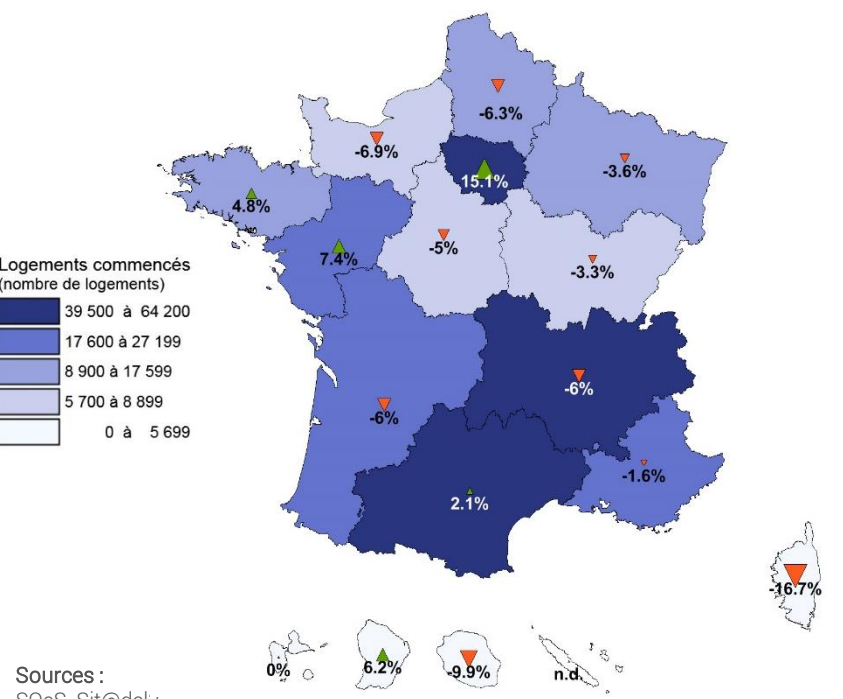
En 2015, l'activité a légèrement progressé de 0,3%, masquant toutefois des dynamiques opposées entre les logements individuels, en repli de 4,1%, et les logements collectifs, en hausse de 3,5%.

LES MISES EN CHANTIERS DE LOGEMENTS	
SIT. À FIN DÉC. 2015 CUMUL 12 MOIS	
EVOL. 1 AN	
FRANCE	+0,3%
MIN. CORSE	-16,7%
MAX. ÎLE-DE-FRANCE	+15,1%

EN RÉGION :

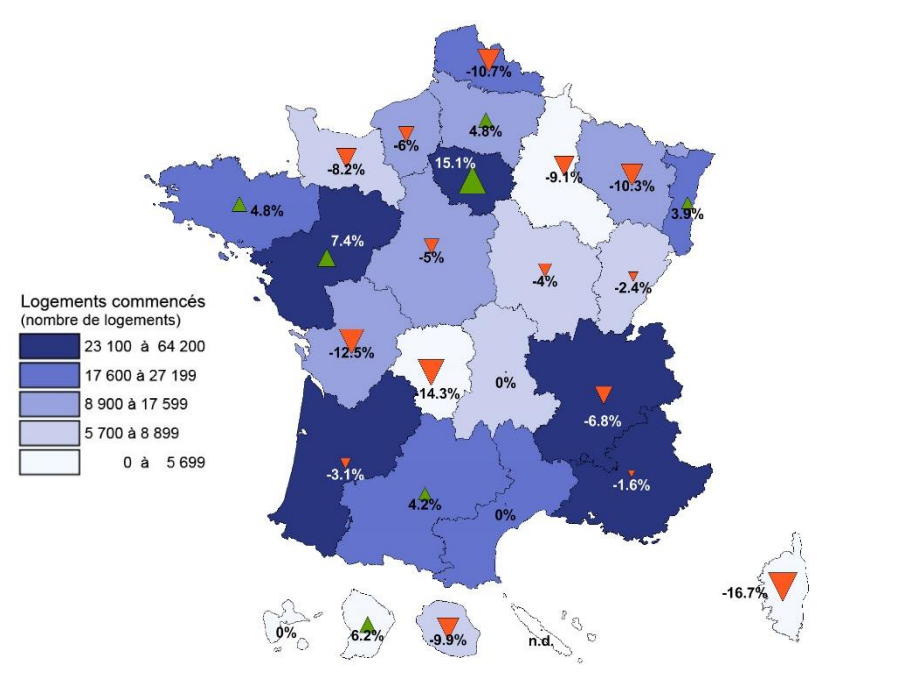
De forts contrastes apparaissent entre les régions françaises en matière de construction de logements : si l'Ile-de-France a bénéficié d'une forte croissance en 2015 (+15,1% par rapport à 2014), la Corse (-16,7%), le Limousin (-14,3%), le Poitou-Charentes (-12,5%), le Nord-Pas-de-Calais (-10,7%) et la Lorraine (-10,3%) accusent en revanche de nets replis.

Logements commencés à fin décembre 2015, cumul 12 mois, évol 1 an (date réelle estimée)



Sources : SOeS, Sit@delz

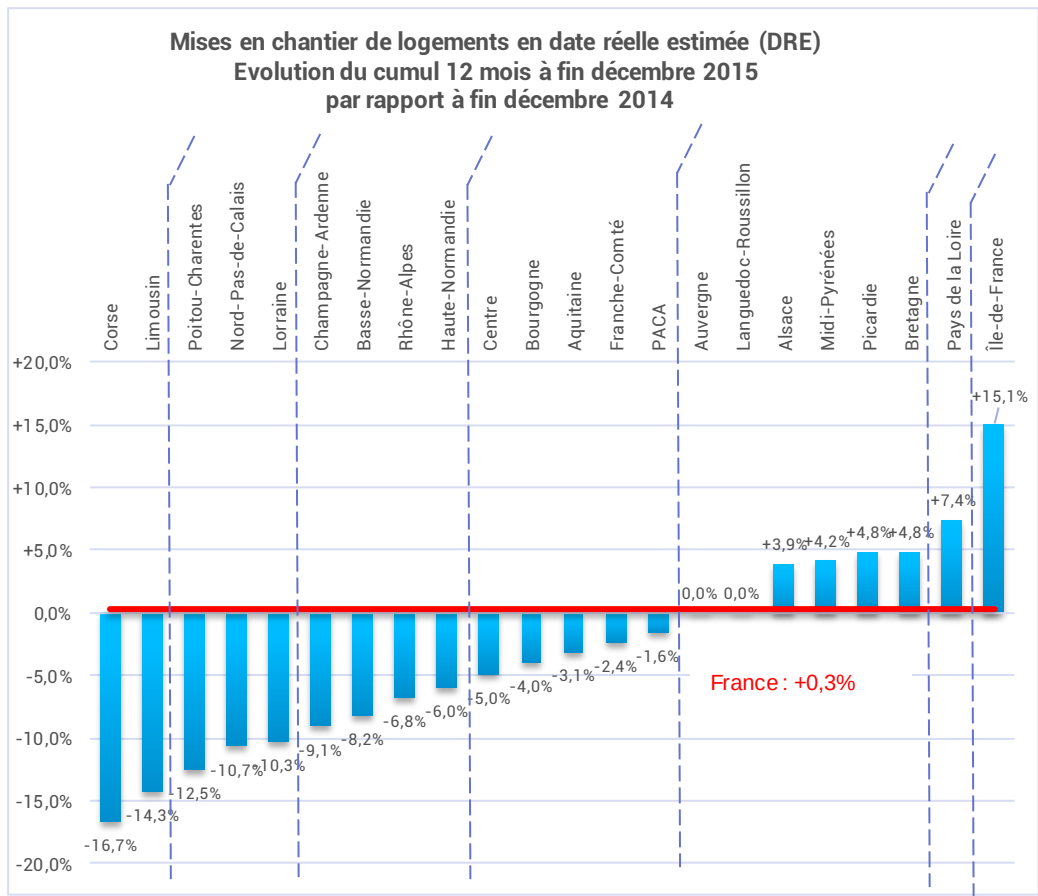
Logements commencés à fin décembre 2015, cumul 12 mois, évol 1 an (date réelle estimée)



Deux régions en progression soutenue en 2015 (Ile-de-France, Pays de la Loire), dont la dynamique tranche avec celle observée en Corse et Limousin

En 2015, les constructions de logements sont hétérogènes selon les régions : l'Ile-de-France et les Pays de la Loire s'inscrivent en hausse de respectivement +15,1% et +7,4% par rapport à 2014, tandis que la Corse et le Limousin s'avèrent particulièrement affectés par la mauvaise orientation de l'activité (-16,7% et -14,3%).

Globalement, trois autres territoires enregistrent des reculs sensibles, supérieurs à 10% (Poitou-Charentes, Nord Pas de Calais et Lorraine), tandis que six régions ont bénéficié d'une hausse significative de l'activité, plus modérée toutefois qu'en Ile-de-France ou Pays de la Loire : Bretagne (+4,8%), Picardie (+4,8%), Midi-Pyrénées (+4,2%) et Alsace(+3,9%).

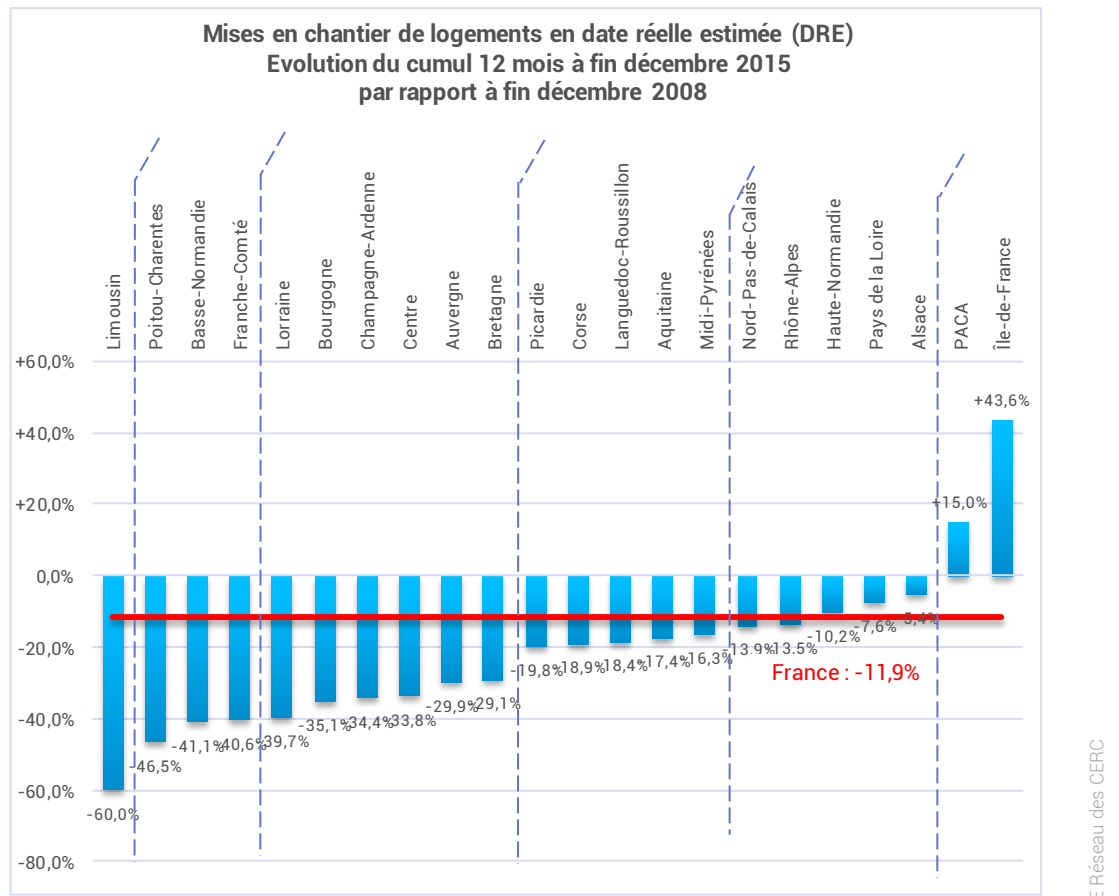


Sources :
SOeS, Sit@del2

...à sept ans d'intervalle, deux régions se portent mieux (Ile-de-France et PACA), la plupart des autres territoires s'inscrivant en recul d'au moins 20%.

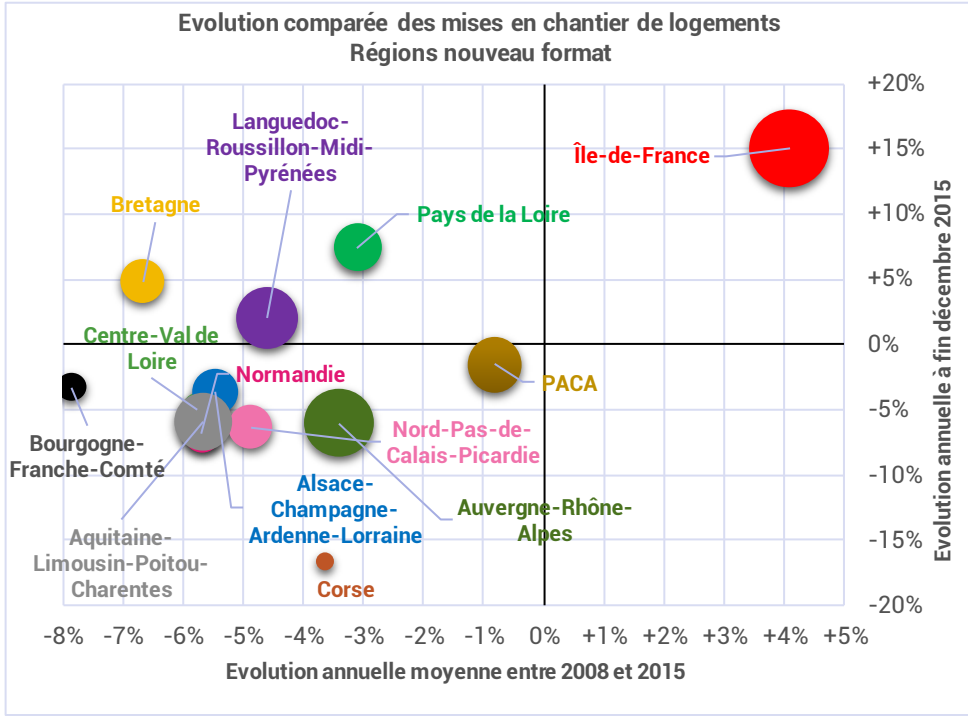
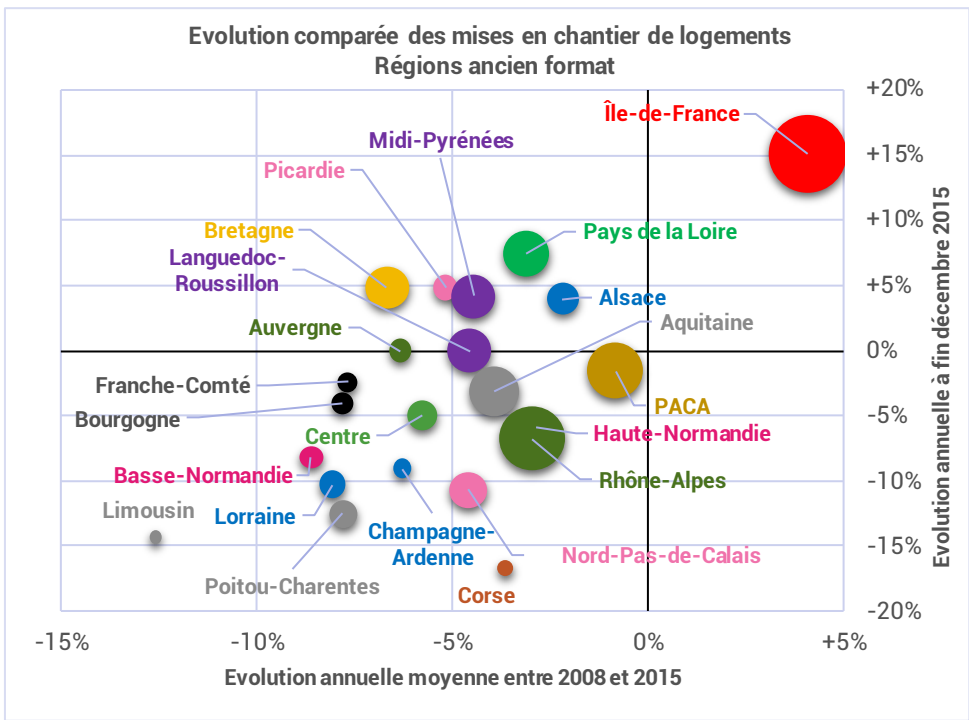
En comparaison de la situation observée en 2008, l'Ile-de-France s'inscrit en hausse très prononcée : +43,6% de mises en chantier de logements en 2015. La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur s'inscrit également en hausse (+15%).

A l'inverse, quatre régions subissent un recul supérieur à 40% : Poitou-Charentes, Basse-Normandie, Franche-Comté et Limousin, lequel accuse un repli de 60%.



Retournement négatif de tendance en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, l'Ile-de-France conserve son leadership

En matière de construction de logements, alors que la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur avait tendance à tirer l'activité vers le haut depuis 2008, on relève une inflexion notable sur la période récente. Plusieurs régions, notamment les Pays de la Loire, affichent en effet des évolutions supérieures à celles de Provence-Alpes-Côte-d'Azur sur les douze derniers mois, s'imposant de fait comme les nouvelles locomotives territoriales de l'activité, toutefois loin derrière l'Ile-de-France.



NB: La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers de logements

Sources :
SOeS, Sit@del2 – en date réelle estimée (DRE)

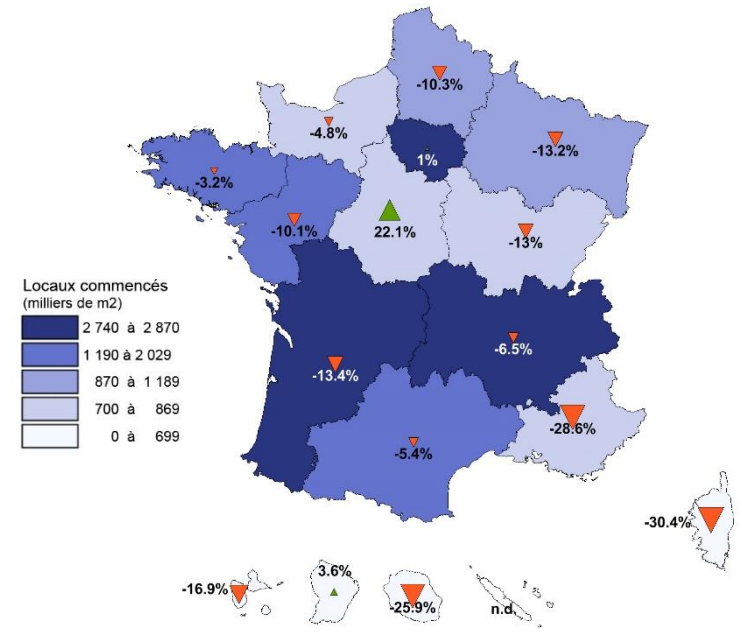
Un recul de la construction neuve de surfaces non résidentielles dans la quasi-totalité des grandes régions

EN FRANCE :
La contraction des mises en chantier de locaux en 2015 s'établit à 8,4% par rapport à 2014, en dépit d'un tassement du recul de l'activité en fin d'année.

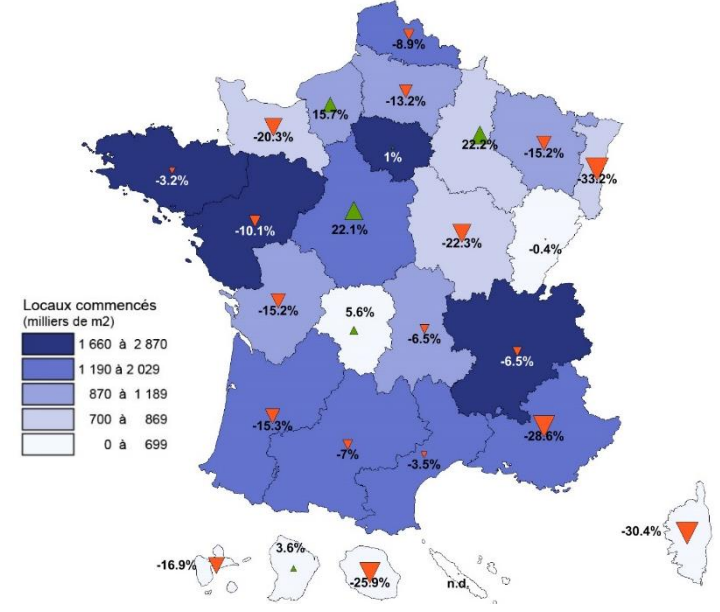
LES MISES EN CHANTIERS DE LOCAUX	
SIT. À FIN DÉC. 2015 CUMUL 12 MOIS	
EVOL. 1 AN	
FRANCE	-8,4%
MIN. ALSACE	-33,2%
MAX. CHAMPAGNE-ARDENNE	+22,2%

EN RÉGION :
Quatre régions ont bénéficié d'une hausse sensible de la construction de bâtiments non résidentiels en 2015 : la Champagne-Ardenne (+22,2%), le Centre Val-de-Loire (+22,1%), la Haute-Normandie (+15,7%) ainsi que le Limousin (+5,6%) et l'Ile-de-France (+1%), à des niveaux nettement plus modérés toutefois. En revanche, les autres territoires s'inscrivent en baisse.

Locaux commencés à fin décembre 2015, cumul 12 mois, évol 1 an (date de prise en compte)



Locaux commencés à fin décembre 2015, cumul 12 mois, évol 1 an (date de prise en compte)



Sources : SOeS, Sit@del2

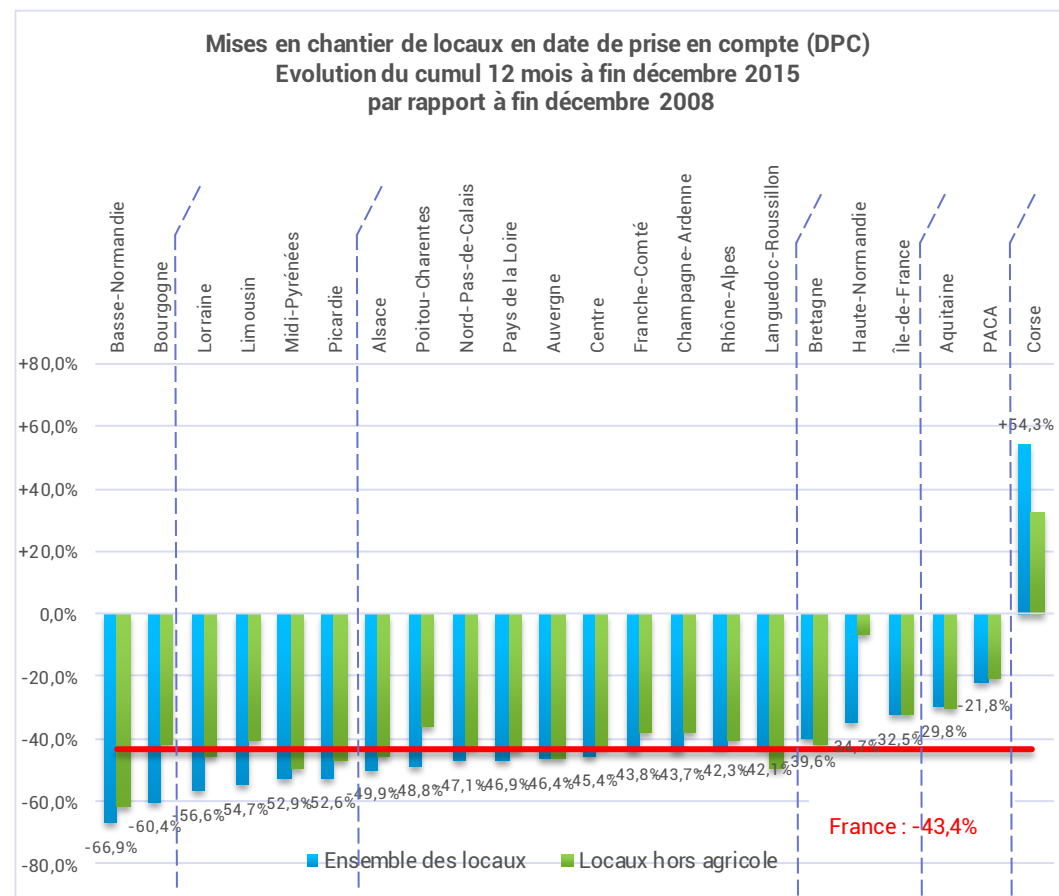
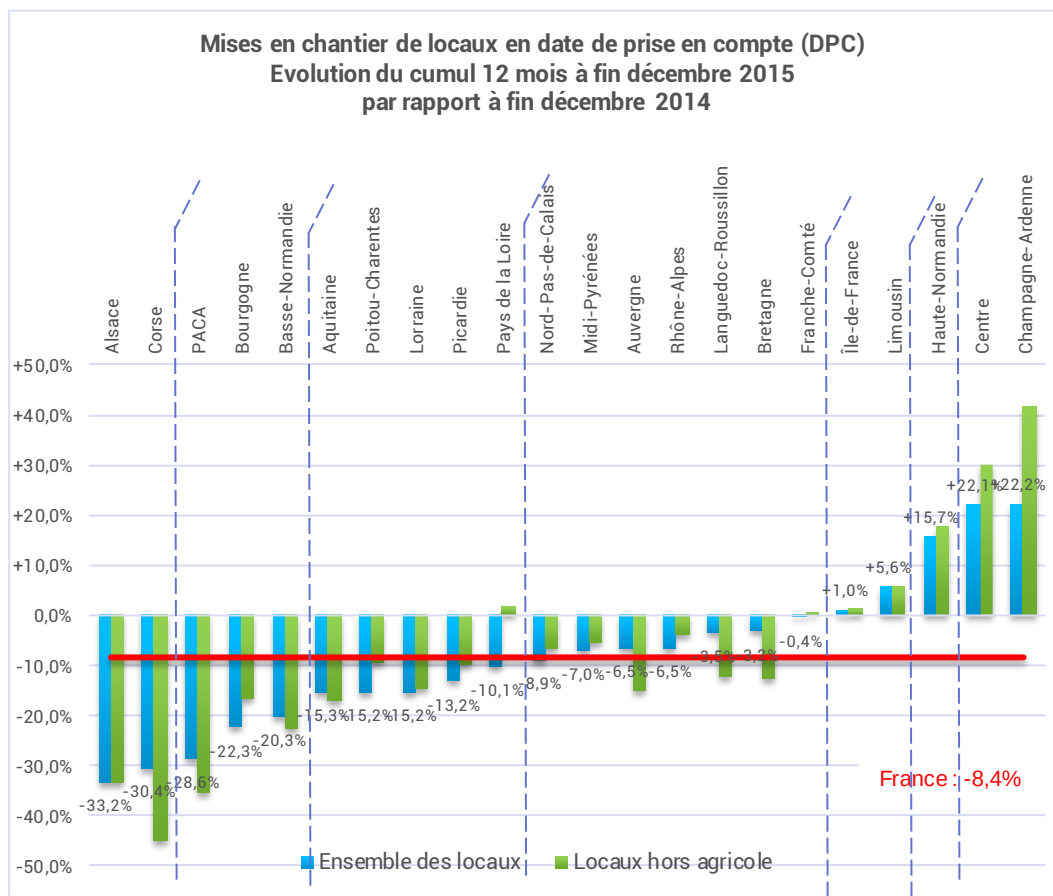
Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SOeS en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

En 2015, deux régions ont mené la course en matière de construction de locaux (Champagne-Ardenne et Centre), tandis que cinq autres ont reculé de plus de 20%

Tous types de locaux confondus, c'est en Champagne-Ardenne et en région Centre que la construction de bâtiments non résidentiels a le plus fortement progressé en 2015, avec une hausse supérieure à 22% par rapport à 2014. La Haute-Normandie a également profité d'une bonne orientation de l'activité, pour s'établir à +15,7%. Deux autres territoires s'inscrivent encore en hausse : le Limousin (+5,6%) et l'Île-de-France. A l'inverse, cinq régions (Alsace, Corse, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Bourgogne, Basse-Normandie) ont souffert d'un fort repli des mises en chantier, supérieur à 20%, dont deux affichent des reculs de plus de 30% (Alsace et Corse).

... par rapport à 2008, la construction de locaux n'a progressé dans aucune région continentale ; six d'entre elles se replient de plus de 50%

En dehors du cas particulier de la Corse, en augmentation prononcée, l'ensemble des régions métropolitaines s'inscrit en forte contraction en 2015 par rapport à 2008. Six régions enregistrent même des replis d'au moins 50% : la Picardie, Midi-Pyrénées, le Limousin, la Lorraine, la Bourgogne et la Basse-Normandie. Pour ces deux dernières, le recul s'avère supérieur à 60%. La construction de locaux s'est toutefois moins dégradée dans deux régions (contractions inférieures à 30%) : l'Aquitaine et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

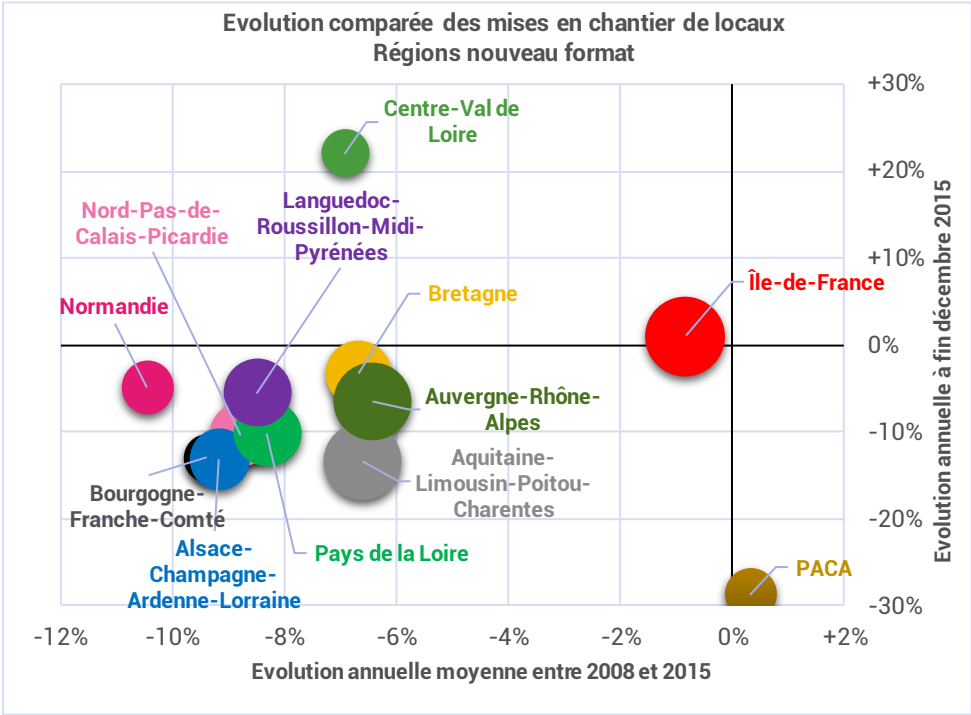
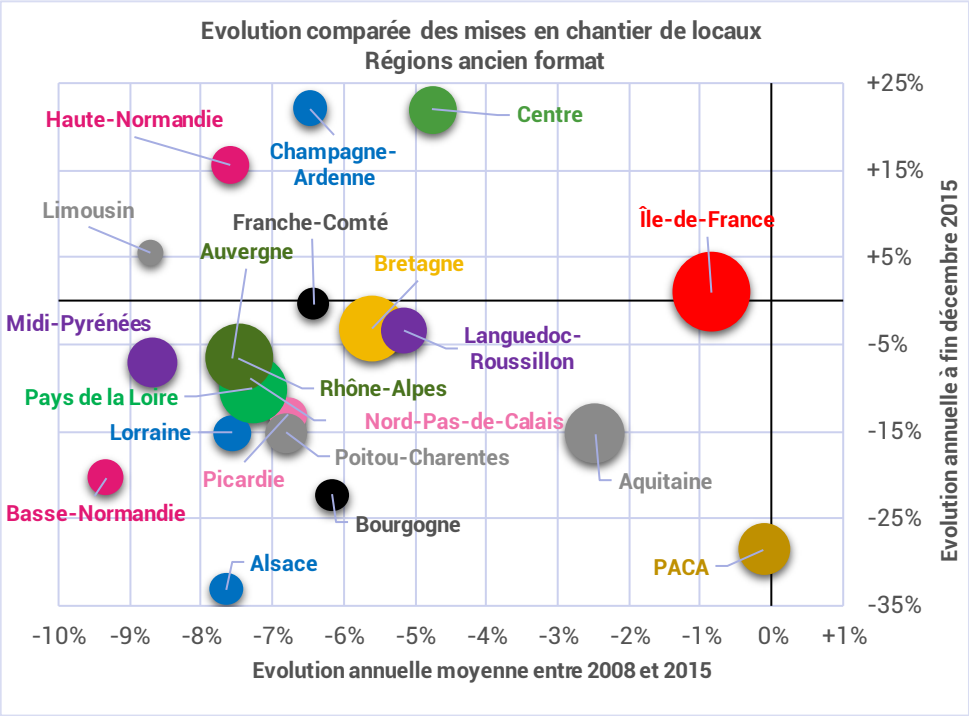


Sources :
SOeS, Sit@del2

Avertissement : selon les régions, les tendances peuvent être fortement modifiées par l'évolution du secteur des locaux agricoles..

Retournement de tendance également en Provence-Alpes-Côte-d'Azur en ce qui concerne la construction de locaux

L'analyse infranationale de la dynamique de construction des bâtiments non résidentiels laisse apparaître un retournement en Ile-de-France et, surtout, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Ces deux régions n'ont pu confirmer, en 2015, leur statut de leaders en matière d'évolutions de mises en chantier de locaux. De fait, sur la période récente, ce sont trois régions auparavant en difficulté qui s'octroient les premières places : Centre, Champagne-Ardenne et Haute-Normandie.



NB: La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers de locaux

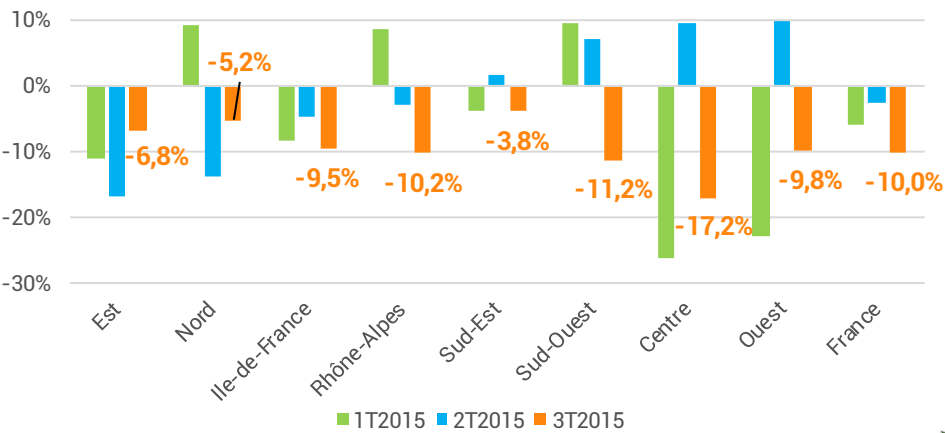
Sources :
SOeS, Sit@del2 – en date de prise en compte

Avertissement : en raison d'évolutions très prononcées, la Corse ne figure pas sur ces graphiques. Par ailleurs, selon les régions, les tendances peuvent être fortement modifiées par l'évolution du secteur des locaux agricoles.

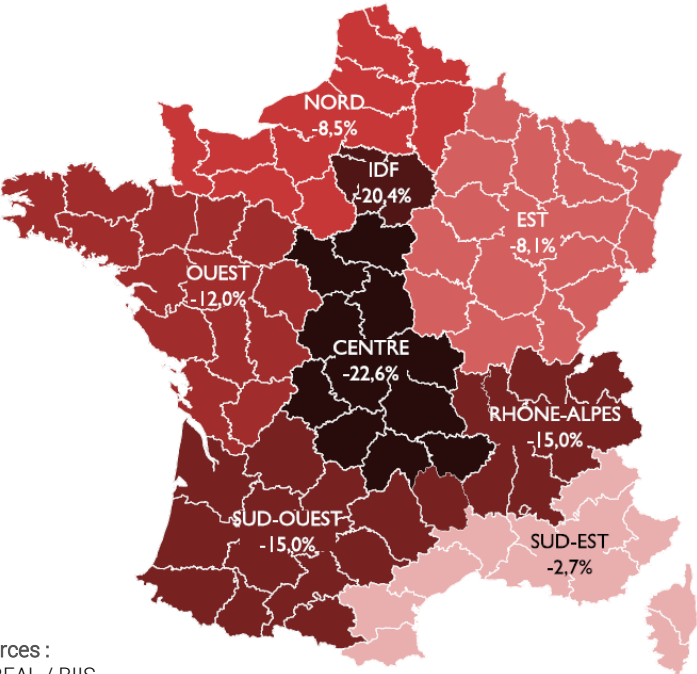
Toutes les régions en recul en matière d'entretien-amélioration au 3^{ème} trimestre 2015

« L'opinion des professionnels concernant l'évolution de leur activité du 3^{ème} trimestre reste négative (en solde) mais gagne 10 points par rapport au trimestre précédent. La perception de l'activité est ainsi en amélioration continue sur les 3 derniers trimestres même si l'opinion reste négative. Le solde d'opinions sur les prévisions pour le 4^{ème} trimestre est de -6, soit une amélioration de 5 points par rapport aux prévisions du 3^{ème} trimestre. La dégradation de la confiance dans l'avenir ralentit donc progressivement mais à un rythme tel qu'il est difficile de prévoir un retour aux opinions positives avant le 1^{er} trimestre 2016. » BOREAL / BIIS

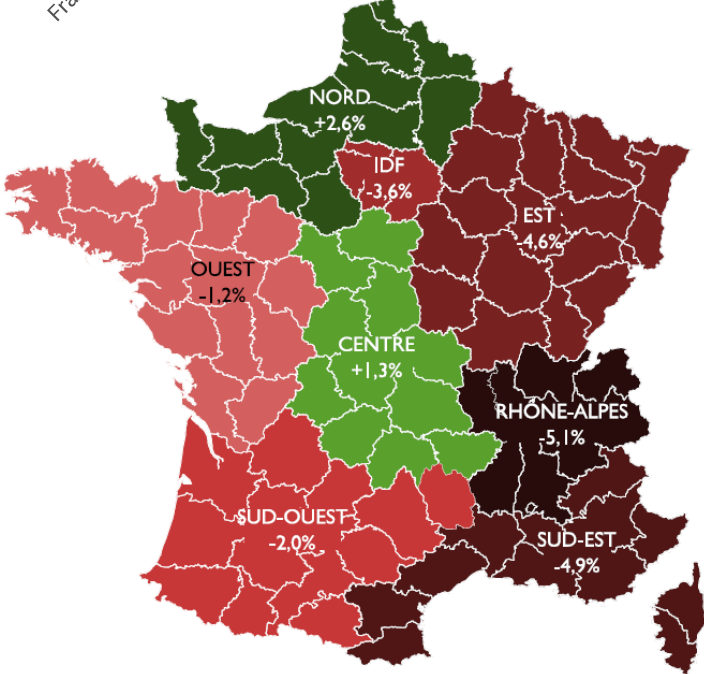
Evolution de l'activité d'entretien-amélioration* au 3^e trimestre 2015



Maisons individuelles*



Logements collectifs*



Sources :
BOREAL / BIIS
* Evolution de l'activité en valeur (montant des chantiers terminés au cours du trimestre), 3T 2015 / 2T 2015, données non CVS

Seulement trois régions en hausse significative en matière d'emploi intérimaire dans le bâtiment : Pays de la Loire, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Bourgogne-Franche Comté

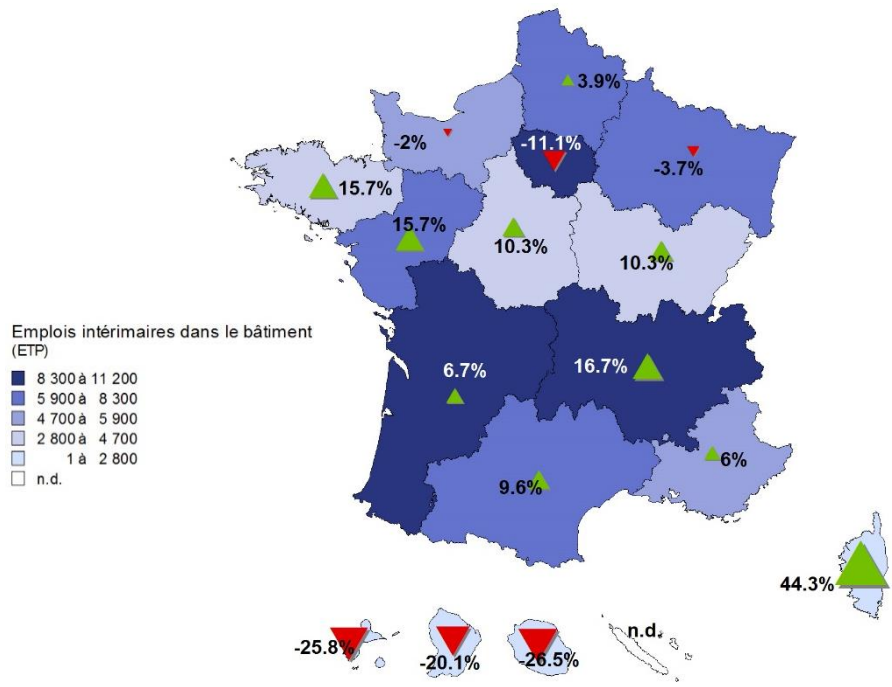
EN FRANCE :
Le recours à l'intérim dans le Bâtiment s'inscrit en hausse au 3^{ème} trimestre 2015 : +4,7% par rapport au 3^{ème} trimestre 2014. Cette hausse

marque un rebond par rapport à la période précédente.

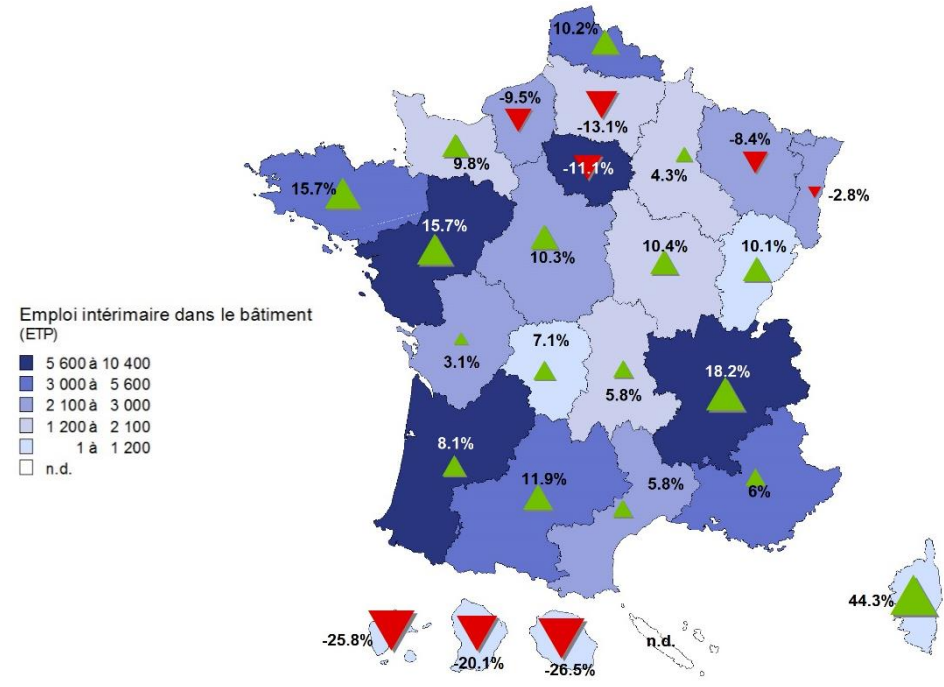
EN RÉGION :
Quelques régions échappent à la progression de l'effectif intérimaire employé au 3^{ème} trimestre 2015. En effet, la Picardie, l'Ile-de-France, la Haute-Normandie et la Lorraine affichent un recul de l'emploi intérimaire, de même que l'Alsace,

de façon moins prononcée toutefois. En revanche, Rhône-Alpes, la Bretagne et les Pays-de-la-Loire s'inscrivent en hausse de plus de 15%.

Emploi intérimaire dans le Bâtiment
3^e trimestre 2015 (évol 1 an)



Emploi intérimaire dans le Bâtiment
3^e trimestre 2015 (évol 1 an)



Sources :
DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)
Hors promotion immobilière

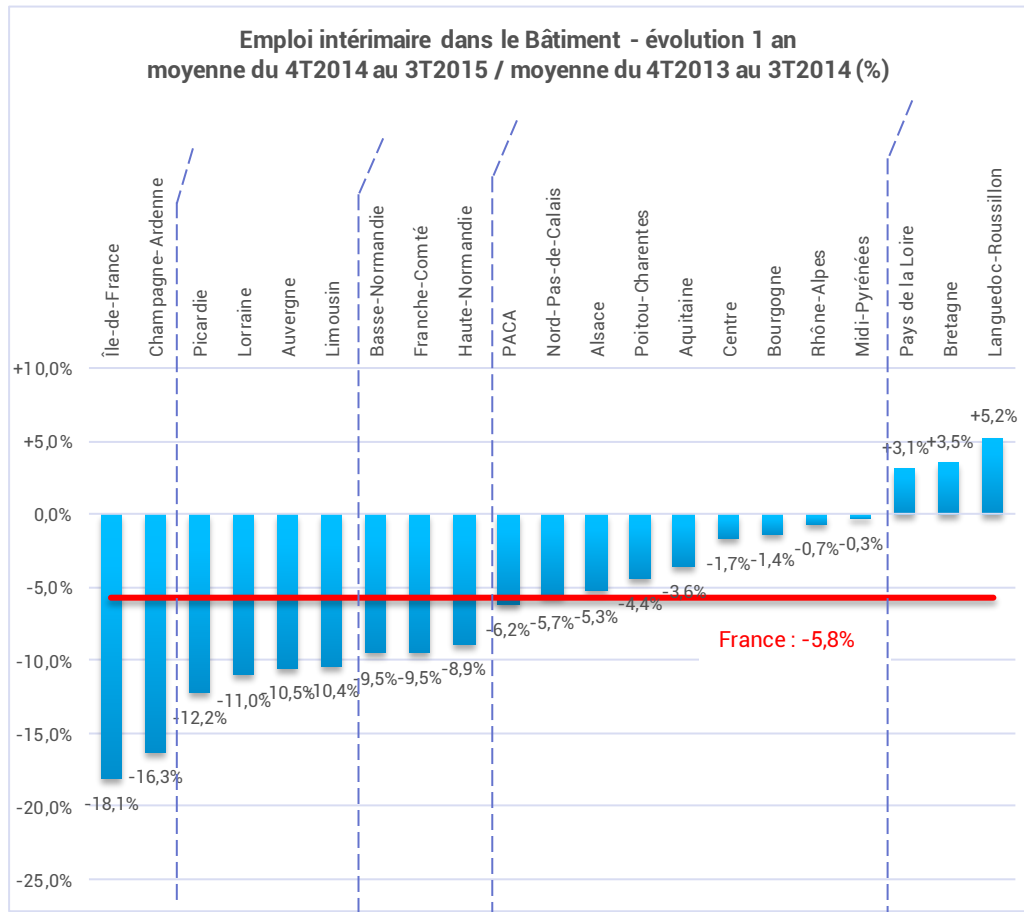
EMPLOI DANS LE BÂTIMENT

EMPLOI INTÉRIMAIRE

Six régions en recul d'au moins 10%, dont deux accusant un repli supérieur à 15% ; trois régions en hausse

Au cours des douze derniers mois, l'effectif intérimaire moyen employé par les professionnels du bâtiment s'est contracté dans l'ensemble des régions métropolitaines, à l'exception du Languedoc-Roussillon, de la Bretagne et des Pays de la Loire, en hausses respectives de 5,2%, 3,5% et 3,1% par rapport aux douze mois précédents.

Le recours à l'intérim a chuté (plus de 10%) dans six régions : Ile-de-France, Champagne-Ardenne, Picardie, Lorraine, Auvergne et Limousin.

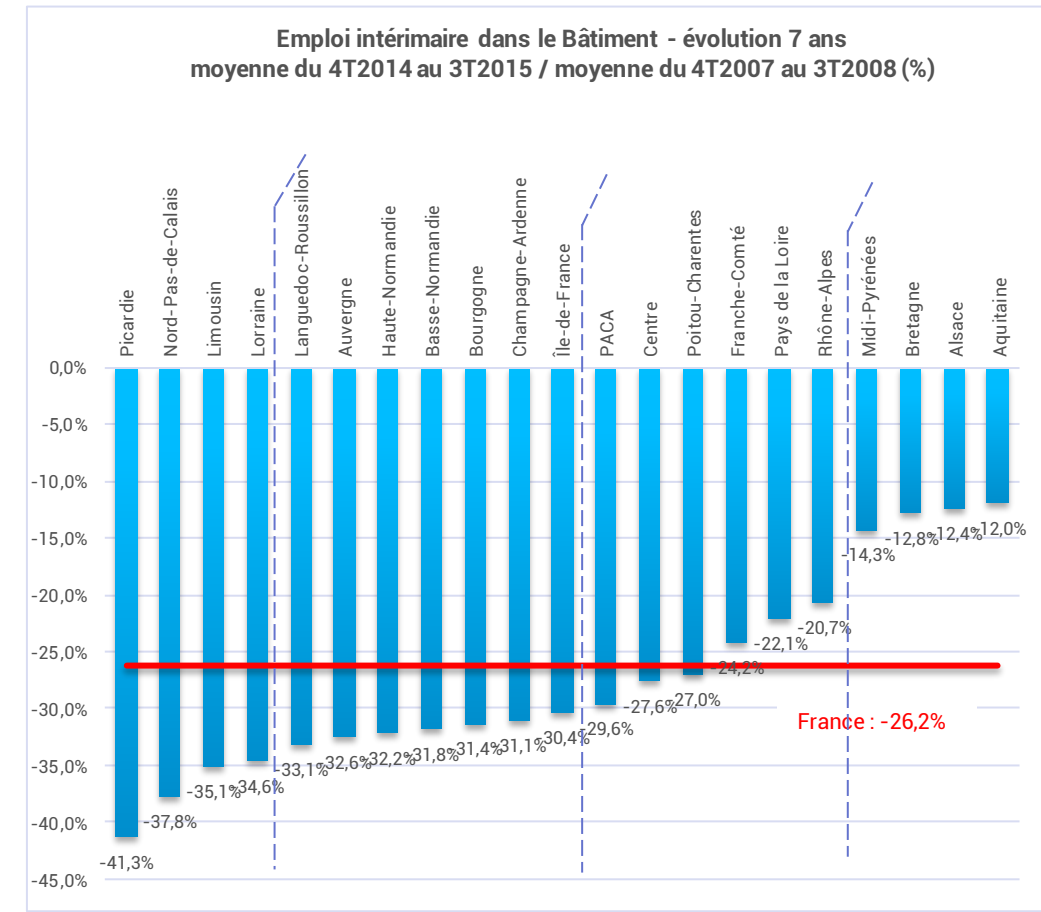


Sources :
DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)
Hors promotion immobilière

... à sept ans d'intervalle, aucune région continentale n'a progressé en termes d'emploi intérimaire, la plupart d'entre elles ayant enregistré des contractions d'au moins 20%

Quatre régions font figure d'exception en ce qui concerne l'écart observé entre l'effectif intérimaire employé dans le bâtiment au cours des douze derniers mois et celui relevé sur les mêmes mois sept ans auparavant, celles-ci s'inscrivant en baisse de moins de 20% : Aquitaine, Alsace, Bretagne et Midi-Pyrénées.

En définitive, quatre régions affichent des contractions d'au moins un tiers du nombre d'intérimaires : la Picardie, le Nord-Pas-de-Calais, le Limousin et la Lorraine.

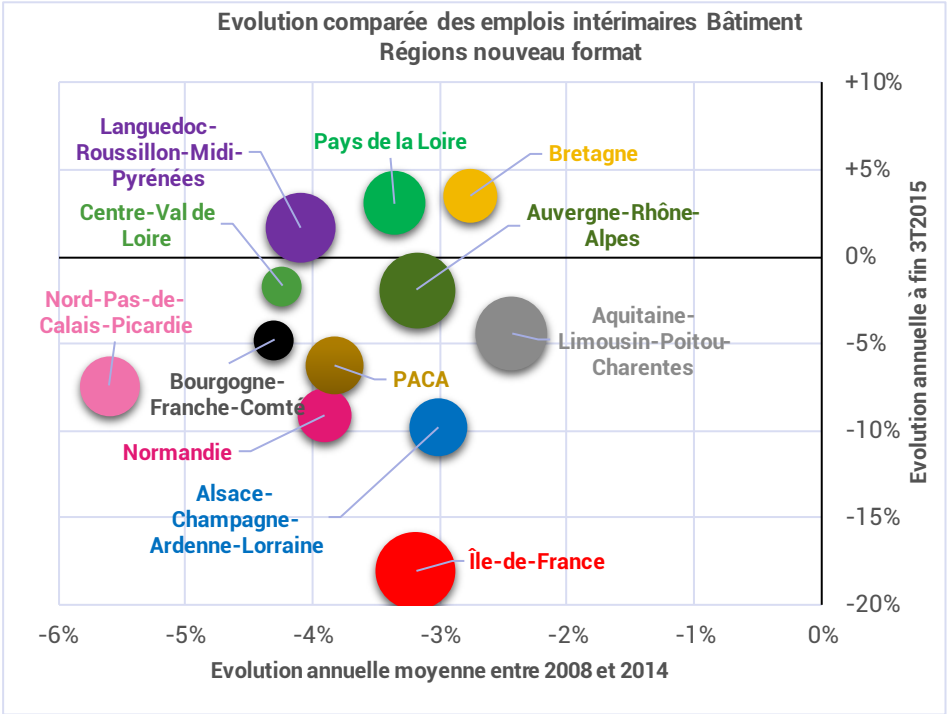
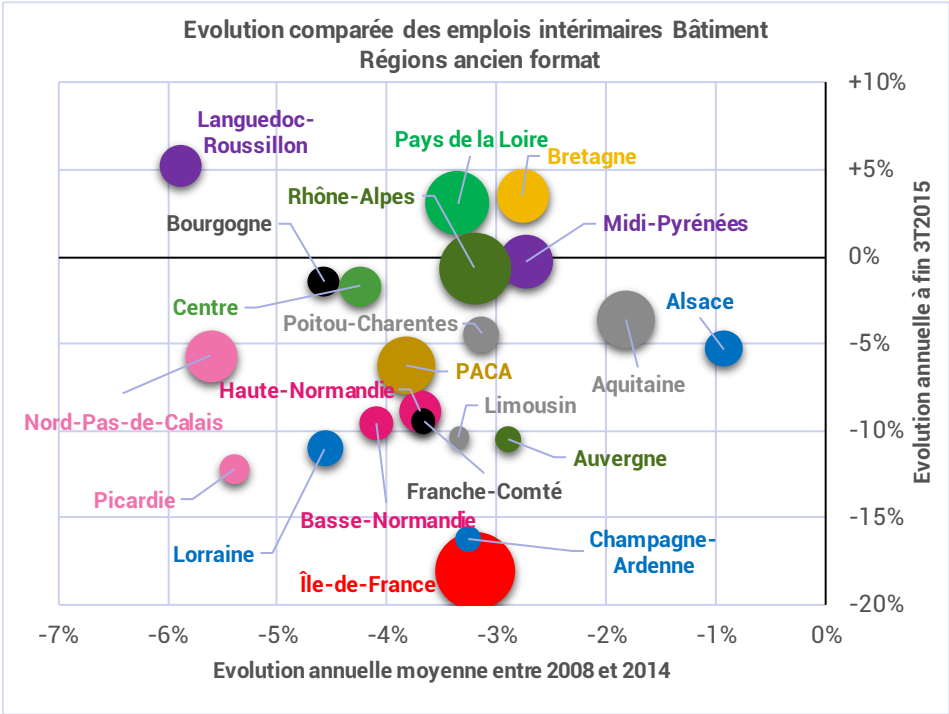


Avertissement : en raison d'évolutions très prononcées, la Corse ne figure pas sur ces graphiques.

Sévère ajustement en Ile-de-France, la Bretagne et les Pays de la Loire résistent

Le recours à l'intérim a souffert d'un sérieux coup d'arrêt au cours des douze derniers mois en Ile-de-France, alors que la région s'affichait depuis sept ans comme l'une des plus dynamiques en la matière. Le même constat s'applique à la Champagne-Ardenne, même si la contraction s'avère moins prononcée sur la période récente.

En revanche, l'effectif intérimaire employé par les entreprises du bâtiment a progressé en Bretagne et dans les Pays de la Loire au cours des douze derniers mois, confirmant ainsi la relative résilience de ces régions depuis sept ans.



NB: La taille des bulles est proportionnelle au nombre d'intérimaires

Sources :
DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)
Hors promotion immobilière

Avertissement : en raison d'évolutions très prononcées, la Corse ne figure pas sur ces graphiques.

EMPLOI DANS LE BÂTIMENT

PERTES D'EMPLOIS

1 340 800 emplois (salariés permanents et intérimaires) recensés dans le Bâtiment en moyenne sur les 3 premiers trimestres 2015 soit plus de 185 000 emplois perdus par rapport à la même période en 2008 (-13,9%)

EN FRANCE :

Entre 2008 et 2015 (moyennes des 3 premiers trimestres de l'année), le secteur du Bâtiment français a perdu environ 186 500 emplois (salariés et intérim). En moyenne sur les 3 premiers trimestres de 2015, on estime que le secteur occupe près de 1,1 million de salariés

permanents et 71 000 intérimaires (en équivalents temps plein). Ces résultats représentent une baisse de 13% de l'emploi salarié entre 2008 et 2015 et de près de 26% de l'emploi intérimaire.

LES PERTES D'EMPLOI BÂTIMENT

ENTRE 2008 ET 2015

(Moyenne T1, T2 et T3)

FRANCE -186 502 emplois

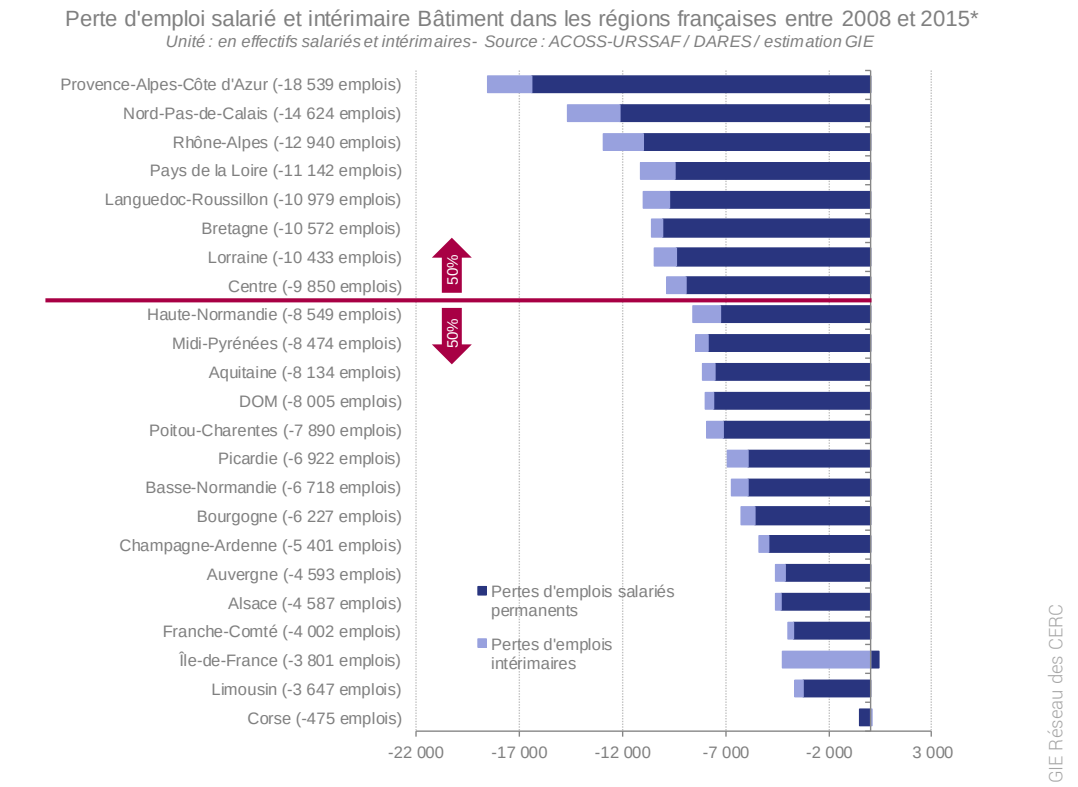
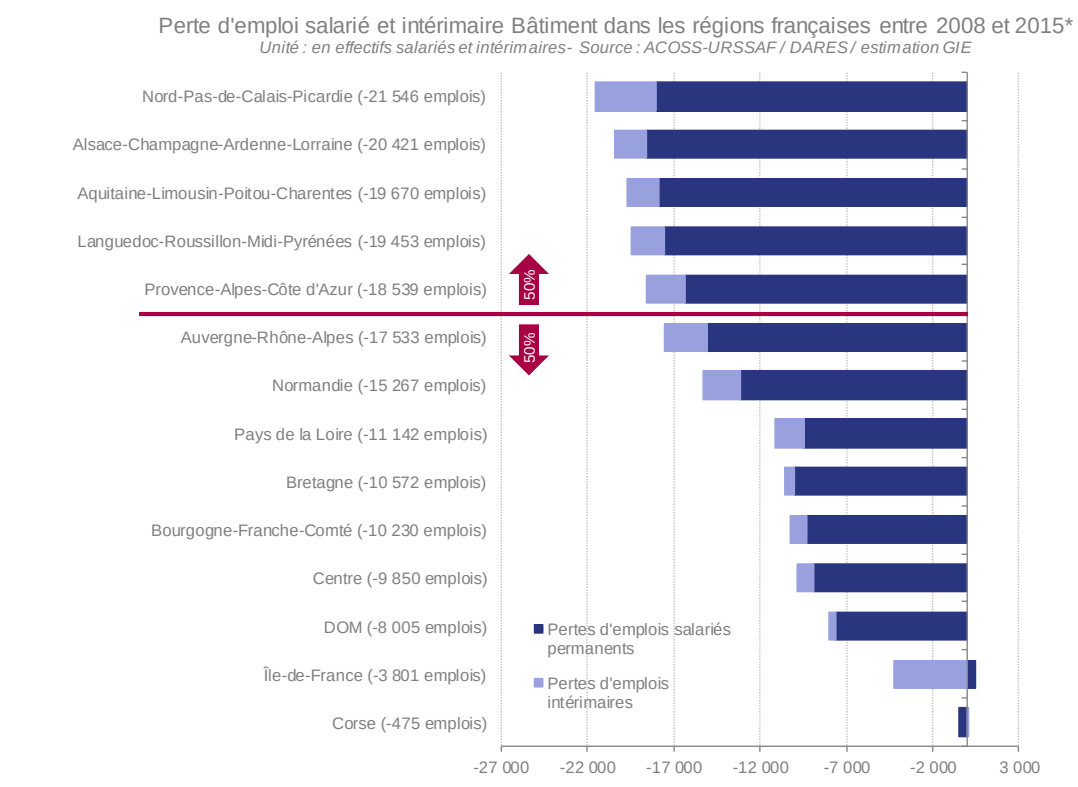
MIN. CORSE -475 emplois

MAX. PACA -18 539 emplois

EN RÉGION :

L'ensemble des régions enregistrent des pertes d'emplois dans le secteur du Bâtiment sur sept ans. La disparité est importante allant de -475 emplois en Corse à -18 539 emplois en région PACA. Par grande région, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie s'avère la plus touchée par les pertes d'emplois : -21 546 emplois en 7 ans. Juste derrière se trouvent les régions

Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (environ 20 421 emplois perdus), Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (19 500 emplois perdus pour chacune). À l'inverse, l'Île-de-France est la grande région continentale la moins affectée par le recul de l'emploi.

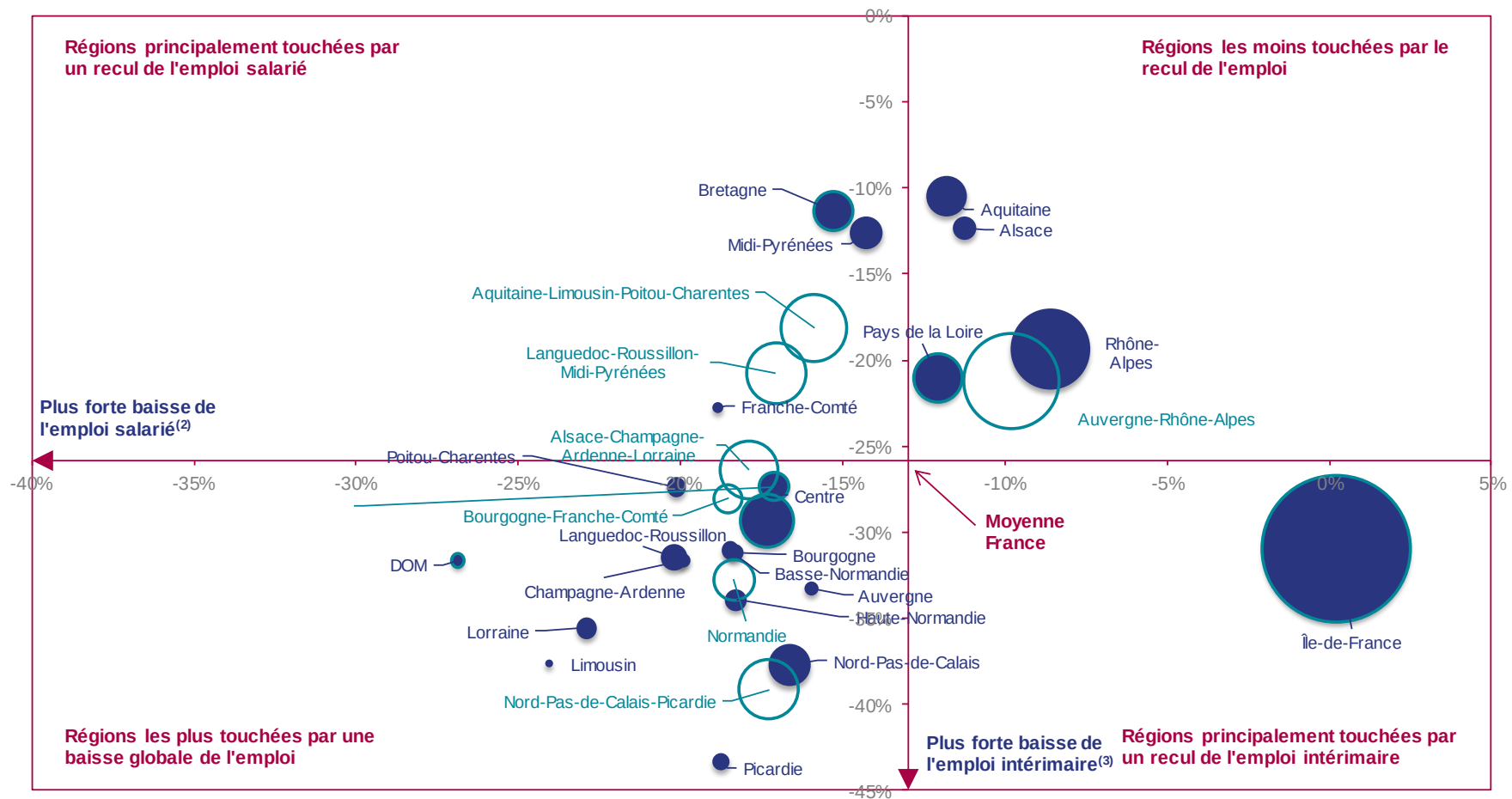


Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes : les deux grandes régions proportionnellement moins touchées par le recul de l'emploi

Rapportés au nombre d'emplois total, les écarts entre les régions restent prononcés. Le recul de l'emploi en Ile-de-France s'avère contenu avec -2% en 7 ans (+0,2% pour l'emploi salarié permanent et -31% pour l'emploi intérimaire). A l'inverse, l'emploi s'est replié de 25% dans le Limousin (-24% pour l'emploi salarié permanent et -38% pour l'emploi intérimaire). Avec l'Ile-de-France, la grande région Auvergne-Rhône-Alpes fait partie des moins touchées par le recul de l'emploi salarié (-11% entre 2008 et 2015), mais l'intérim (exclusivement grâce au dynamisme de Rhône-Alpes)

Alpes) y a pleinement joué son rôle de variable d'ajustement (-21%), tout comme dans les Pays de la Loire. On distingue également un groupe composé des grandes régions Bretagne, Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées où le recul de l'emploi s'est principalement opéré sur les effectifs permanents et moins sur l'intérim. Les autres régions ont été touchées par une contraction marquée de l'emploi permanent comme intérimaire.

Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment dans les régions françaises entre 2008 et 2015 (1)
Unité : en % des effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE



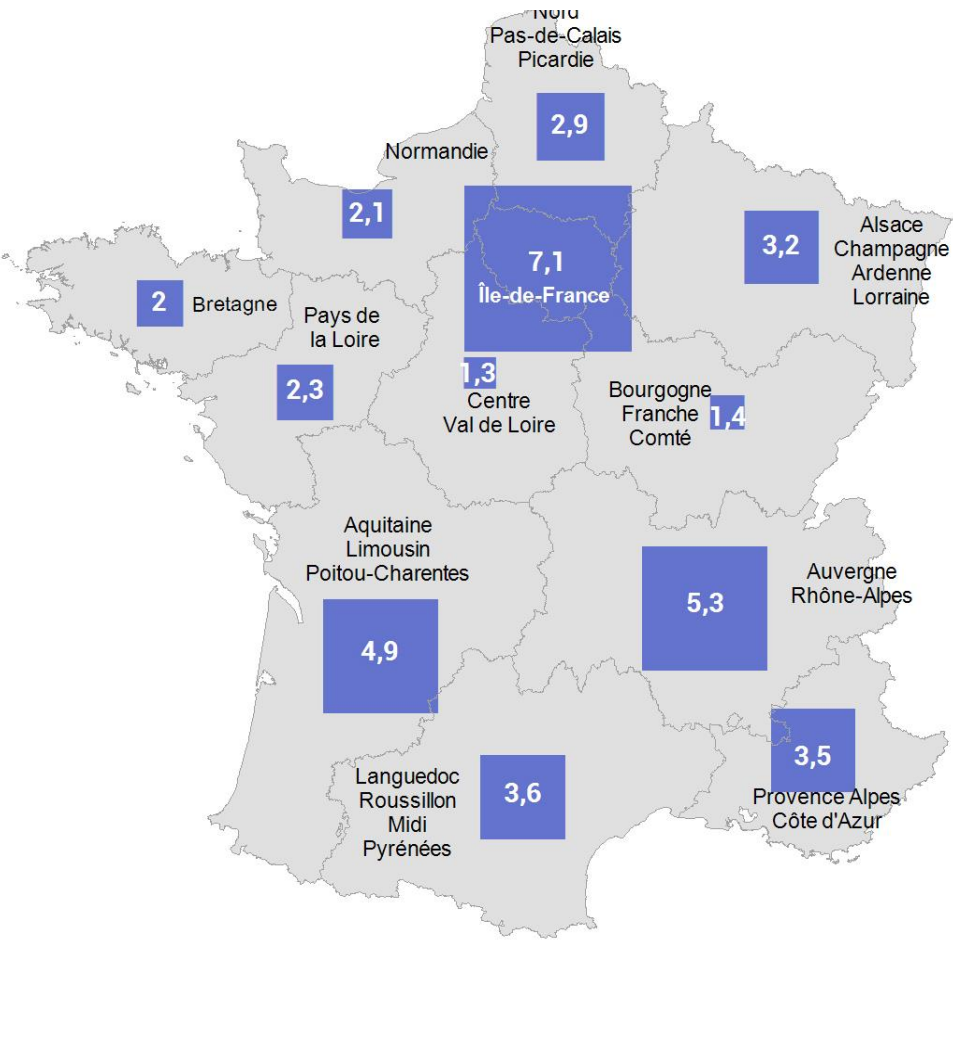
(1) Hors Corse // (2) emploi salarié permanent où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi intérimaire en ETP (équivalent temps plein) où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France



COMPARAISONS INTERRÉGIONALES

Les deux principales régions (Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes) génèrent près du tiers du chiffre d'affaires national Travaux Publics

Chiffre d'affaires Travaux Publics en 2014
en milliards d'euros



	Chiffre d'affaires Travaux Publics en 2014	Part du chiffre d'affaires national Travaux Publics en 2014
Île-de-France	7,1 milliards €	17,9%
Auvergne-Rhône-Alpes	5,3 milliards €	13,3%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	4,9 milliards €	12,3%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	3,6 milliards €	9,2%
PACA	3,5 milliards €	9,0%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	3,2 milliards €	7,9%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	2,9 milliards €	7,3%
Pays de la Loire	2,3 milliards €	5,9%
Normandie	2,1 milliards €	5,3%
Bretagne	2,0 milliards €	5,0%
Bourgogne-Franche-Comté	1,4 milliards €	3,5%
Centre-Val de Loire	1,3 milliards €	3,4%
France métropolitaine	39,6 milliards €	100,0%

Sources :
FNTP - données disponibles pour la France métropolitaine

Fin 2015, les professionnels des Travaux Publics voient leur carnets de commandes se dégarnir de façon sensible dans quatre régions (repli d'au moins un mois), seule l'Ile-de-France s'inscrit en hausse significative

EN FRANCE :

Les professionnels des travaux publics font globalement état d'un repli de leur activité au cours du 4^{ème} trimestre 2015, les opinions s'avérant toutefois moins dégradées que lors des trimestres précédents.

Les prévisions pour le début de l'année restent négatives, tandis que les carnets de commandes, plutôt dégarnis, progressent légèrement (+0,3 mois par rapport au 4^{ème} trimestre 2014).

CARNETS DE COMMANDES

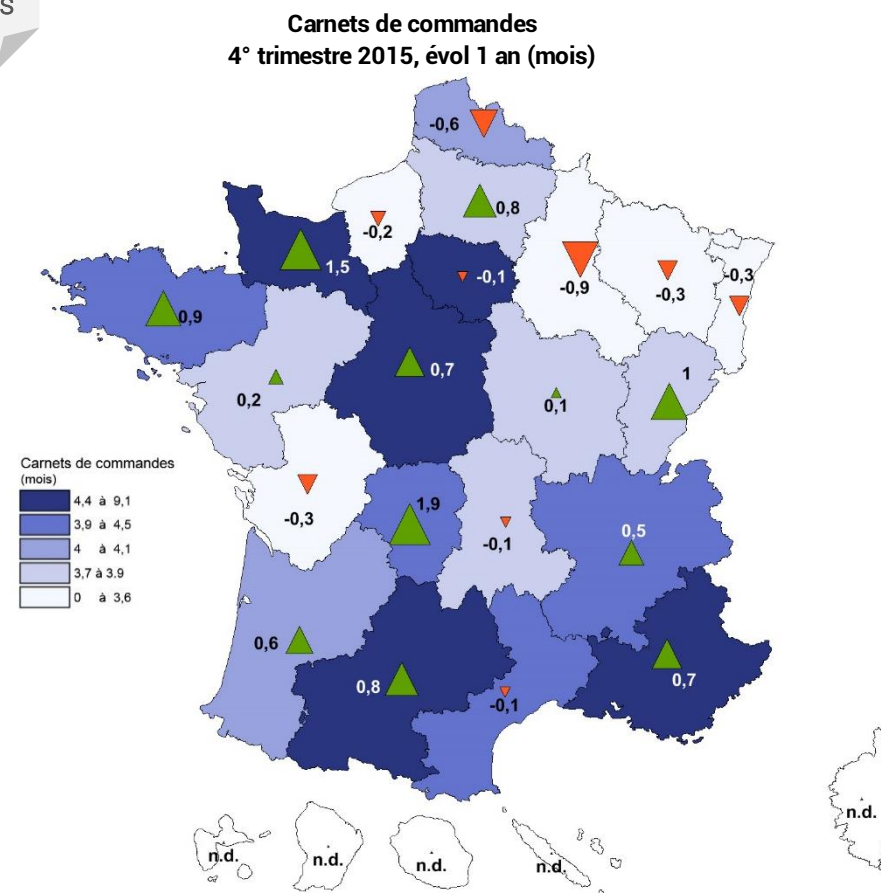
4^{ème} TRIMESTRE 2015, EVOL. 1 AN

FRANCE	+0,3 mois
MIN. CHAMPAGNE-ARDENNE	-0,9 mois
MAX. LIMOUSIN	+1,9 mois

EN RÉGION :

L'orientation des carnets de commandes au 4^{ème} trimestre 2015 diffère sensiblement selon la région. De fait, dix d'entre elles affichent une amélioration d'au moins deux semaines, tandis que deux autres enregistrent une évolution inverse.

Globalement, les carnets de commandes se dégradent surtout dans le Nord-Est du pays.

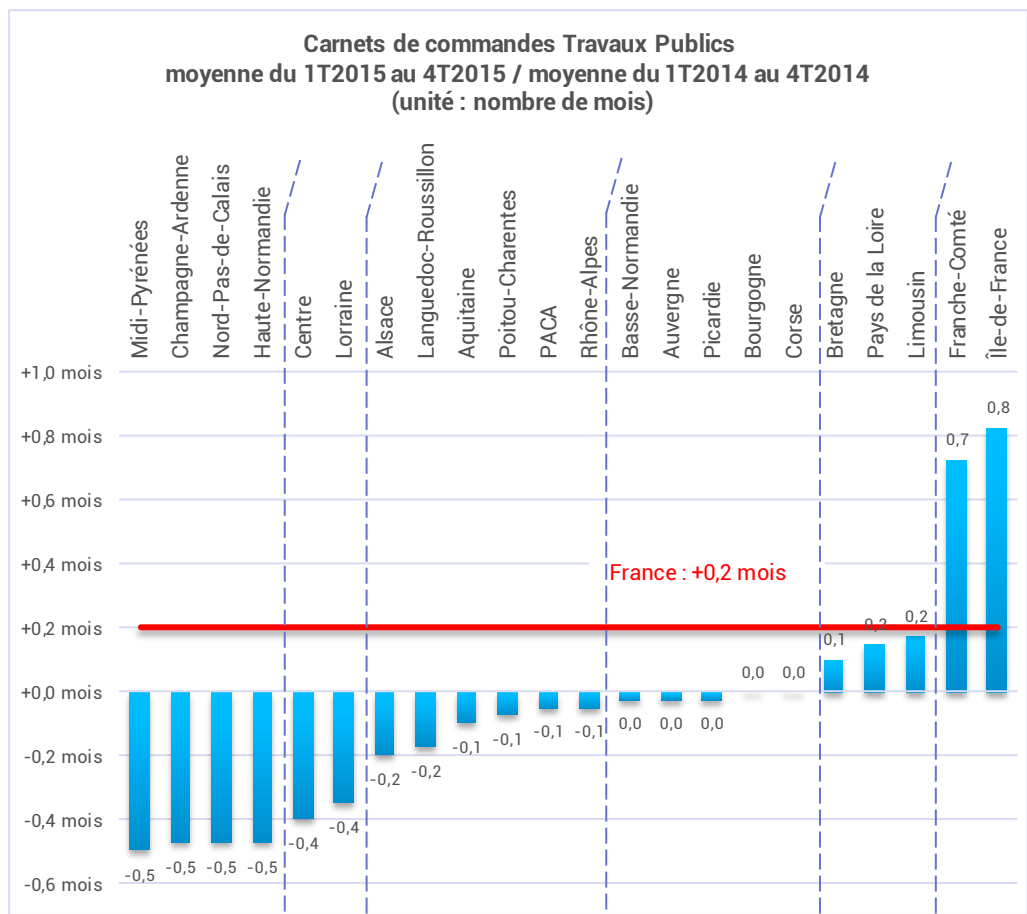


Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Une moyenne nationale en légère hausse en 2015, soutenue exclusivement par deux régions (Ile-de-France et Franche-Comté), tandis que quatre régions enregistrent un recul des carnets de commandes de 15 jours

Sur l'ensemble du territoire national, la moyenne des carnets de commandes en matière de travaux publics en 2015 s'affiche en légère hausse par rapport à 2014 (+0,2 mois). Toutefois, de profondes disparités apparaissent selon les régions.

En effet, alors que les professionnels franciliens font état d'un redressement de leurs demandes de travaux (+0,8 mois en moyenne), bénéficiant de fait des premiers effets du Grand Paris, les carnets de commandes se sont dégraisés de 15 jours dans quatre régions : Midi-Pyrénées, Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais et Normandie.

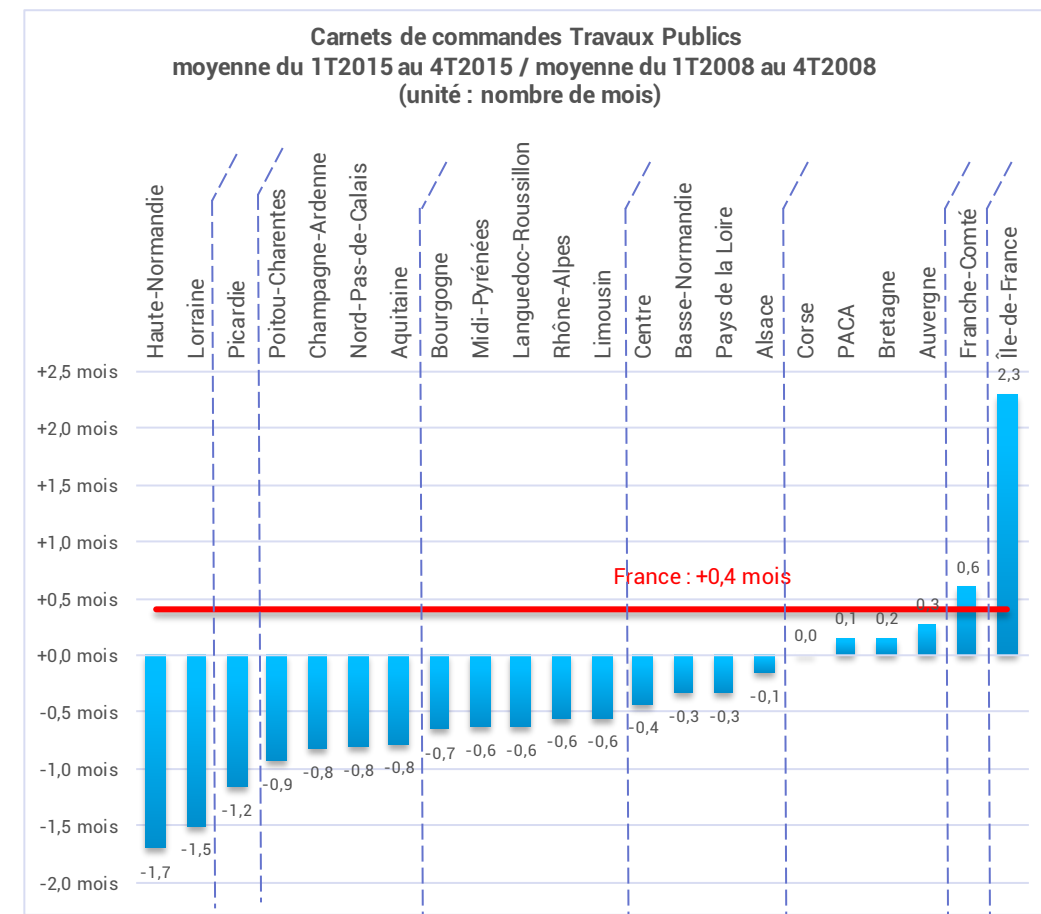


Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

...par rapport à 2008, forte dichotomie régionale observée entre l'Ile-de-France et les autres régions

L'analyse régionale des évolutions des carnets de commandes en 2015 par rapport à 2008 souligne la bonne dynamique actuelle en Ile-de-France (+2,3 mois), nettement supérieure à la moyenne nationale (+0,4 mois).

A l'opposé, la Haute-Normandie (-1,7 mois), ainsi que la Lorraine (-1,5 mois) et la Picardie (-1,2 mois) enregistrent des replis supérieurs à un mois.

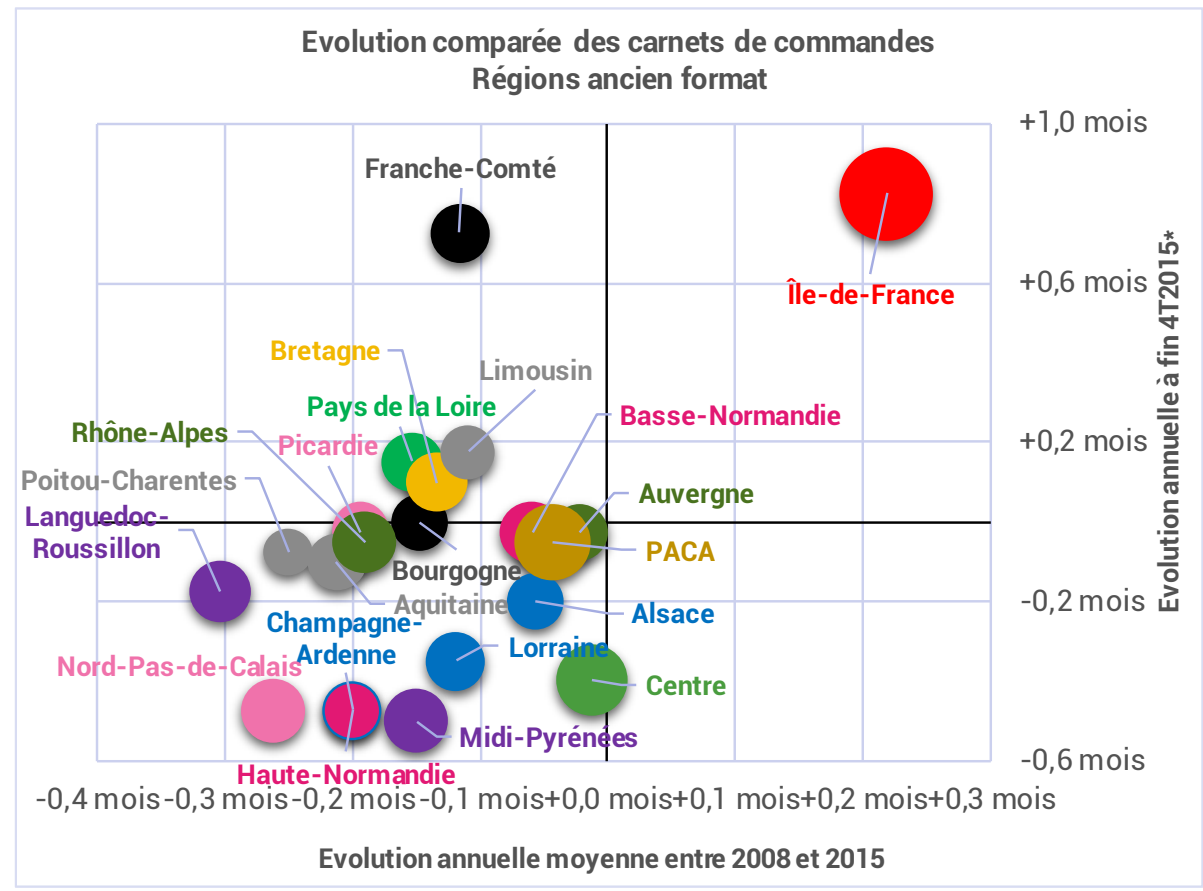


L'Ile-de-France conforte sa position de leader en matière de commandes de travaux publics

Le leadership francilien en ce qui concerne la dynamique des carnets de commande de travaux publics s'affirme nettement, tant en 2015 que depuis 2008. La région profite en effet des premiers effets du Grand Paris.

Par ailleurs, la dégradation observée en 2015 dans la région Centre marque un retournement de tendance sensible, cette région se positionnant au deuxième rang en longue période. En revanche, la progression des

carnets de commandes enregistrée au cours de l'année écoulée en Franche-Comté signe un redressement sensible par rapport aux évolutions observées localement depuis 2008.



NB: La taille des bulles est proportionnelle au niveau des carnets de commandes

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

* : Moyenne annuelle des carnets de commandes

Trois régions métropolitaines affichent une hausse de l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics

Contraction du recours à l'intérim sur le reste du territoire national

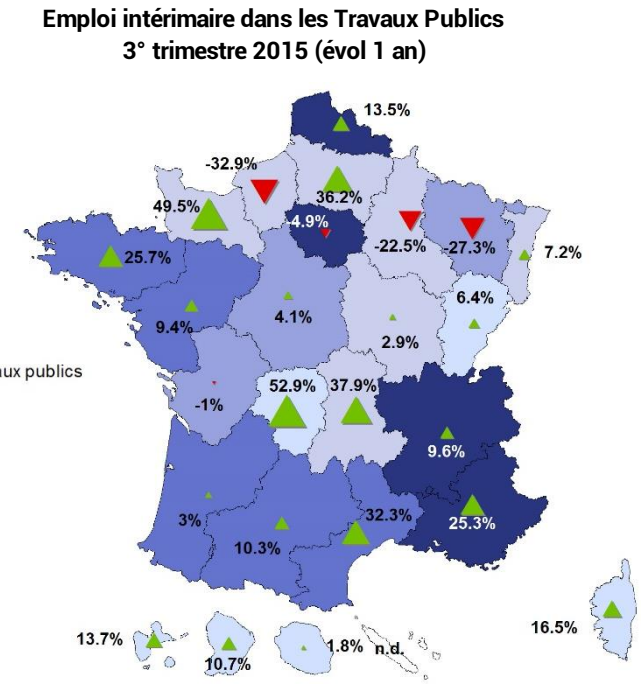
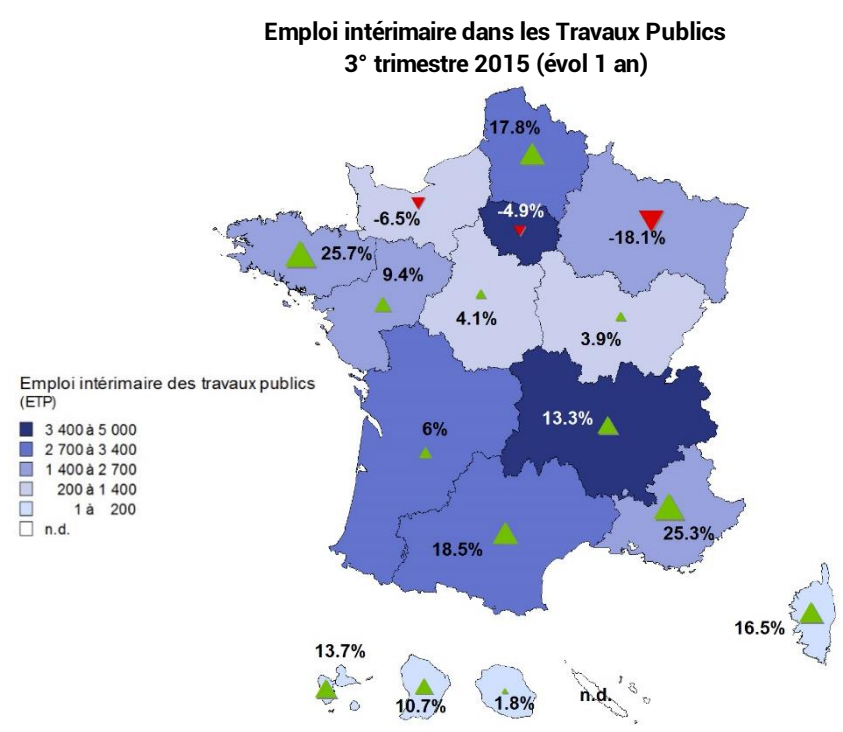
EN FRANCE :

Le recours à l'intérim a progressé de façon sensible au 3^{ème} trimestre 2015 en ce qui concerne les Travaux Publics : +6,5% par rapport au 3^{ème} trimestre 2014, soit un peu plus de 30 300 ETP. Cette hausse marque un redressement par rapport à l'évolution globale enregistrée sur l'ensemble des douze derniers mois, toujours négative à hauteur de 15,5%..

L'EMPLOI INTERIMAIRE	
3° TRIMESTRE 2015	
EVOL. 1 AN	
FRANCE	+6,5%
MIN. (hors Corse)	-32,9%
HAUTE-NORMANDIE	
MAX. (hors Corse)	+52,9%
LIMOUSIN	

EN RÉGION :

Au 3^{ème} trimestre 2015, l'Alsace-Champagne-Ardenne fait figure d'exception en ce qui concerne l'effectif intérimaire occupé par le secteur des Travaux Publics, avec une décroissance prononcée. De même, l'Ile-de-France s'inscrit en baisse, tandis que la situation s'avère très contrastée en Normandie (hausse en Basse-Normandie, baisse en Haute-Normandie). Par ailleurs, certains territoires enregistrent des progressions très prononcées : c'est le cas notamment du Limousin, de l'Auvergne, de la Picardie et du Languedoc-Roussillon.



Sources :
DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

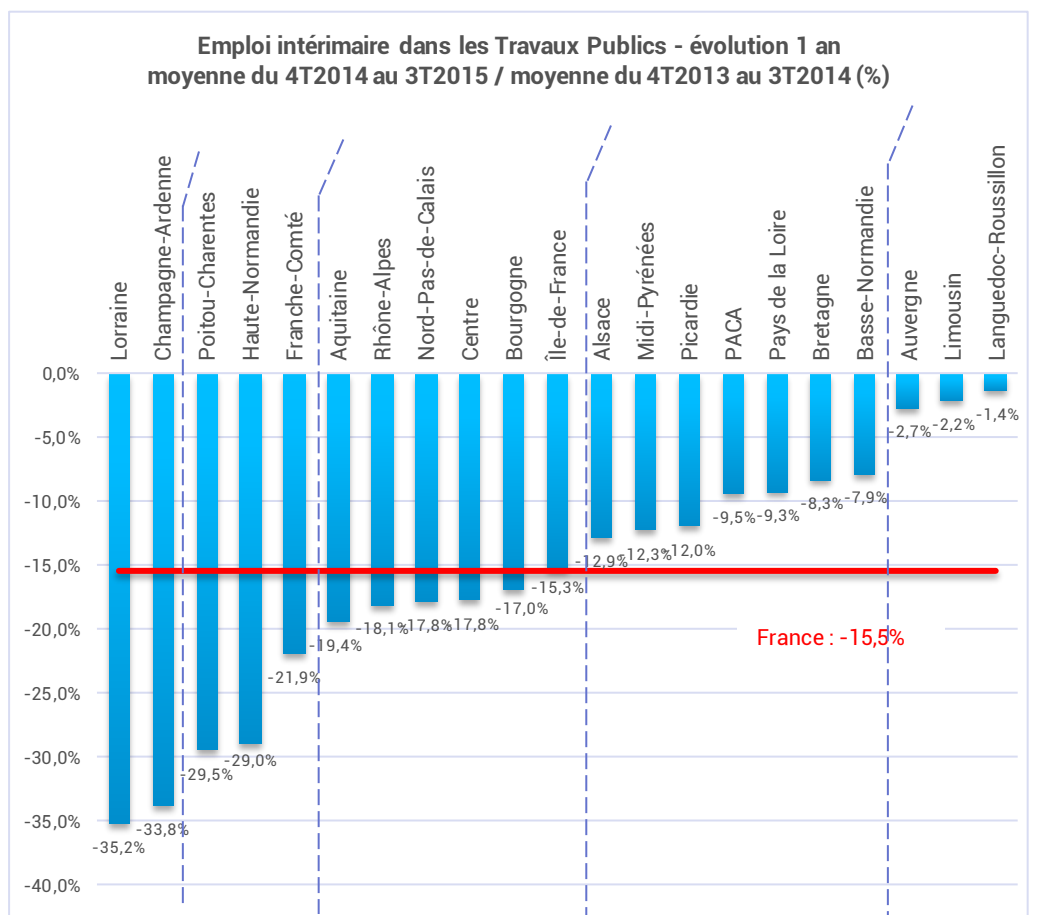
EMPLOI DANS LES TRAVAUX PUBLICS EMPLOI INTÉRIMAIRE

Cinq régions ont vu leur effectif intérimaire se réduire d'au moins 20% au cours des douze derniers mois, l'ensemble du territoire continental s'inscrivant en baisse

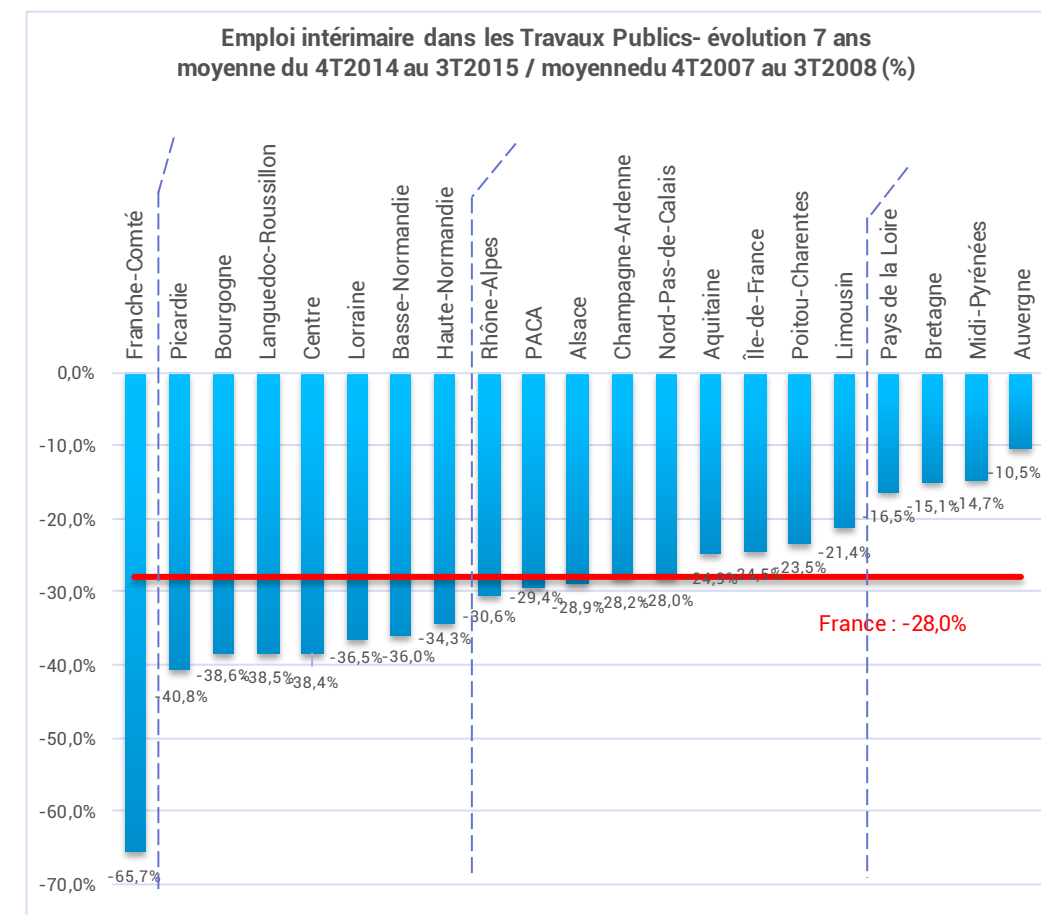
L'effectif intérimaire employé par les professionnels des Travaux Publics au cours des quatre derniers trimestres s'inscrit en baisse dans l'ensemble des régions continentales par rapport aux quatre trimestres précédents. Le recul s'étale de -1,4 % en Languedoc-Roussillon à -35,2% en Lorraine. De fait, cinq régions affichent des reculs supérieurs à 20%, dont deux (Lorraine et Champagne-Ardenne) supérieurs à 30%. A l'opposé, outre le Languedoc-Roussillon deux régions (Limousin et Auvergne) affichent des contractions inférieures à 3%.

...à sept ans d'intervalle, contraction de l'effectif intérimaire d'au moins un tiers dans huit régions

En comparaison avec la situation observée sept ans auparavant, le recours à l'intérim en nombre d'ETP employés au cours des quatre derniers trimestres s'inscrit en baisse dans l'ensemble des régions continentales. L'ampleur du repli diffère toutefois nettement selon le territoire. De fait, huit régions accusent un recul d'au moins un tiers de l'effectif intérimaire, dont une contraction très prononcée en Franche-Comté, tandis que la baisse demeure inférieure à 20% au sein de quatre autres régions (Auvergne, Midi-Pyrénées, Bretagne et Pays de la Loire).



Sources : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)



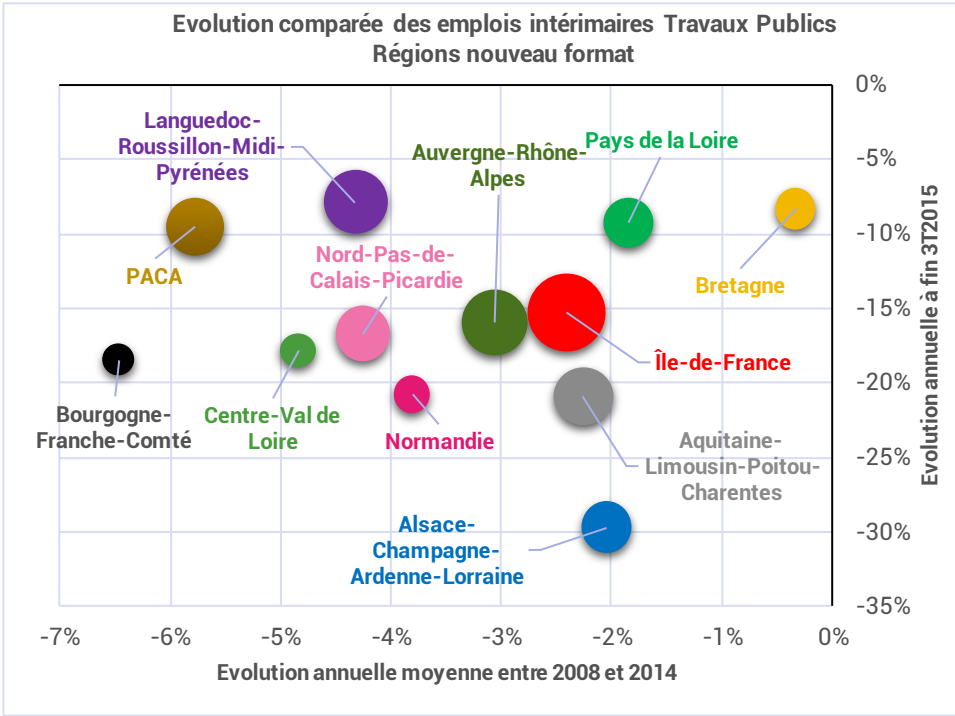
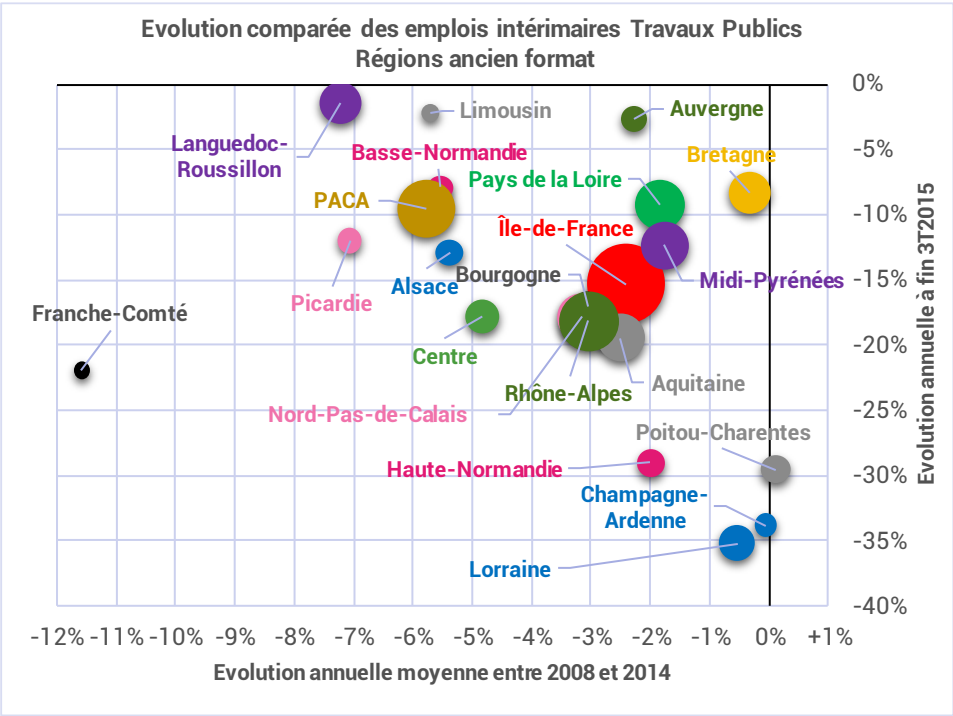
Avertissement : en raison d'évolutions très prononcées, la Corse ne figure pas sur ces graphiques.

Les douze derniers mois marquent une dégradation de l'emploi intérimaire employé dans les Travaux Publics dans l'ensemble des régions continentales

L'analyse interrégionale sur courte et longue période du recours à l'intérim en matière de Travaux Publics souligne un premier constat : quel que soit le territoire considéré (hors Corse) et sa tendance observée précédemment, l'indicateur s'inscrit en baisse sur les douze derniers mois.

Dans ce contexte, c'est la Bretagne qui a enregistré la dynamique la plus soutenue au cours des sept dernières années, une tendance confirmée par l'évolution annuelle enregistrée sur la période récente, moins négative que dans la plupart des régions.

A l'opposé, la Franche-Comté se démarque des autres territoires par des évolutions très négatives, notamment en longue période.



NB: La taille des bulles est proportionnelle au nombre d'intérimaires

Sources :
DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

Avertissement : en raison d'évolutions très prononcées, la Corse ne figure pas sur ces graphiques.

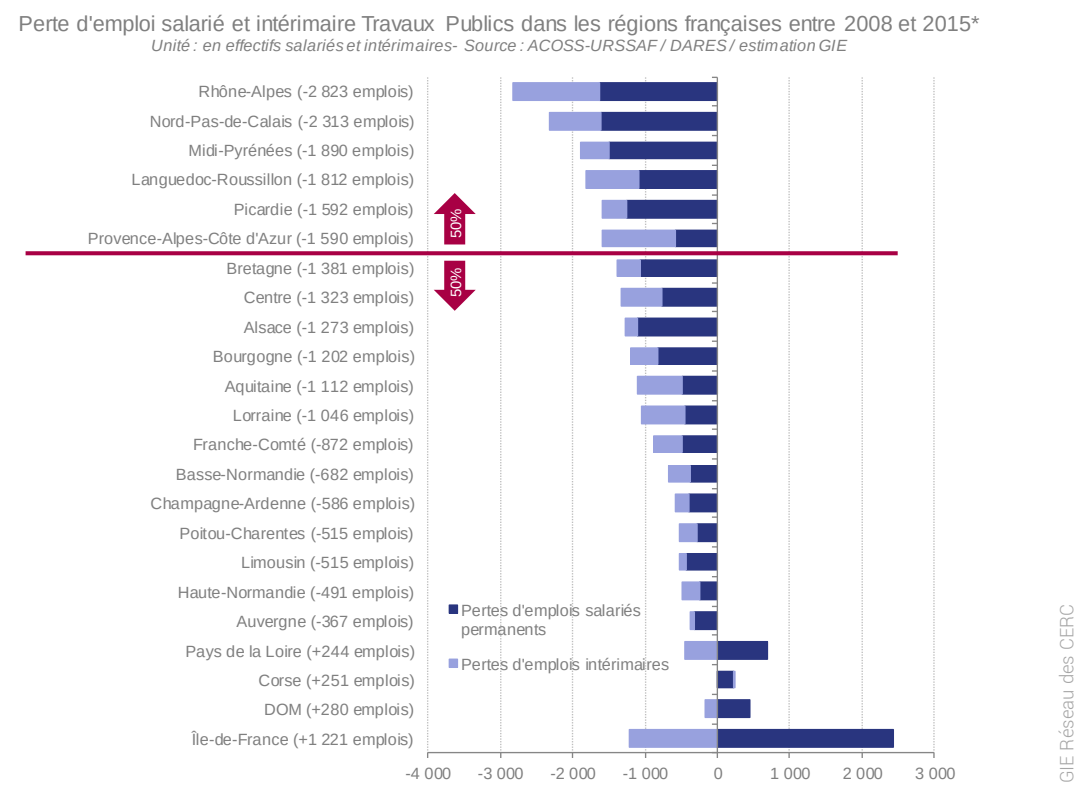
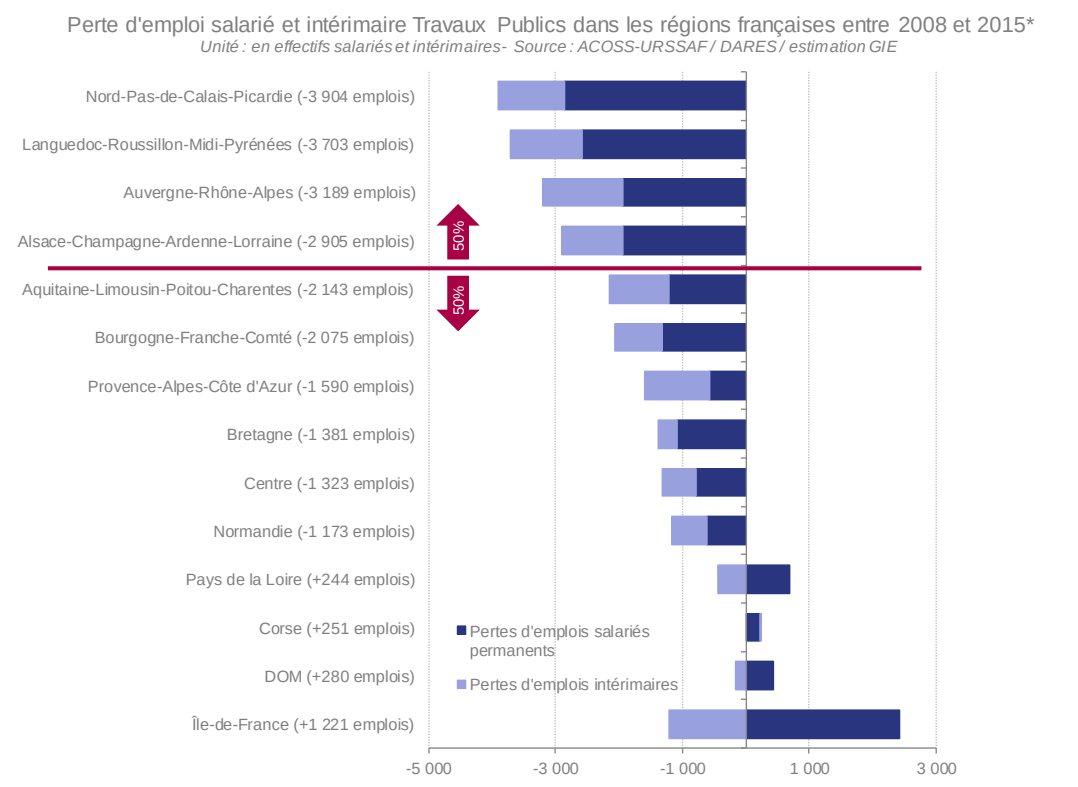
EMPLOI DANS LES TRAVAUX PUBLICS PERTES D'EMPLOIS

313 400 emplois (salariés permanents et intérimaires) recensés dans les Travaux Publics en moyenne sur les 3 premiers trimestres 2015 soit près de 21 400 emplois perdus par rapport à la même période en 2008

EN FRANCE :
Entre 2008 et 2015 (moyennes des 3 premiers trimestres de l'année), le secteur des Travaux Publics en France a perdu environ 21 400 emplois (salariés et intérim). En moyenne sur les 3 premiers trimestres de 2015, on estime que le secteur emploie à fin 2015 plus de 270 000 salariés permanents et 21 400 intérimaires (en équivalents temps plein). Ces résultats représentent une baisse de 4% de l'emploi salarié entre 2008 et 2015 et de près de -33% de l'emploi intérimaire.

TRAVAUX PUBLICS	
ENTRE 2008 ET 2015	
(Moyenne T1, T2 et T3)	
FRANCE	-21 390 emplois
MIN. ILE-DE-FRANCE	1 221 emplois
MAX. RHÔNE-ALPES	-2 823 emplois

EN RÉGION :
Quatre régions affichent une augmentation de l'emploi entre 2008 et 2015 dans les Travaux Publics : les DOM, l'Ile-de-France, la Corse et les Pays de la Loire. Pour l'Ile-de-France, comme pour les Pays de la Loire et les DOM, il s'agit du résultat d'une baisse de l'emploi intérimaire conjuguée à une hausse de l'emploi salarié permanent.
À l'inverse, Rhône-Alpes ressort comme la région la plus touchée par les pertes d'emplois : -2 823. Par grande région, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie est la plus touchée par les pertes d'emplois : -3 904 emplois en 7 ans. Juste derrière se trouvent les régions Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (-3 703 emplois) et Auvergne-Rhône-Alpes (-3 189 emplois).



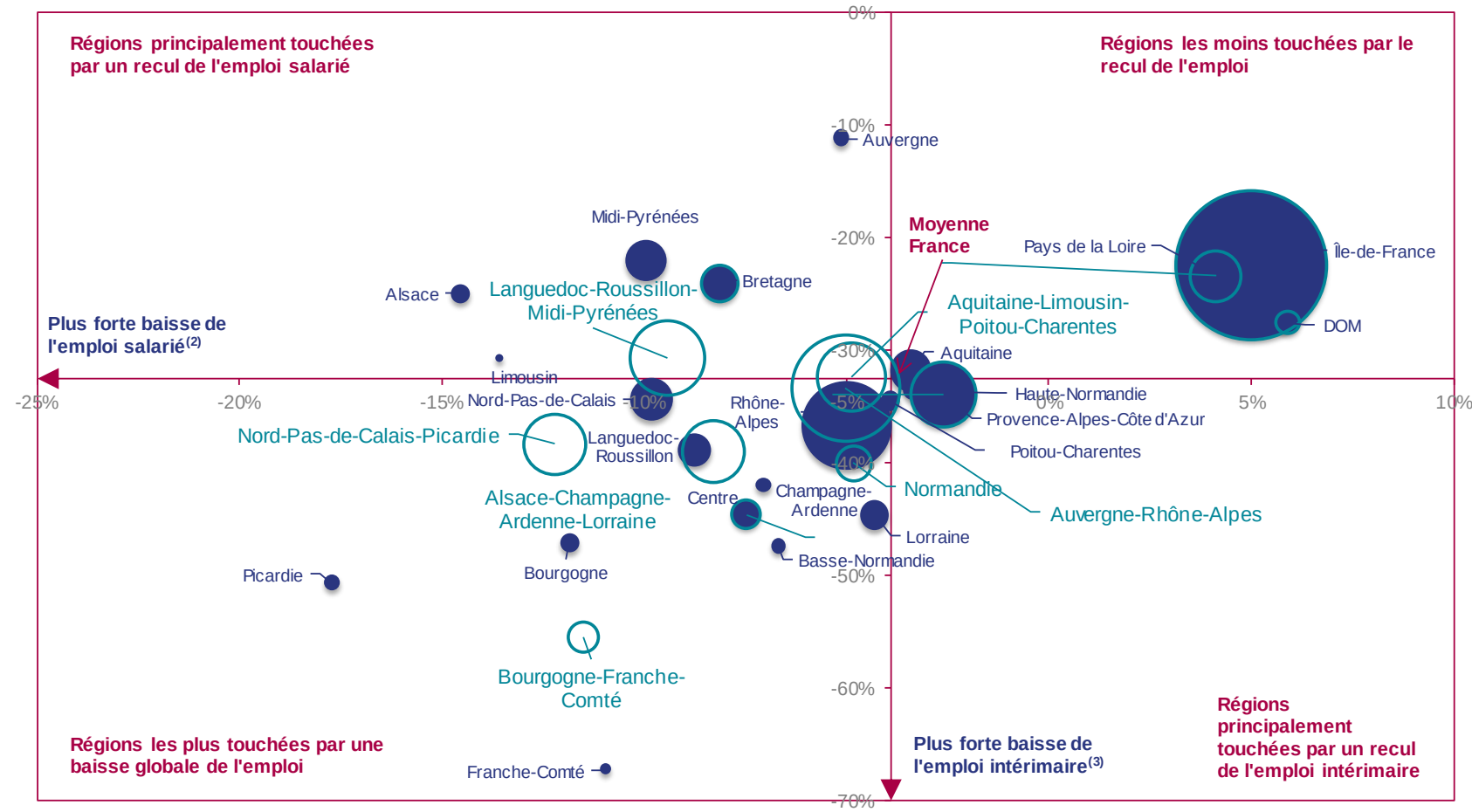
Avertissement : Estimations basées sur les 3 premiers trimestres de l'année. Données concernant les emplois dans les entreprises de Travaux Publics.

Recul marqué de l'emploi intérimaire sur l'ensemble des grandes régions

Rapporté au nombre d'emplois total, les écarts entre les régions restent prononcés. L'emploi se révèle en progression en Ile-de-France à 2,3% en 7 ans (+5% pour l'emploi salarié permanent et -22% pour l'emploi intérimaire). À l'extrême opposé se trouve la Picardie pour qui l'emploi s'est replié de -21% (-18% pour l'emploi salarié permanent et -51% pour l'emploi intérimaire). Avec l'Ile-de-France, la région Pays de la Loire fait partie des régions les moins touchées, par rapport à la moyenne France, par le recul de l'emploi salarié (+1,3% entre 2008 et 2015) comme intérimaire (-23%).

On retrouve également un groupe composé des grandes régions Bretagne et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, au sein duquel le recul de l'emploi s'est principalement opéré sur les effectifs permanents et moins sur l'intérim. Les autres régions ont été touchées par une contraction marquée de l'emploi permanent et intérimaire. La contraction de l'intérim est particulièrement prononcée allant de -32% en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes à une réduction de plus de moitié des effectifs intérimaires en Bourgogne-Franche-Comté.

Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics dans les régions françaises entre 2008 et 2015 ⁽¹⁾
Unité : en % des effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE



(1) Hors Corse // (2) emploi salarié permanent où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi intérimaire en ETP (équivalent temps plein) où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

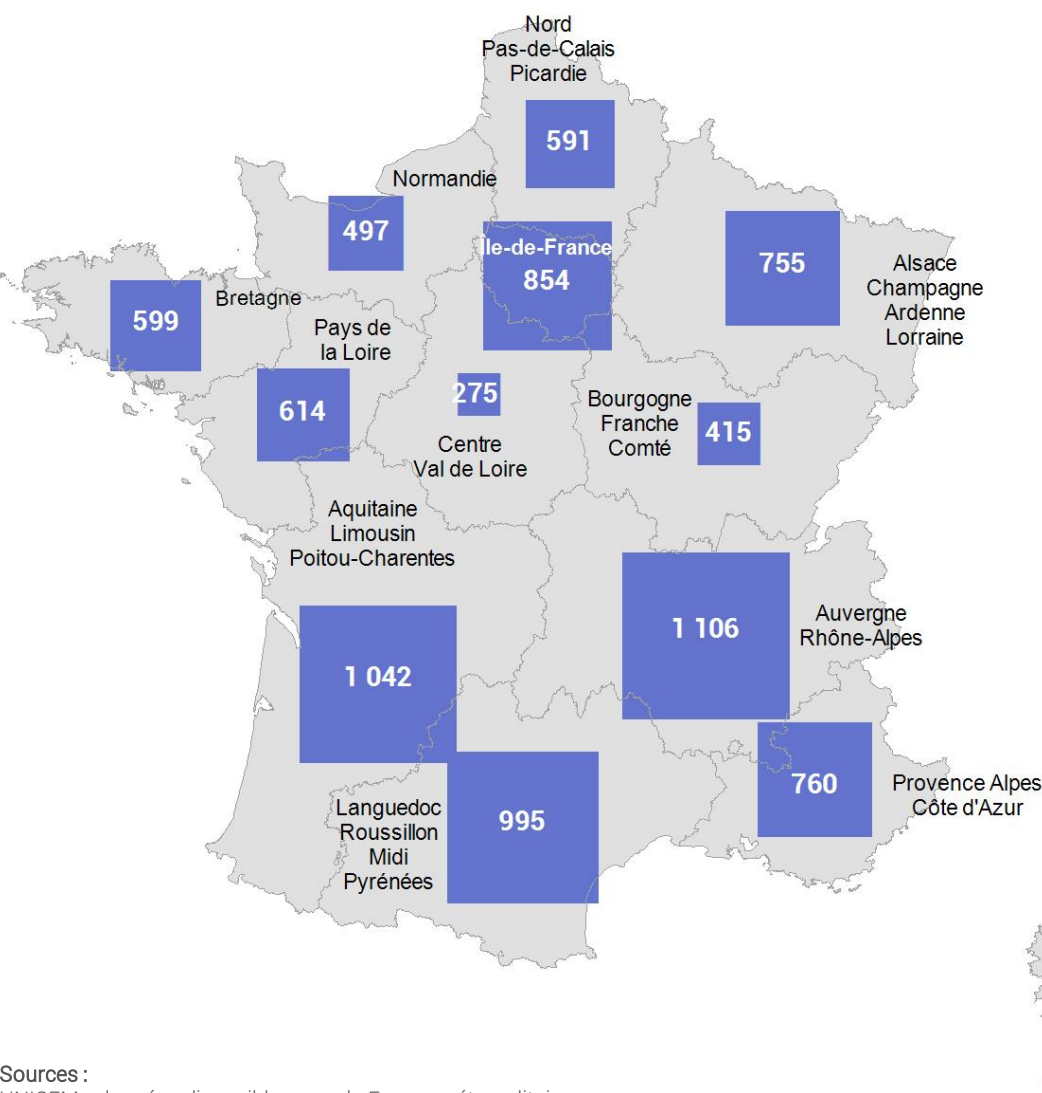


MATÉRIAUX

COMPARAISONS INTERRÉGIONALES

L'Auvergne-Rhône-Alpes et l'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes concentrent le quart du chiffre d'affaires matériaux national

Chiffre d'affaires Matériaux en 2014
en millions d'euros



Chiffre d'affaires Matériaux en 2014 Part du chiffre d'affaires national Matériaux en 2014

Auvergne-Rhône-Alpes	1 106,0 millions €	13,0%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	1 042,0 millions €	12,3%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	995,0 millions €	11,7%
Île-de-France	854,0 millions €	10,0%
PACA	760,0 millions €	8,9%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	755,0 millions €	8,9%
Pays de la Loire	614,0 millions €	7,2%
Bretagne	599,0 millions €	7,0%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	591,0 millions €	7,0%
Normandie	497,0 millions €	5,8%
Bourgogne-Franche-Comté	415,0 millions €	4,9%
Centre-Val de Loire	275,0 millions €	3,2%
France métropolitaine	8 503,0 millions €	100,0%

Sources :
UNICEM - données disponibles pour la France métropolitaine

La production et consommation de matériaux en norme sur la grande majorité du territoire national

EN FRANCE :

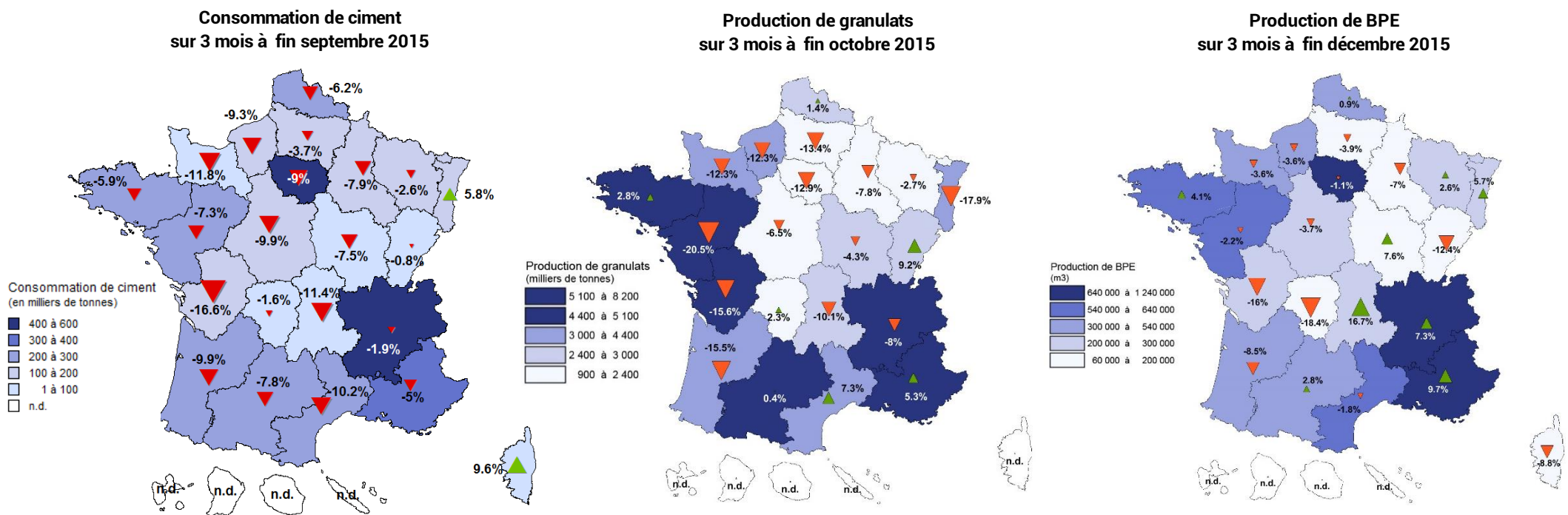
Concernant la production et consommation de matériaux, la situation diffère sensiblement entre la consommation de ciment, en hausse de 1,2% sur trois mois à fin décembre 2015* par rapport à la même période de l'année précédente, et la production de

granulats, en repli sensible de -5,6% à fin octobre. En matière de BPE, la production s'est légèrement redressée au cours du 4^{ème} trimestre 2015 (+0,3% par rapport au même trimestre de l'année précédente).

EN RÉGION :

Seules deux régions s'inscrivent en double hausse, tant en production de granulats que de BPE : Provence-Alpes-Côte-d'Azur (+9,7% pour les BPE au 4^{ème} trimestre 2015 et +5,3% pour les granulats à fin octobre sur trois mois) et la Bretagne (+4,1% et +2,8%).

Par ailleurs, à fin septembre 2015, seules l'Alsace et la Corse échappaient au repli de la consommation de ciment.



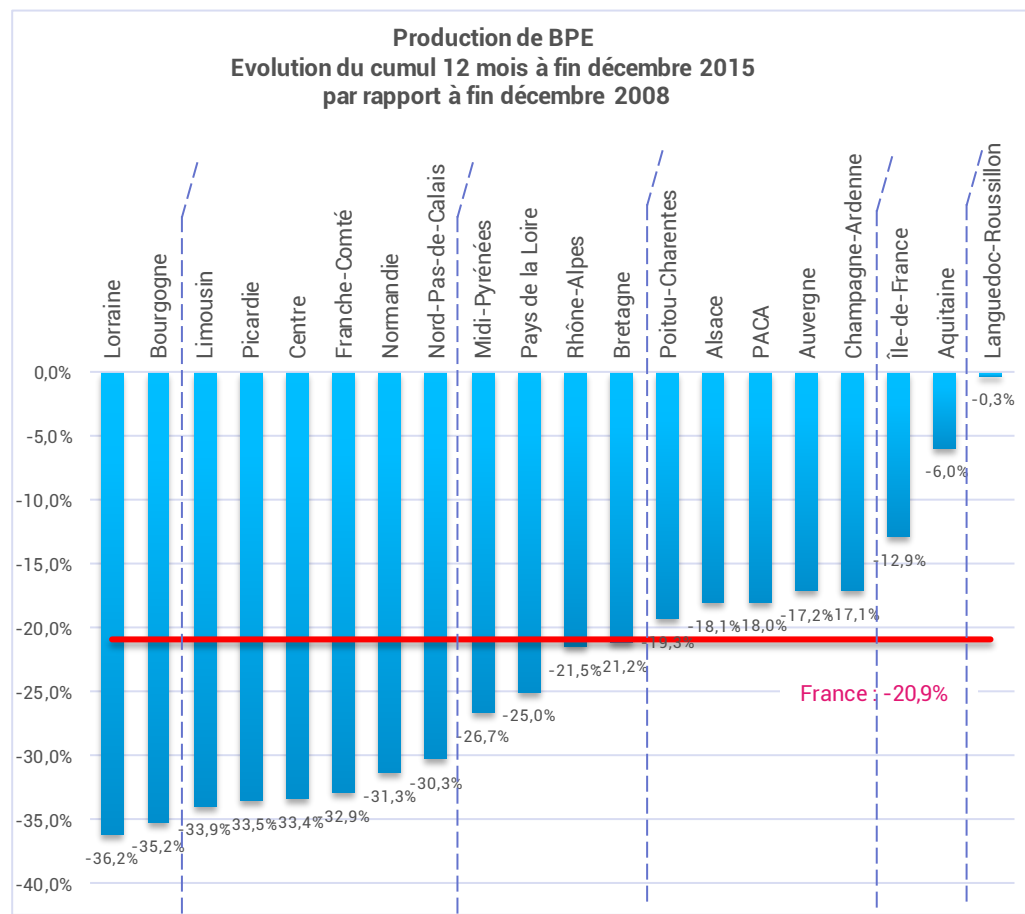
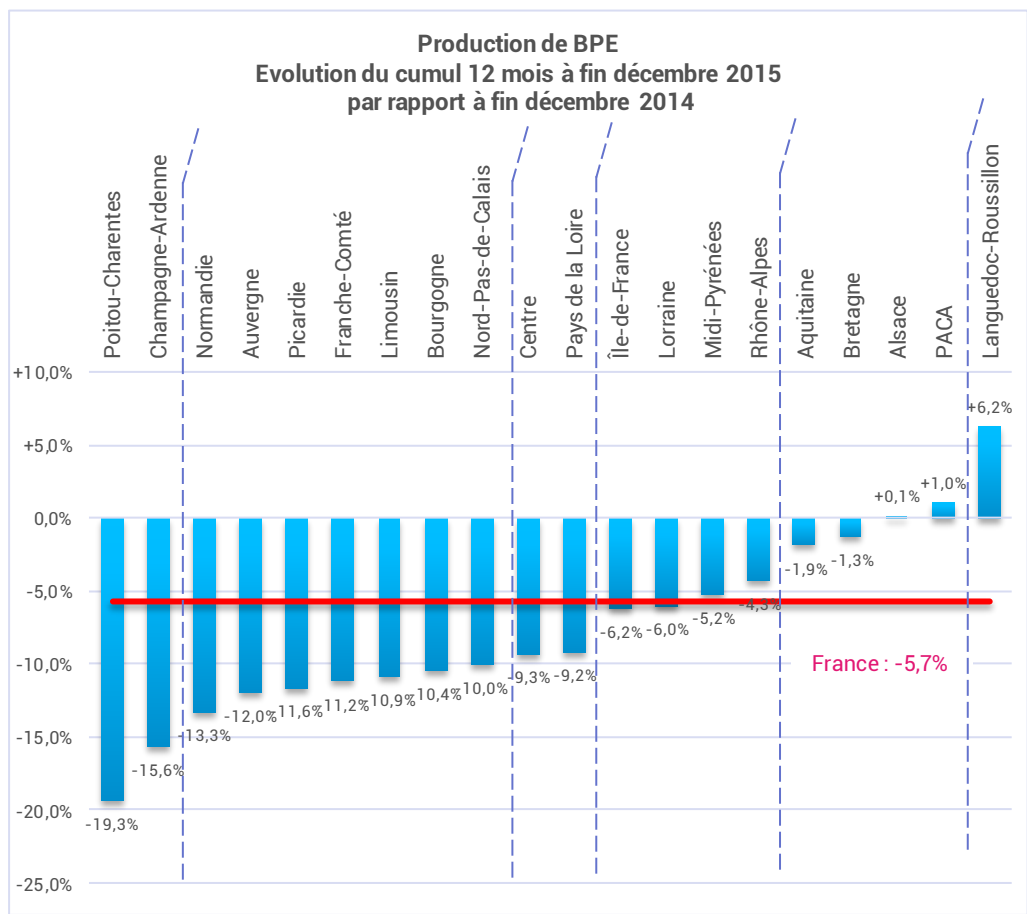
Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

* Donnée à fin décembre uniquement disponible au niveau national

Avertissement : BPE et Granulats : Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie ;

Une production de BPE en berne dans la quasi-totalité des régions en 2015 par rapport à 2014, dont neuf enregistrent des replis supérieurs à 10%

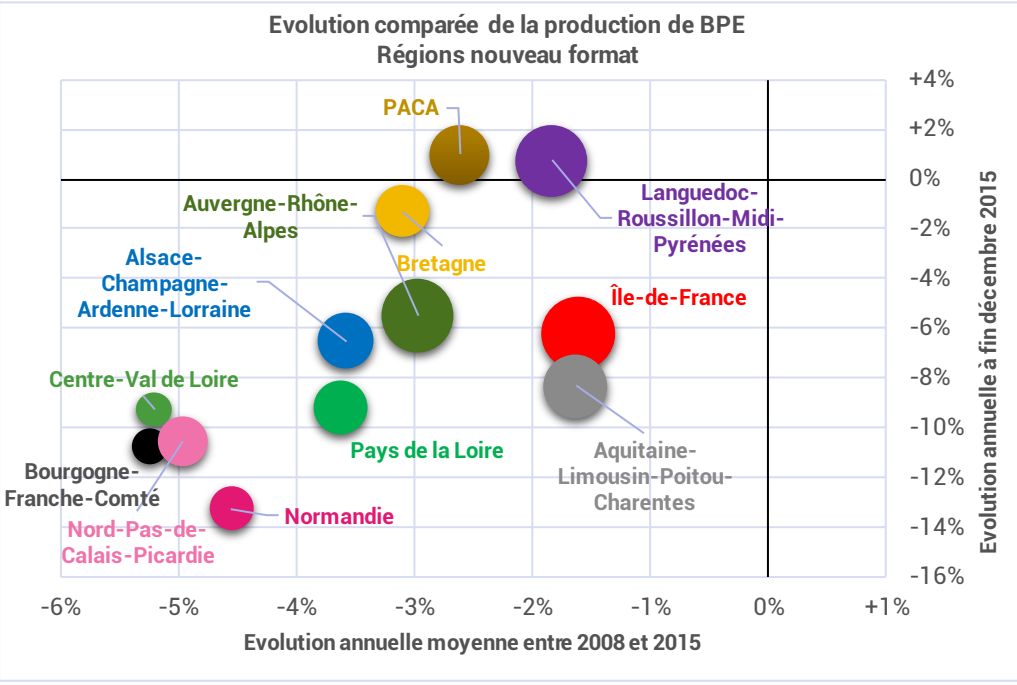
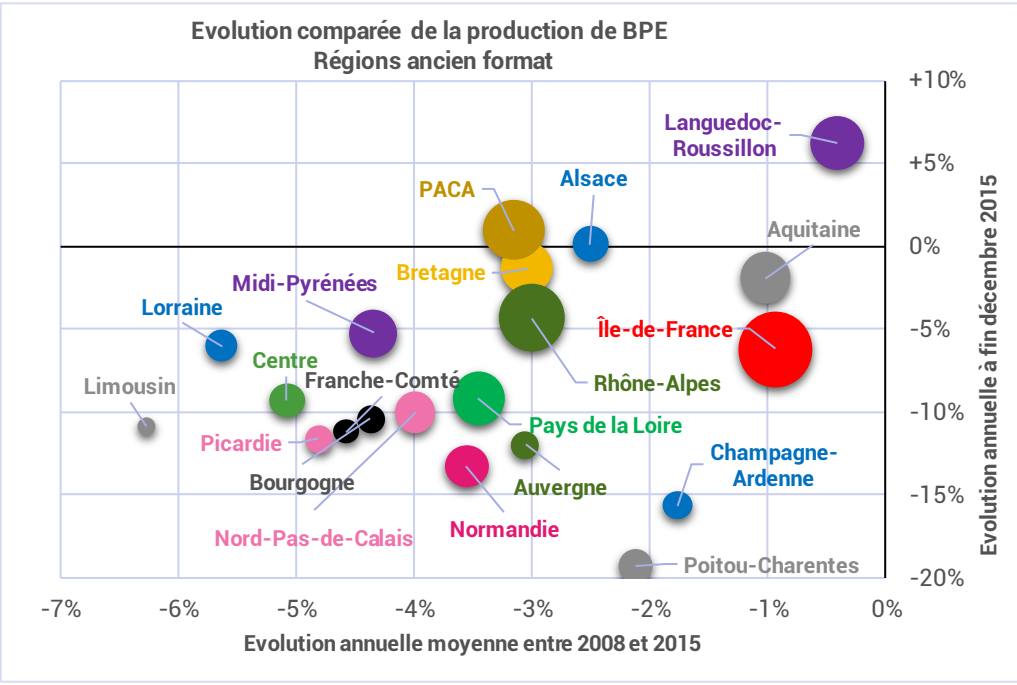
... par rapport à 2008, l'année 2015 se situe en retrait d'au moins 20% dans la majorité des régions, deux d'entre elles accusant un recul d'au moins 35%



Sources :
UNICEM

Avertissements :
Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie.
La production récente en Languedoc-Roussillon est essentiellement portée par deux opérations d'envergure dans le Gard et l'Hérault.

Une contraction quasi-généralisée en 2015 mais également depuis 2008



NB: La taille des bulles est proportionnelle à la production de BPE

Sources :
UNICEM

Avertissements :

Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie

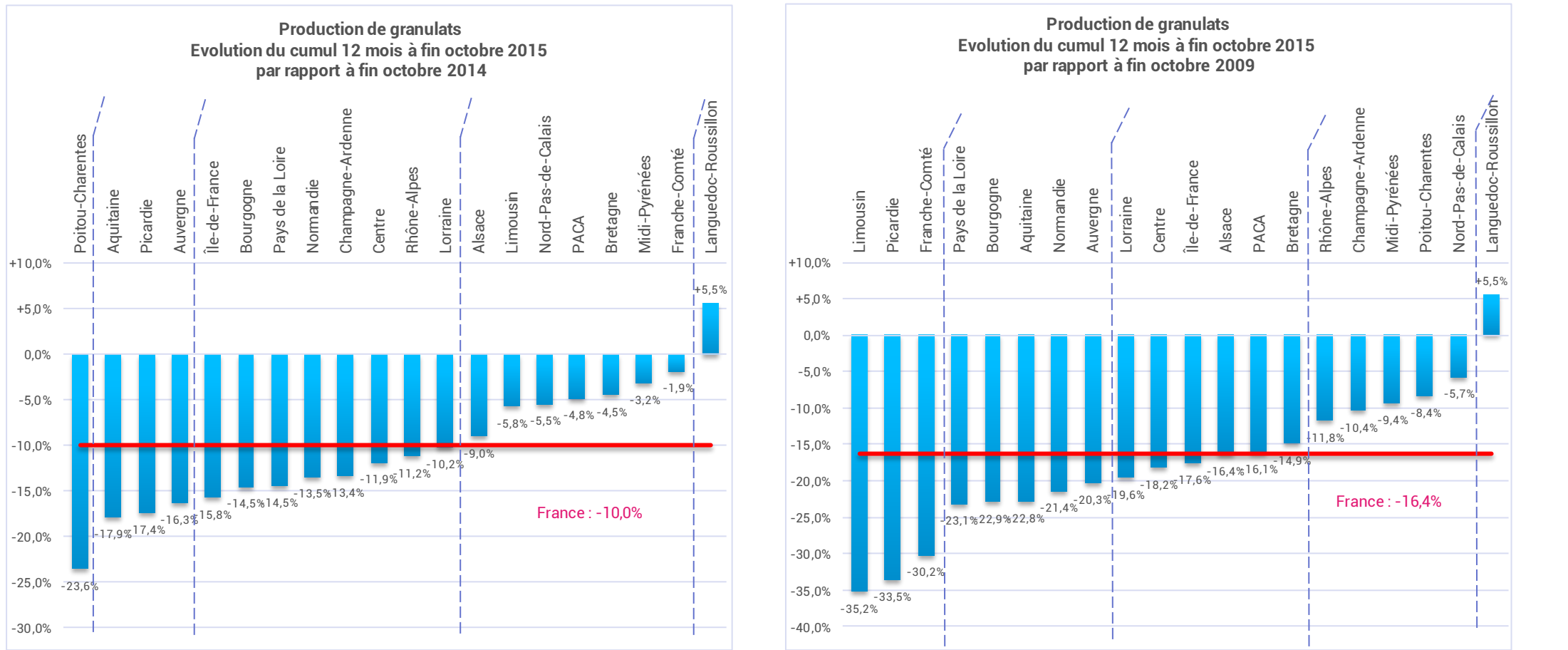
La production en Languedoc-Roussillon est essentiellement portée par deux opérations d'envergure dans le Gard et l'Hérault.

MATÉRIAUX

GRANULATS

Une production de granulats en chute d'au moins 10% au sein de douze régions au cours des douze derniers mois, en progression dans une seule

...à six ans d'intervalle, la production de granulats en retrait de plus de 20% dans huit régions, dont trois en repli de plus de 30%



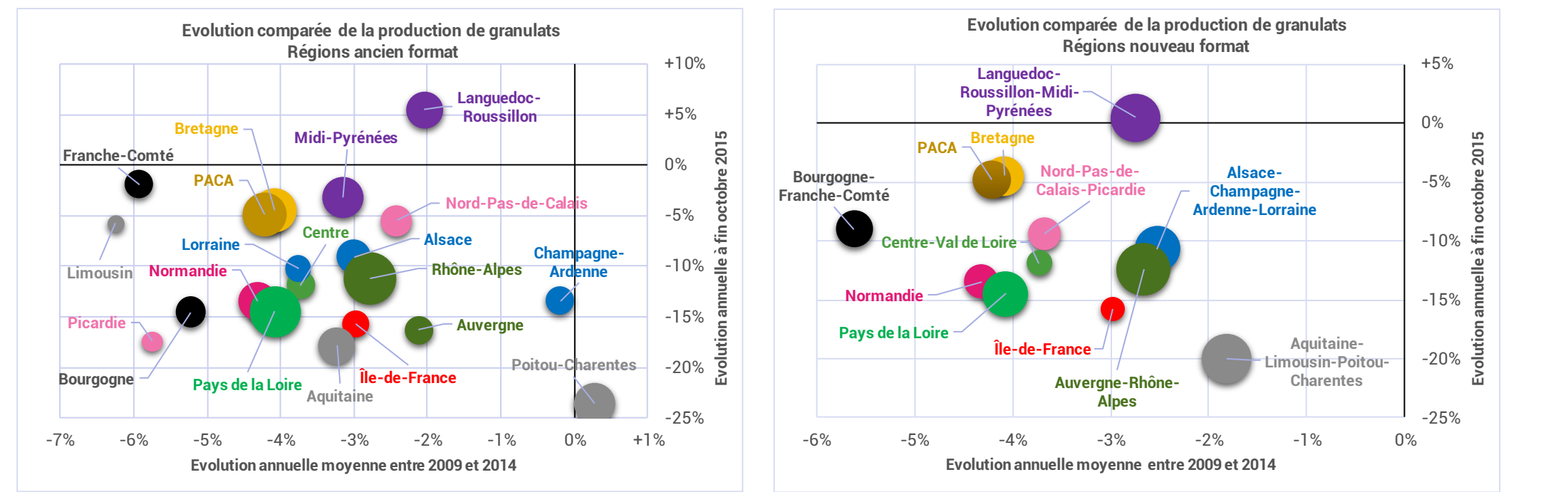
Sources :
UNICEM

Avertissements :

Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie / PACA inclut les données de la Corse.

La production en Languedoc-Roussillon est essentiellement portée par deux opérations d'envergure dans le Gard et l'Hérault.

Depuis 2009, quatre régions souffrent d'une dynamique nettement plus négative que la moyenne nationale (Limousin, Franche-Comté, Picardie et Bourgogne)



NB: La taille des bulles est proportionnelle à la production de granulats

Sources :
UNICEM

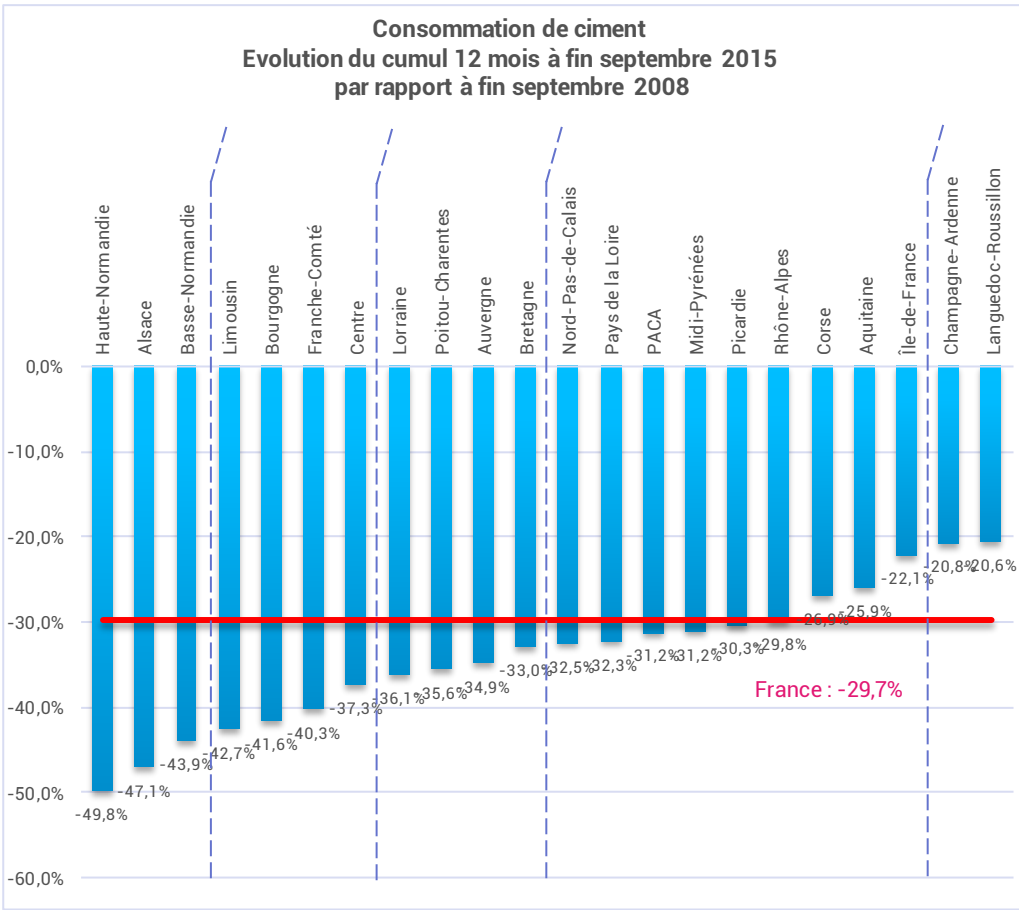
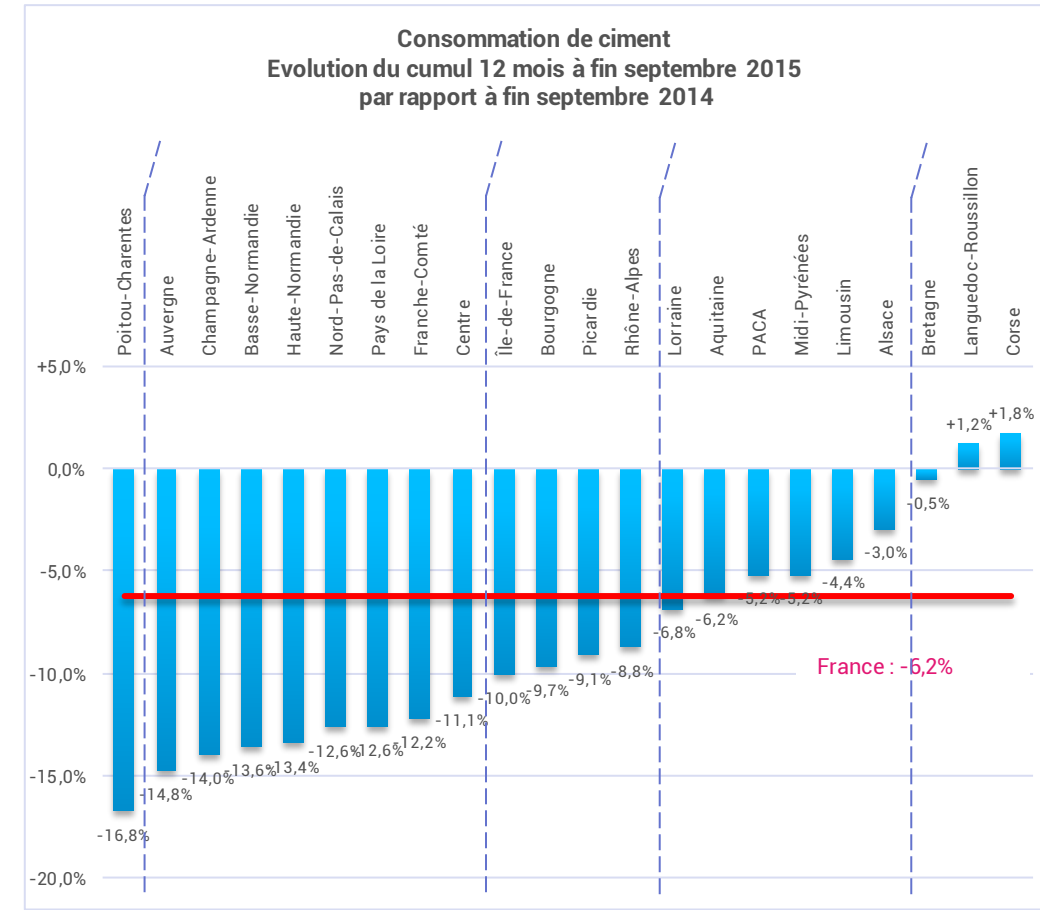
Avertissements :

Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie / PACA inclut les données de la Corse.

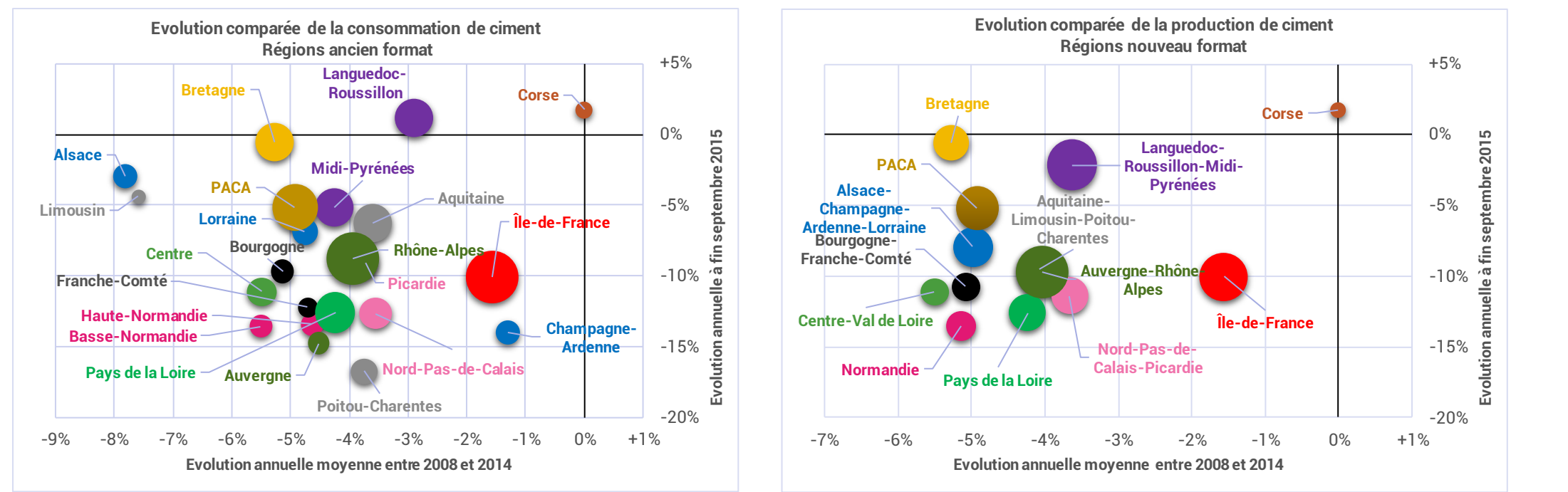
La production en Languedoc-Roussillon est essentiellement portée par deux opérations d'envergure dans le Gard et l'Hérault.

La très grande majorité des régions souffre d'un recul de la consommation de ciment en ce qui concerne les douze derniers mois, dont neuf s'inscrivent en baisse de plus de 10%

...à sept ans d'intervalle, la consommation de ciment décroît de façon très soutenue au sein de six régions (recul d'au moins 40%), tandis que la contraction demeure inférieure à 30% dans six d'entre elles



A l'exception de la Bretagne qui a moins souffert au cours des douze derniers mois, les évolutions régionales récentes confirment les tendances locales observées depuis 2008



NB: La taille des bulles est proportionnelle à la consommation de ciment

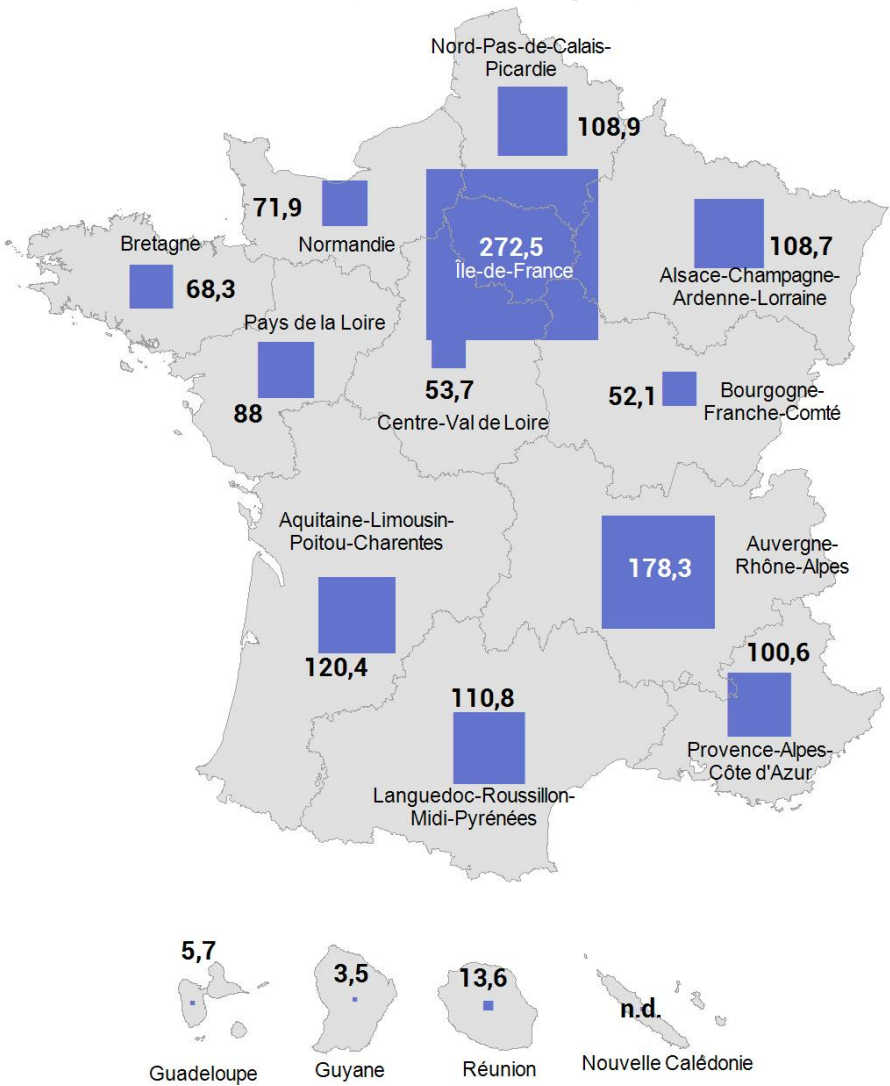
ENSEMBLE DE L'APPAREIL DE PRODUCTION



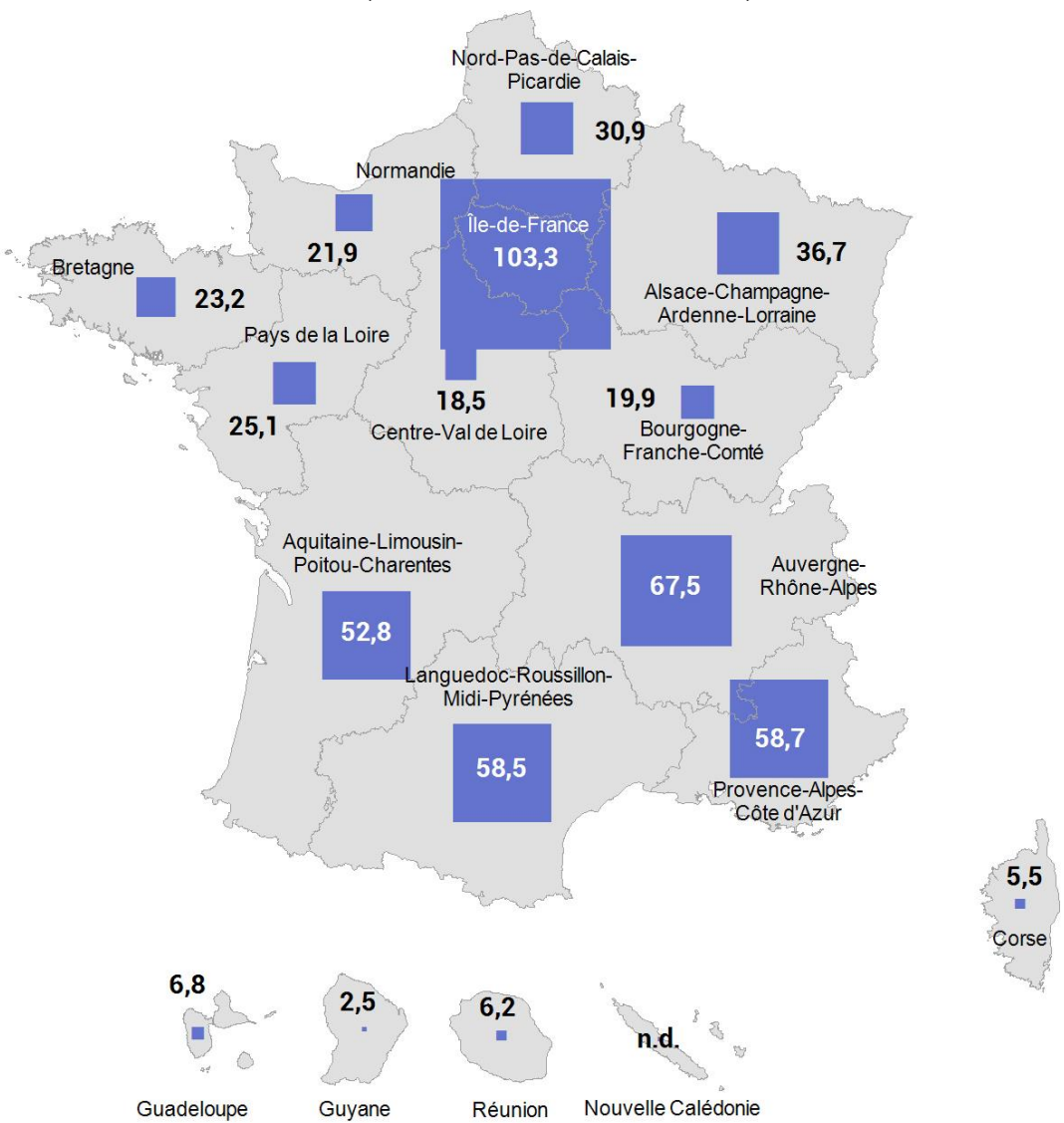
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES

Près du tiers des emplois et des établissements se trouve concentré au sein de deux régions : l'Ile-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes

Nombre d'emplois salariés dans le BTP en 2014 (en milliers d'emplois)



Nombre d'établissements dans le BTP en 2014 (en milliers d'établissements)



Sources :
ACOSS pour l'emploi / INSEE-SIRENE pour les établissements
Hors promotion immobilière ; hors matériaux de construction

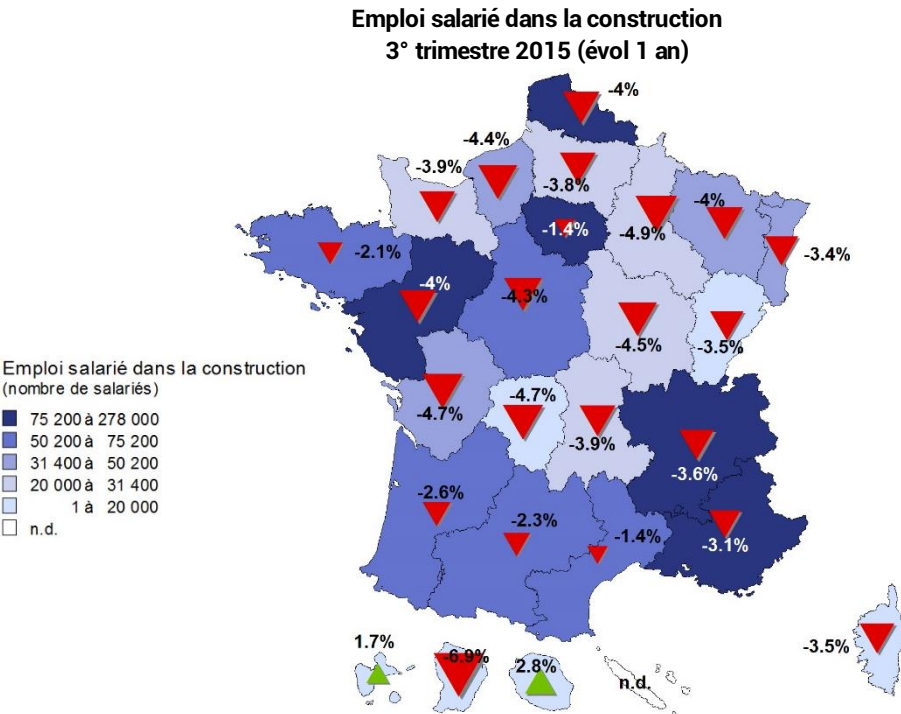
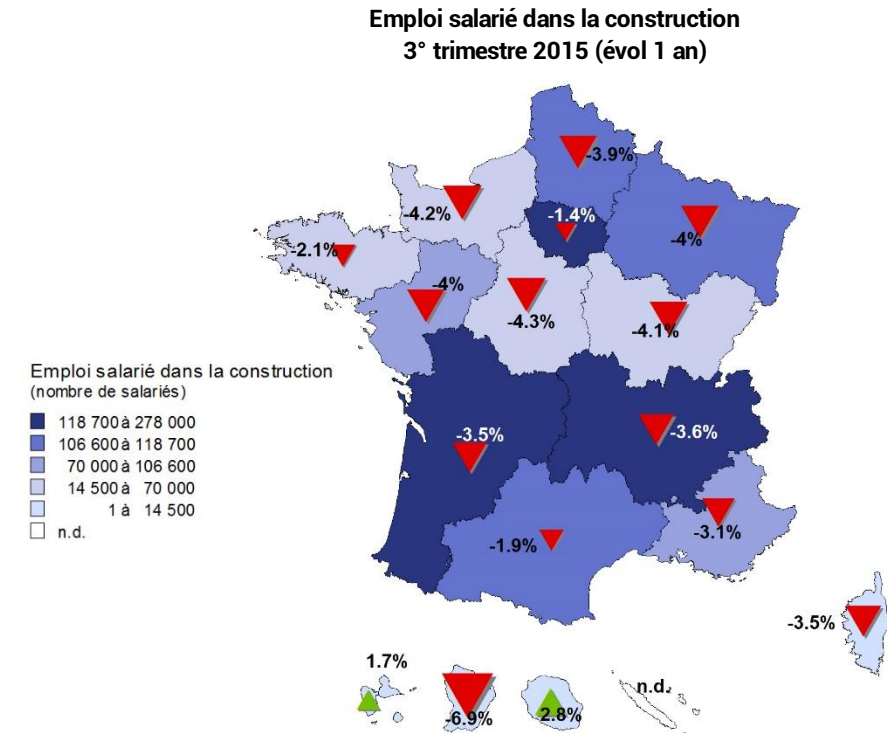
Le recul de l'emploi salarié dans la construction concerne toutes les régions métropolitaines, l'effectif francilien se contractant de façon plus modérée que dans les autres régions

EN FRANCE :

La contraction des effectifs de la construction s'est légèrement tassée au cours du 3^{ème} trimestre 2015. Le nombre de salariés de la filière s'établit ainsi à un peu moins de 1,37 million de personnes, soit une baisse de l'ordre de 3 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2014.

EN RÉGION :

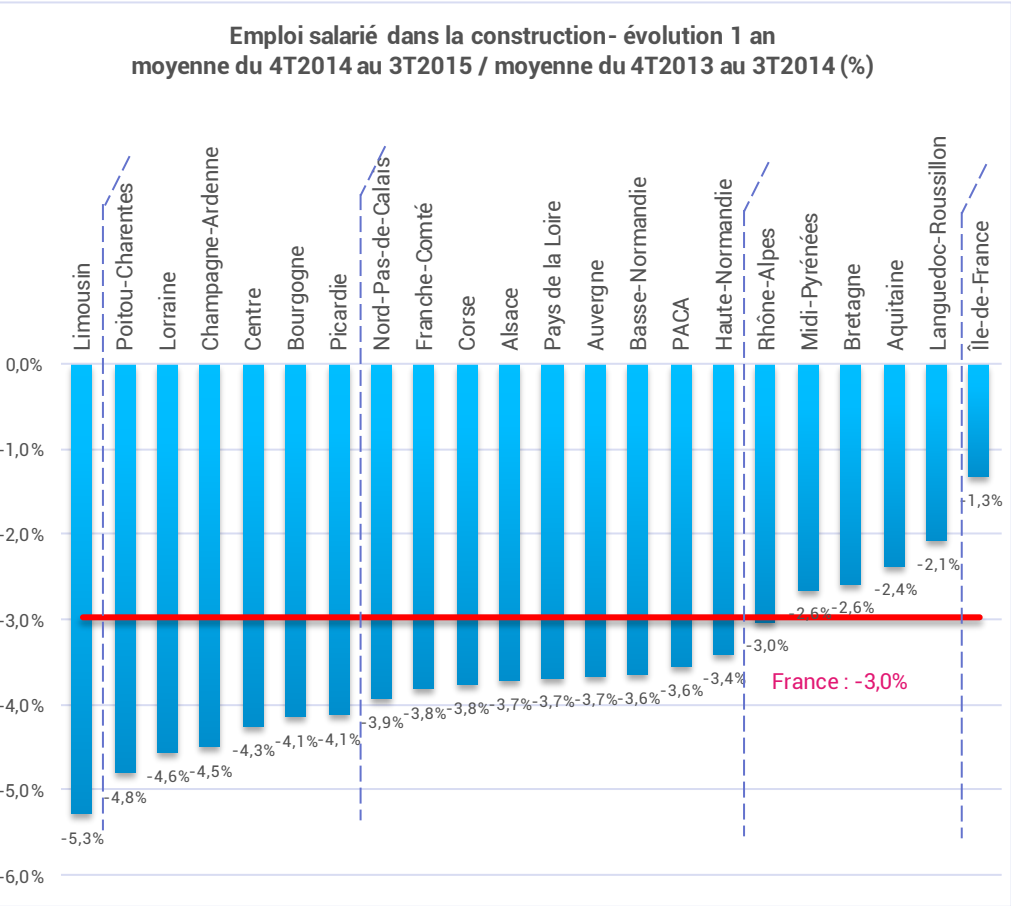
Le recul de l'effectif salarié employé dans la construction constaté au 3^{ème} trimestre 2015 affecte l'ensemble des régions métropolitaines. Trois régions affichent ainsi des replis supérieurs à 4 % : la Normandie (-4,2%), le Centre-Val de Loire (-4,3%) et la Bourgogne-Franche-Comté (-4,1%) En revanche, l'Ile-de-France continue d'afficher une baisse moins sensible que la moyenne nationale: -1,4%.



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Y compris promotion immobilière ; hors matériaux de construction

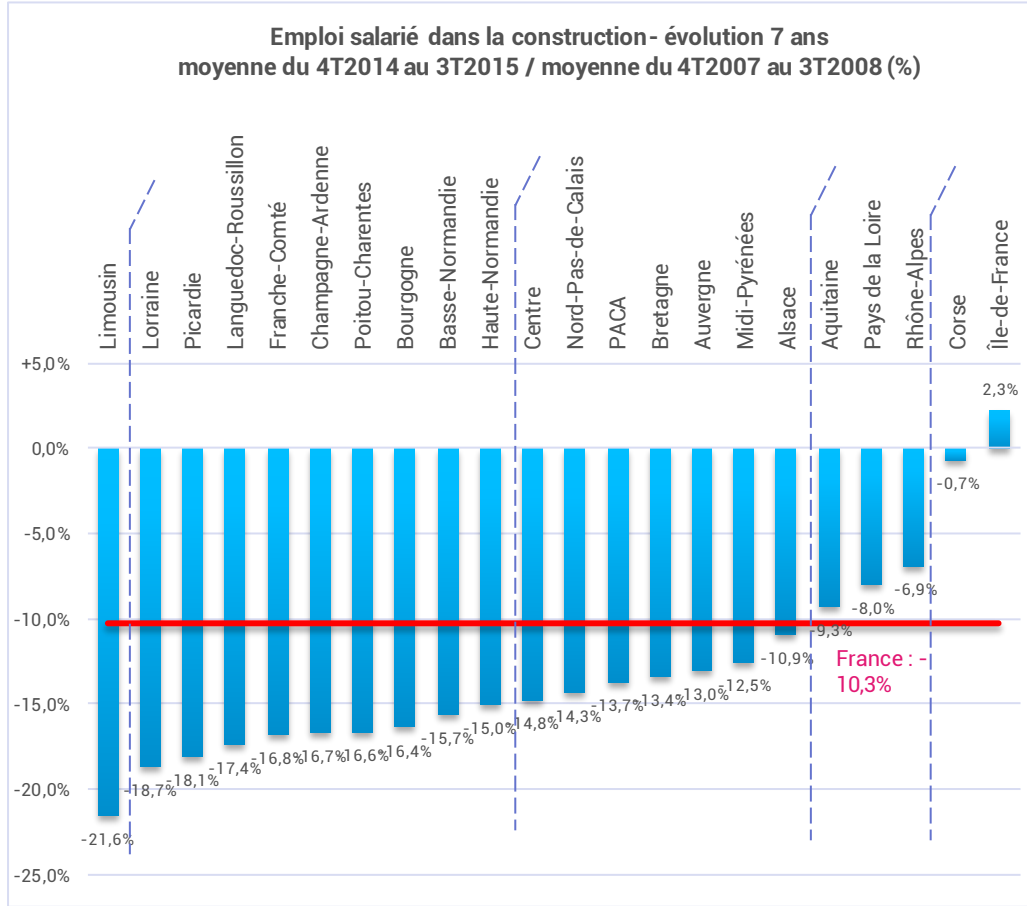
La région la plus importante en termes d'effectif, l'Ile-de-France, a moins souffert que les autres au cours des douze derniers mois

Au cours des quatre derniers trimestres, l'effectif salarié moyen employé par les professionnels de la construction a reculé dans toutes les régions métropolitaines, par rapport aux douze mois précédents. Certaines régions ont toutefois été nettement plus affectées que d'autres : le Limousin affiche en effet une contraction de 5,3%, bien plus forte que celle enregistrée en Ile-de-France (-1,3%). Globalement, outre l'Ile-de-France, seulement cinq régions ont vu leurs effectifs décroître de 3% ou moins : le Languedoc-Roussillon (-2,1%), l'Aquitaine (-2,4%), la Bretagne (-2,6%), Midi-Pyrénées (-2,6%) et Rhône-Alpes (-3%).



...à sept ans d'intervalle, l'effectif salarié se réduit d'au moins 15% dans dix régions, les deux régions continentales les plus importantes en termes d'emploi s'avérant moins affectées

Une seule région continentale a employé plus de salariés dans la construction au cours des quatre derniers trimestres qu'il y a sept ans : l'Ile-de-France, dont l'effectif moyen a ainsi progressé de près de 2,3%. En ce qui concerne les autres régions, les écarts par rapport à la situation observée sept ans auparavant s'étalent de -6,9% en Rhône-Alpes à -21,6% en Limousin. Par ailleurs, dix régions affichent des baisses d'au moins 15%.

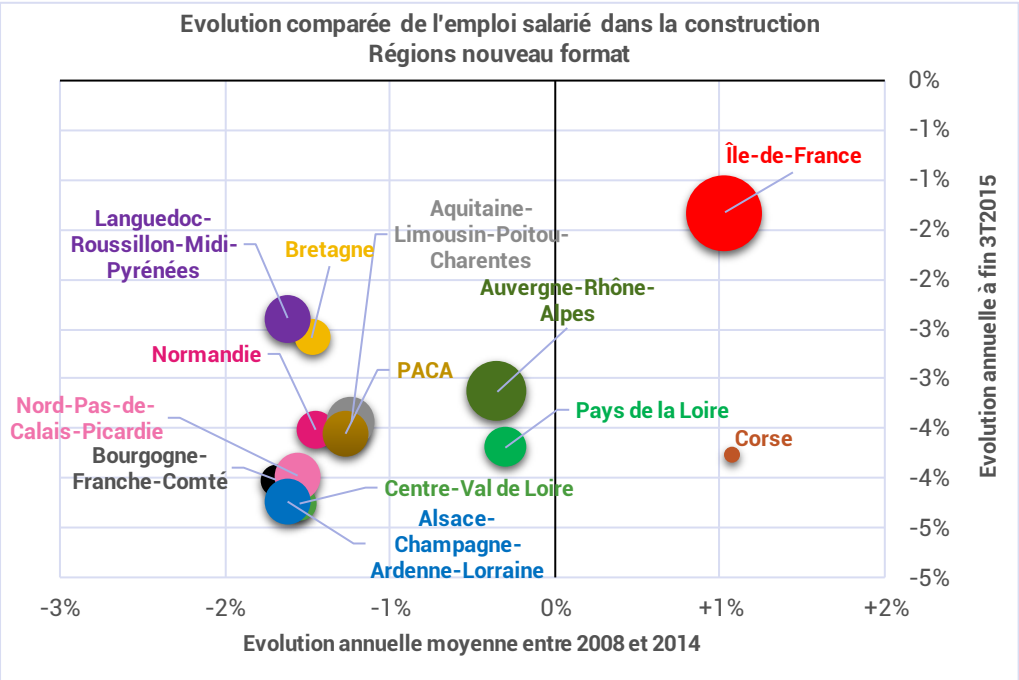
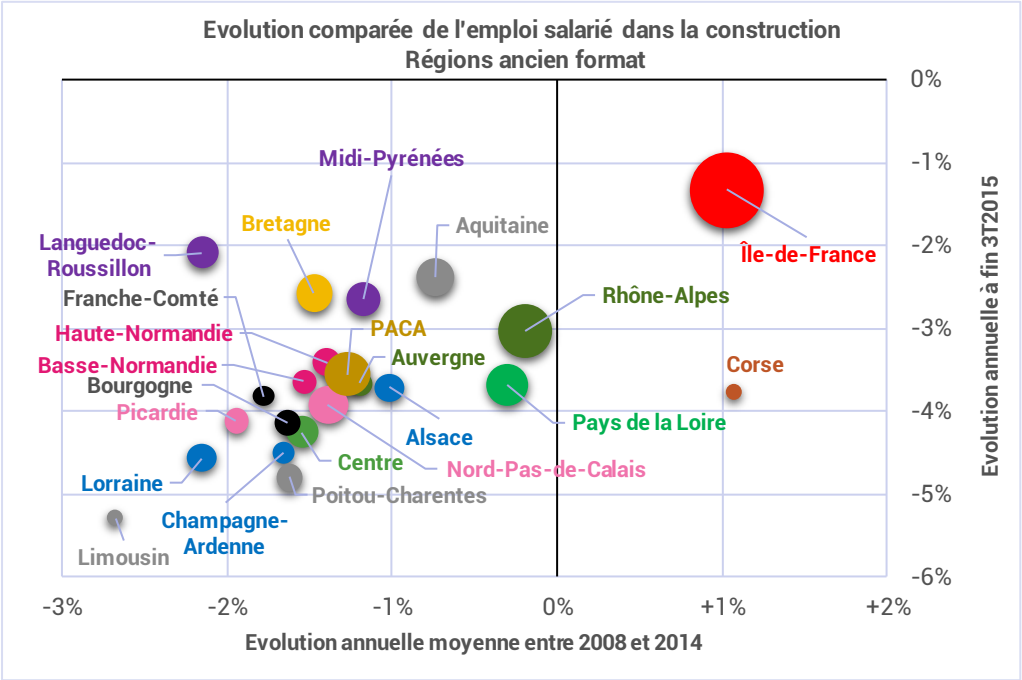


Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Y compris promotion immobilière ; hors matériaux de construction

L'écart de dynamique en termes d'emploi observé depuis 2008 entre l'Ile-de-France et les autres régions s'est confirmé au cours des douze derniers mois

En dépit d'une position de leader depuis 2008, l'Ile-de-France affiche une contraction des effectifs salariés de la construction sur les douze derniers mois à fin 3^{ème} trimestre 2015.

Il convient par ailleurs de souligner la relative bonne tenue de l'indicateur en régions Rhône-Alpes et Pays de la Loire, l'emploi salarié s'y inscrivant de façon récurrente en baisse plus modérée que dans les autres régions depuis 2008, cette résilience s'étant toutefois quelque peu effritée sur la période récente.



NB: La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Y compris promotion immobilière ; hors matériaux de construction

L'Ile-de-France et Rhône-Alpes-Auvergne principalement affectées par la hausse des demandes d'emploi

EN FRANCE :

La fin d'année 2015 a été marquée par un léger repli du nombre de demandeurs d'emplois en ce qui concerne le bâtiment et les travaux publics : -0,3% par rapport à décembre 2014. Cette amélioration

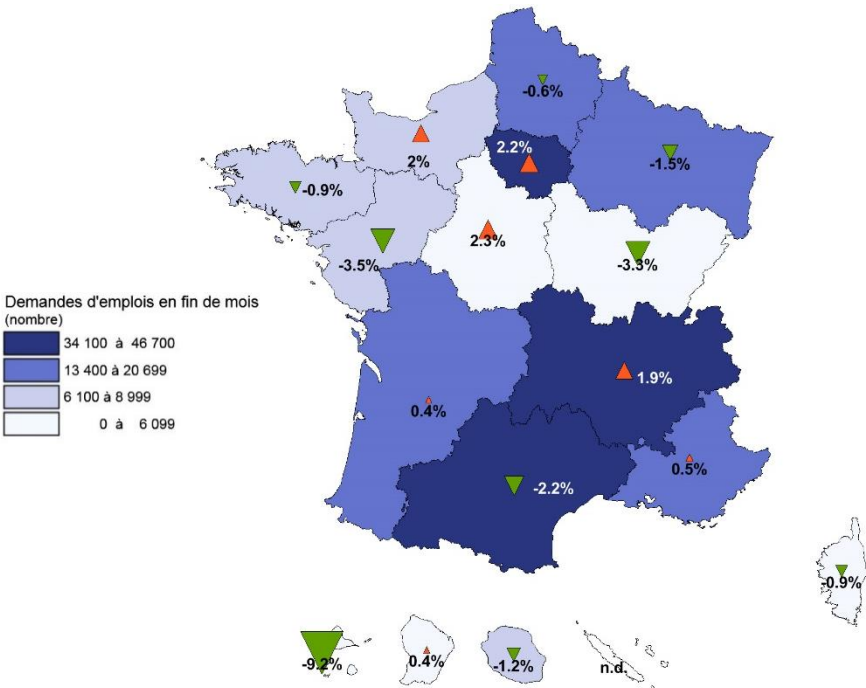
à un an d'intervalle, inédite depuis mai 2011, demeure spécifique à la filière, l'indicateur s'inscrivant en hausse de 2,3% tous secteurs d'activité confondus.

EN RÉGION :

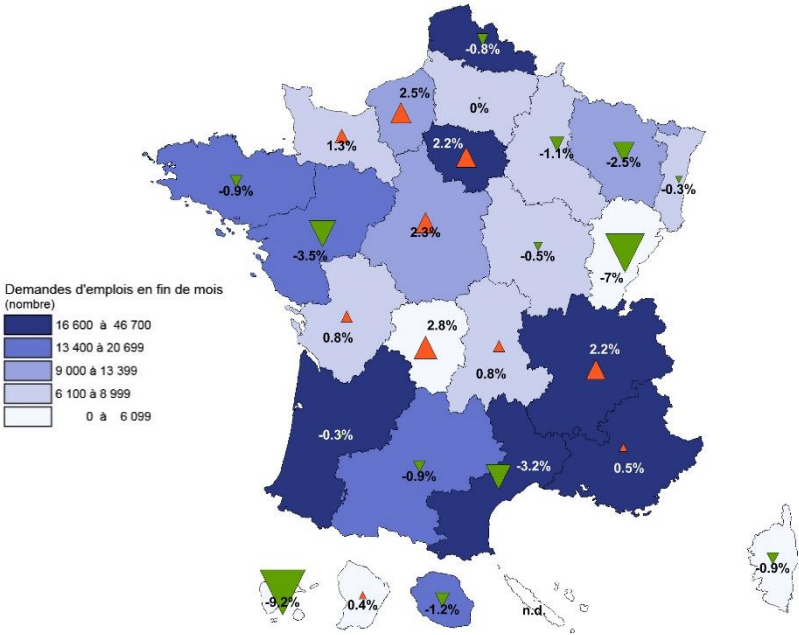
Dans un contexte global de légère amélioration, quatre régions métropolitaines ont bénéficié de diminutions supérieures à 2% des demandes d'emploi dans le BTP en

fin d'année 2015 : la Franche-Comté (-7%), les Pays de la Loire (-3,5%), le Languedoc-Roussillon (-3,2%) et la Lorraine (-2,5%).

Demande d'emploi dans la construction à fin décembre 2015, évol 1 an



Demande d'emploi dans la construction à fin décembre 2015, évol 1 an



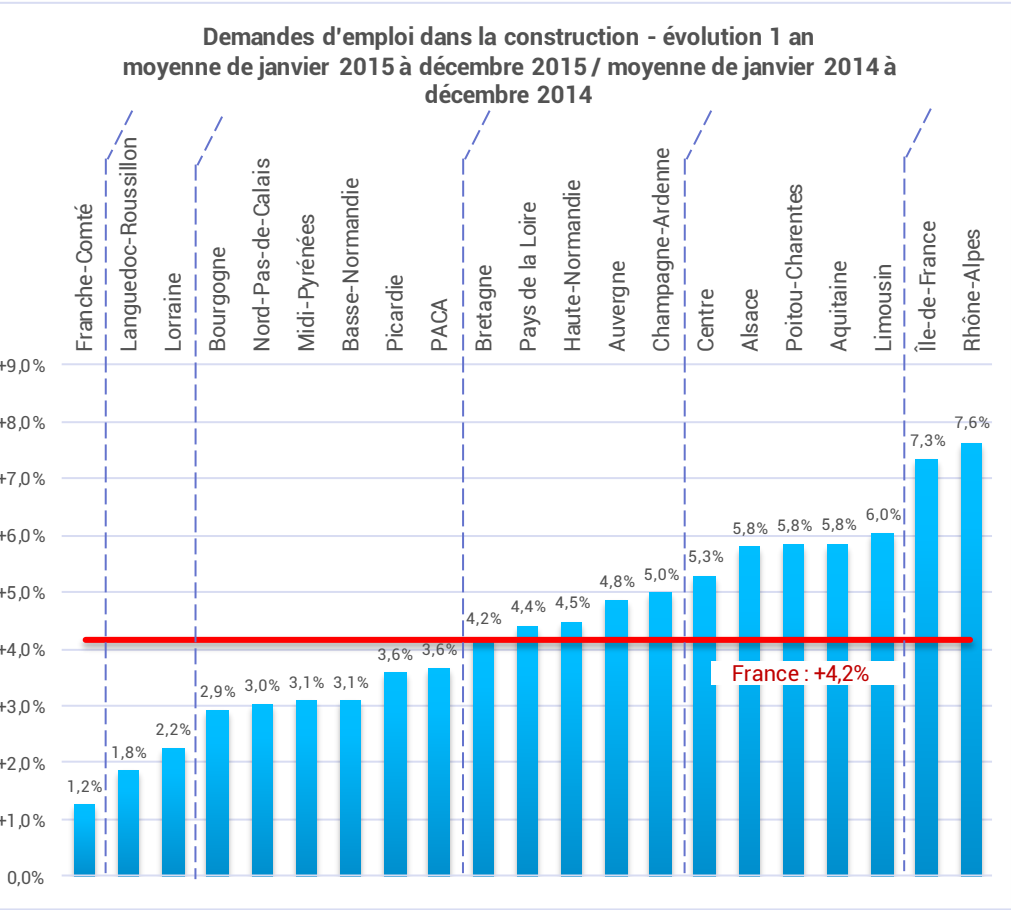
Ces données (brutes) présentent les séries, des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois), dont le secteur d'activité antérieur à leur inscription était « construction de bâtiments, génie civil ou travaux de construction spécialisés ». Cet indicateur a pour objectif de mesurer la santé économique des entreprises de Construction en se basant sur le nombre de demandeurs d'emplois issus de ces entreprises.

Sources :
DARES (données brutes)
Y compris promotion immobilière ;
hors matériaux de construction

Avertissement : À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux connaître les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique. Ces informations permettent de mieux classer les demandeurs d'emploi dans la catégorie correspondant à leur situation et se traduisent par un transfert de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C vers les catégories D et E. En l'absence de ces précisions, sur l'ensemble des secteurs d'activité, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A aurait été plus élevé de 10 000 et celui des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de 24 800

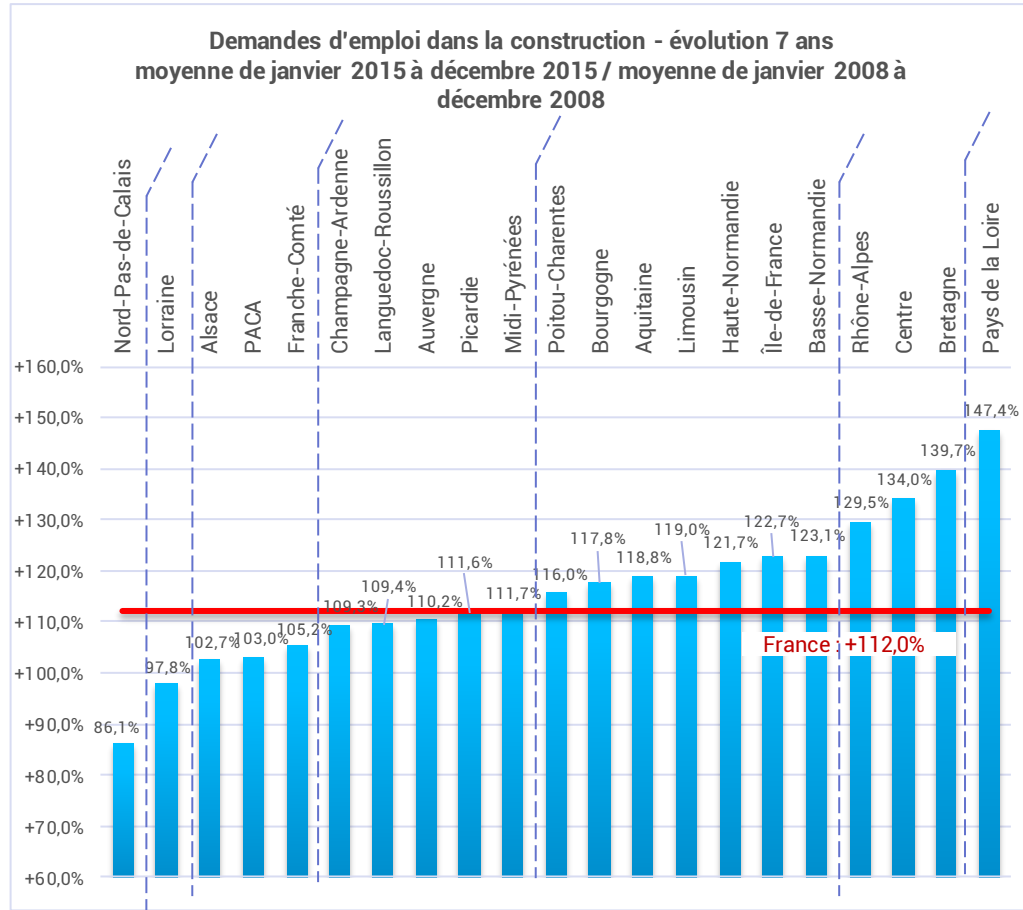
Neuf régions résistent mieux que la moyenne nationale en ce qui concerne la hausse de la demande d'emploi enregistrée au cours des douze derniers mois

En moyenne sur les douze derniers mois, le nombre de demandes d'emploi a progressé dans toutes les régions par rapport aux douze mois précédents. La situation s'est notamment dégradée en Rhône-Alpes (+7,6%) ainsi qu'en Ile-de-France (+7,3%). Quatorze régions ont enregistré des hausses égales ou inférieures à 5%, la moins affectée étant la Franche-Comté, en progression de 1,2%.



...à sept ans d'intervalle, les demandes d'emploi ont doublé dans la quasi-totalité des régions

Le nombre moyen de demandes d'emploi dans la construction au cours des douze derniers mois s'avère nettement plus élevé qu'il y sept ans dans l'ensemble des régions françaises. Les régions les plus affectées sont les Pays de la Loire (hausse proche de 150%), la Bretagne (+139,7%) et le Centre (+134%). En définitive, seules deux régions quatre régions affichent des progressions inférieures à 100% : le Nord-Pas-de-Calais (+86,1%) et la Lorraine (+97,8%).

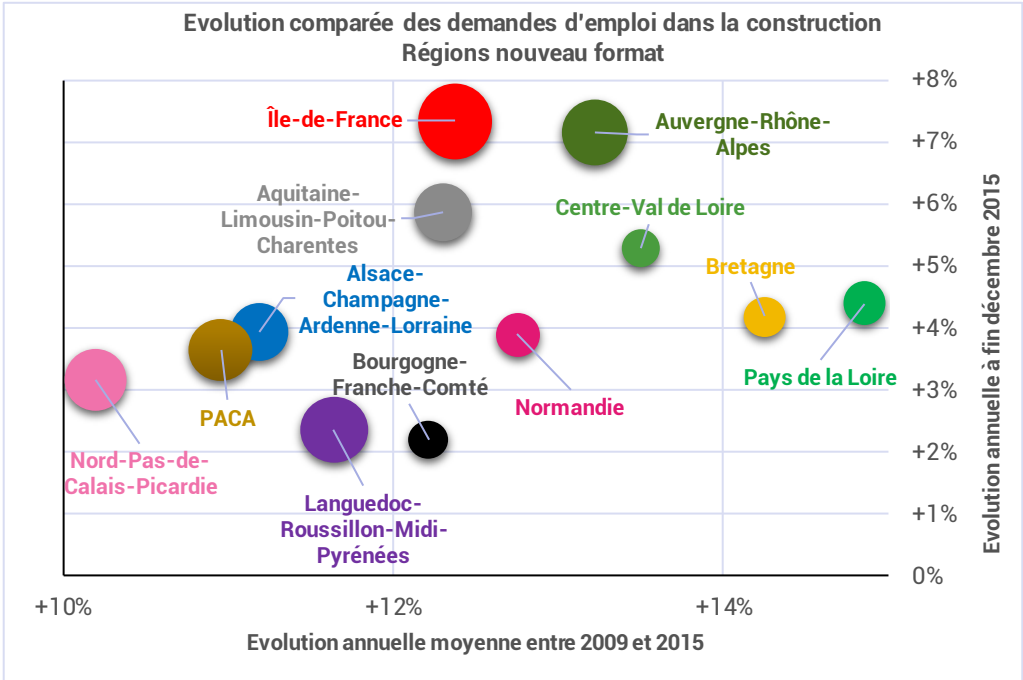
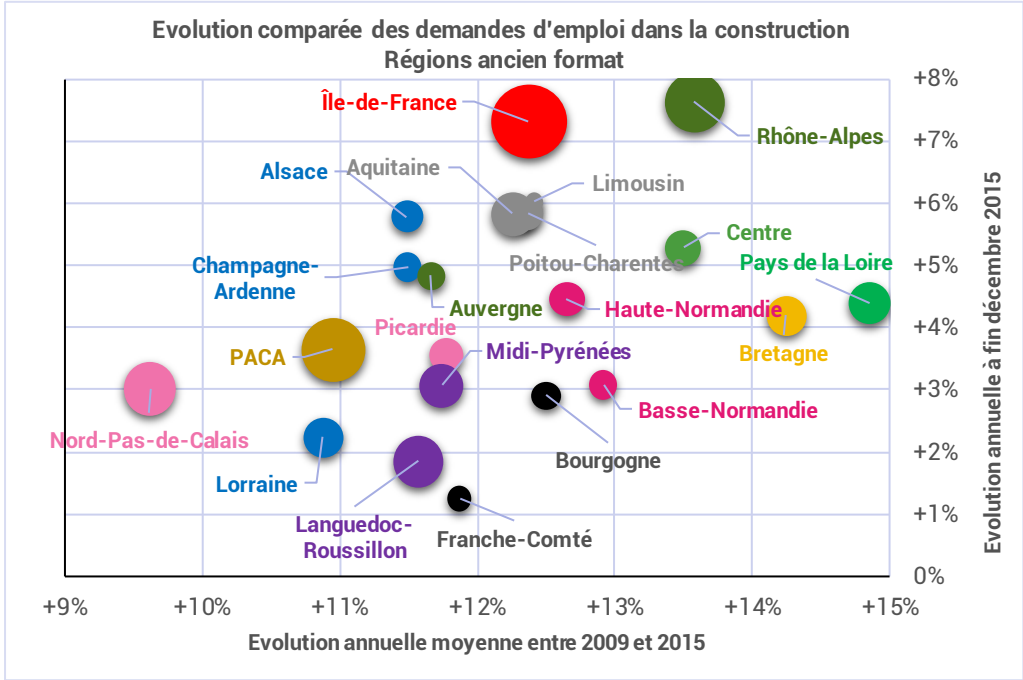


Sources :
DARES (données brutes)
Y compris promotion immobilière ;
hors matériaux de construction

Avertissement : en raison d'évolutions très prononcées, la Corse ne figure pas sur ces graphiques.

Le nord du pays moins affecté par la hausse des demandes d'emploi depuis 2009

Globalement, les constats en matière de demande d'emploi dans la construction effectués au cours des douze derniers mois viennent confirmer les tendances observées au cours des années précédentes. Ainsi, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie se trouve moins affecté par la dégradation de cet indicateur, ce depuis 2009.



NB: La taille des bulles est proportionnelle au nombre de demandes d'emploi

Sources :
DARES (données brutes)
Y compris promotion immobilière ; hors
matériaux de construction

Avertissement : en raison d'évolutions très prononcées, la Corse ne figure pas sur ces graphiques.

La création d'entreprises, tous statuts confondus, recule en 2015 dans l'ensemble des régions métropolitaines

EN FRANCE :

La création d'entreprises dans le secteur de la construction s'inscrit en baisse de 16,6% en 2015 par rapport à l'année précédente. Ce recul s'explique en grande partie par l'essoufflement de la micro-entreprise.

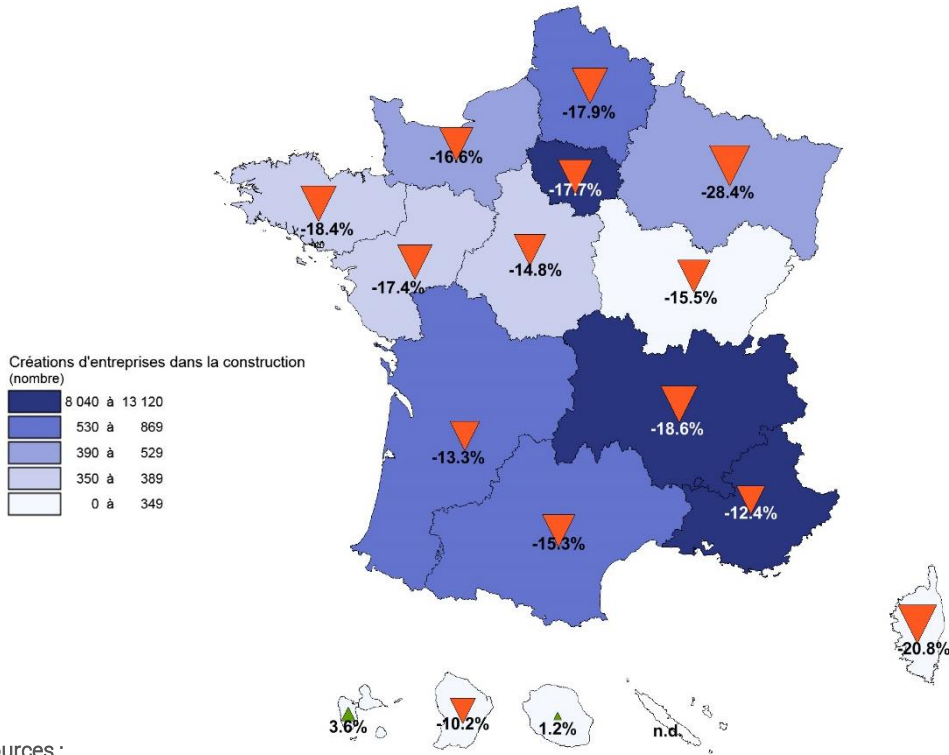
Hors micro-entrepreneurs, la contraction s'avère en effet nettement plus modérée : -3,1%.

EN RÉGION :

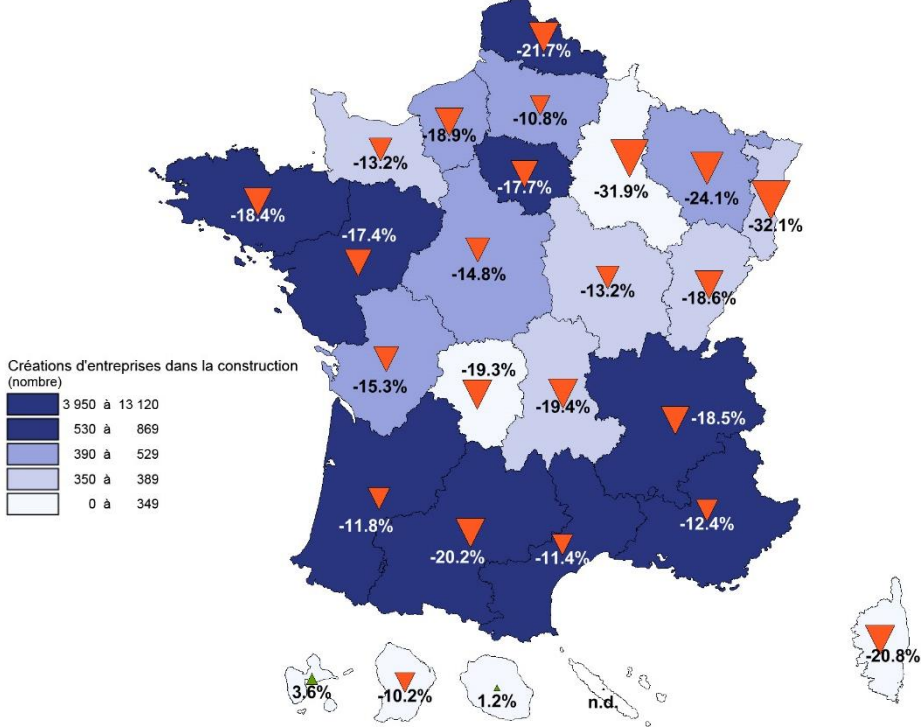
En 2015, toutes les régions métropolitaines ont été concernées par le déclin de la création d'entreprises, tous statuts confondus, à des degrés divers toutefois. Les reculs les plus sensibles s'observent dans le Nord-

Est du pays (-32,1% en Alsace, -31,9% en Champagne-Ardenne, -24,1% en Lorraine), tandis que la baisse s'avère plus modérée en Picardie (-10,8%), Languedoc-Roussillon (-11,4%) et Aquitaine (-11,8%).

Créations d'entreprises dans le secteur de la construction (cumul des 4 derniers trimestres) - 4° trimestre 2015 (évol 1 an)
Y compris micro-entreprises



Créations d'entreprises dans le secteur de la construction (cumul des 4 derniers trimestres) - 4° trimestre 2015 (évol 1 an)
Y compris micro-entreprises



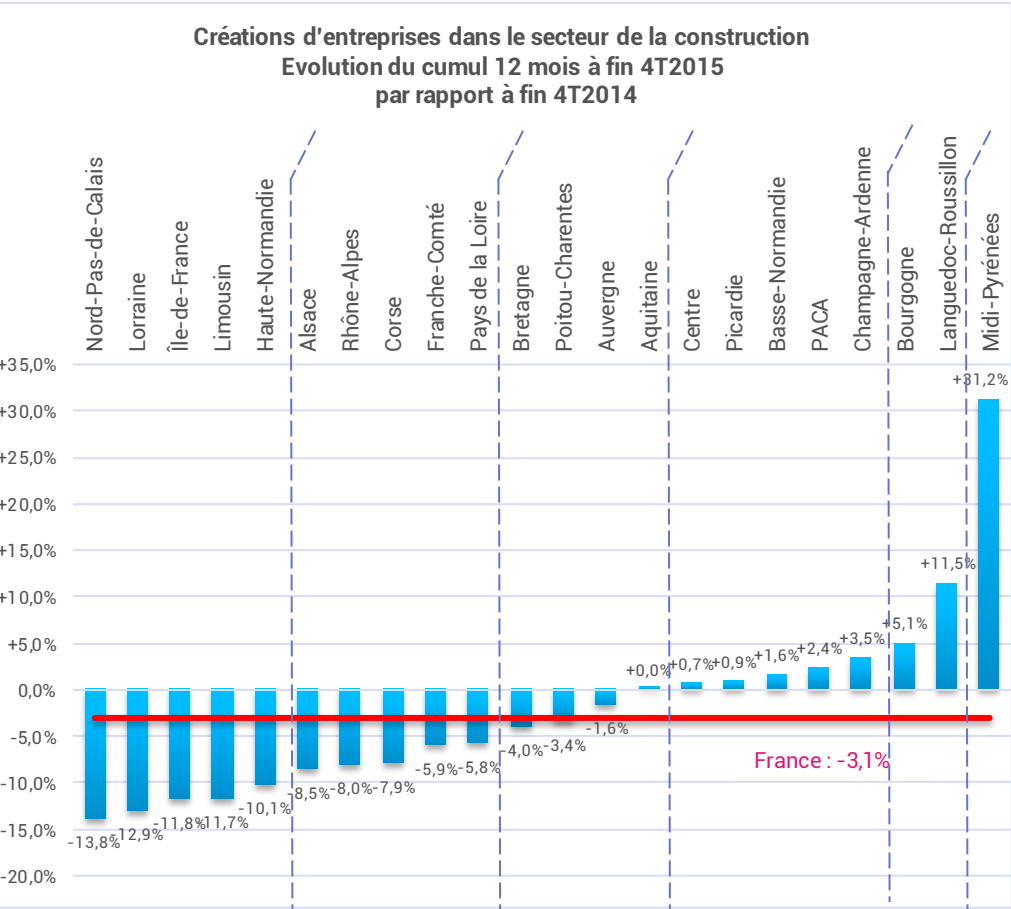
Sources :
INSEE (données brutes)
Y compris promotion immobilière ; hors matériaux de construction

APPAREIL DE PRODUCTION

CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Hors micro-entreprises, trois régions ont bénéficié d'une hausse d'au moins 5% de la création d'entreprises en 2015

En 2015, le nombre d'entreprises créées dans le secteur de la construction, hors micro-entreprises, a progressé d'au moins 5% par rapport à 2014 au sein de trois régions métropolitaines : Midi-Pyrénées, qui affiche une hausse très conséquente de 31,2%, le Languedoc-Roussillon (+11,5%) et la Bourgogne (+5,1%). Cinq autres régions ont enregistré des hausses plus modestes : Champagne-Ardenne (+3,5%), Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Basse-Normandie, Picardie et Centre, A l'inverse, les tissus économiques du Nord-Pas-de-Calais, de la Lorraine, de l'Île-de-France du Limousin et de la Haute-Normandie ont connu un faible renouvellement en 2015, le nombre de créations s'inscrivant en baisse de plus de 10% par rapport à l'année précédente.

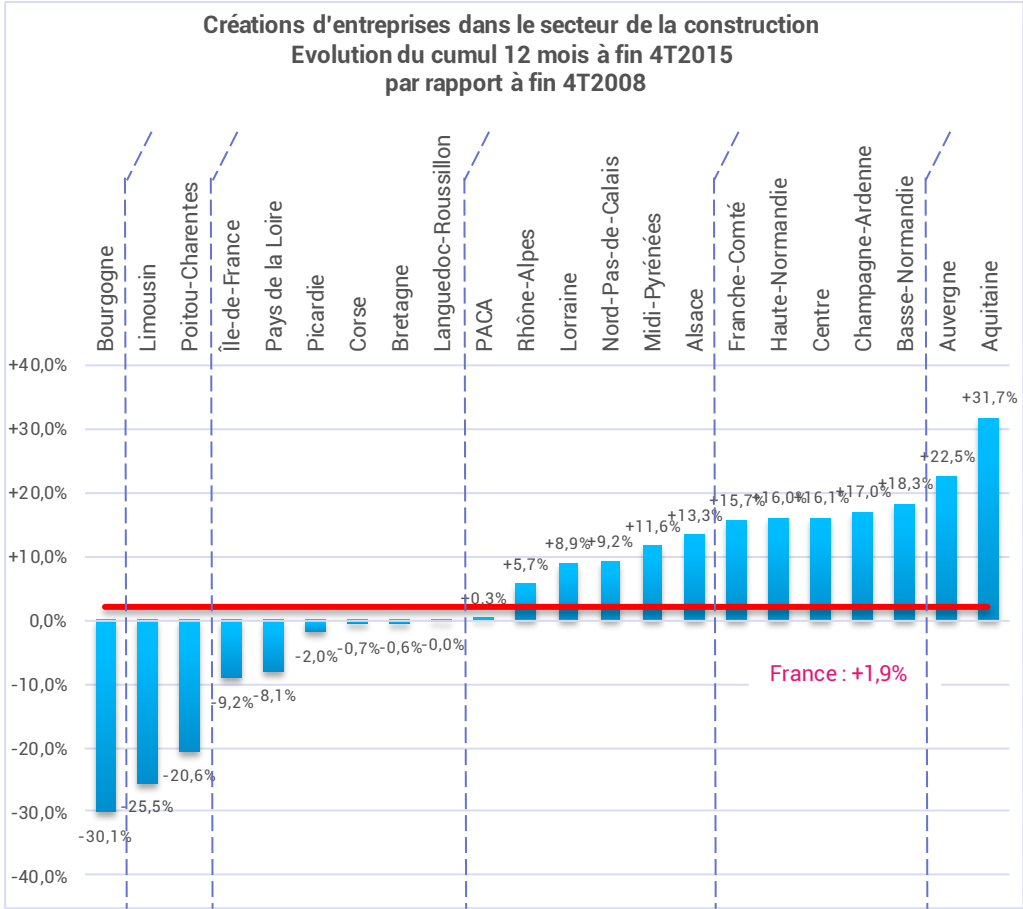


Sources :
INSEE (données brutes)
Y compris promotion immobilière ; hors matériaux de construction

Avertissement : l'analyse est réalisée sur périmètre constant, hors micro-entreprises

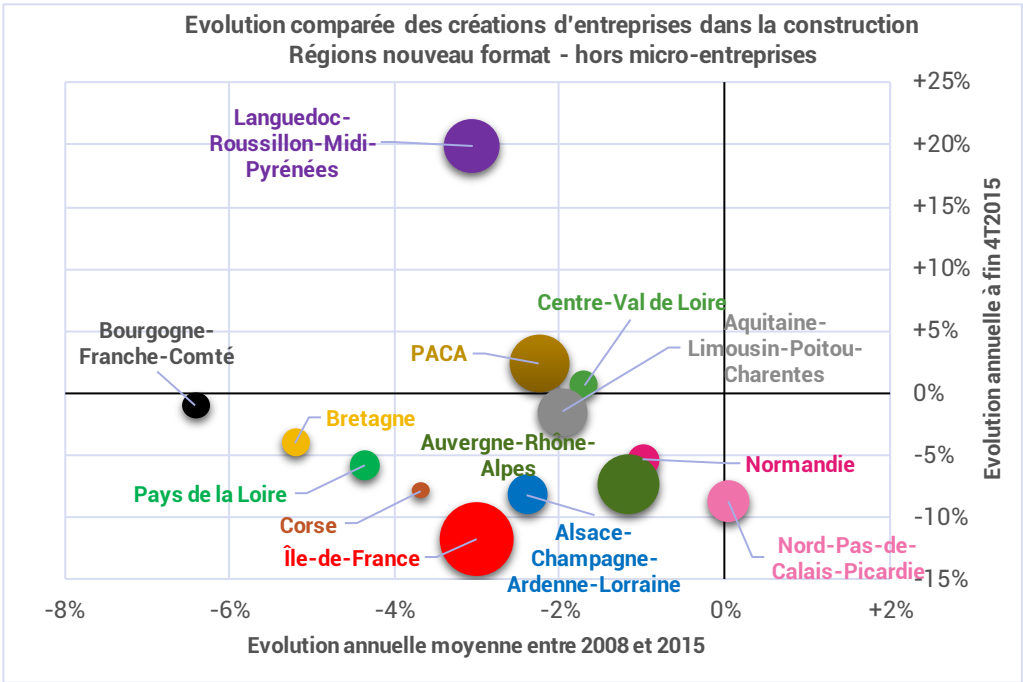
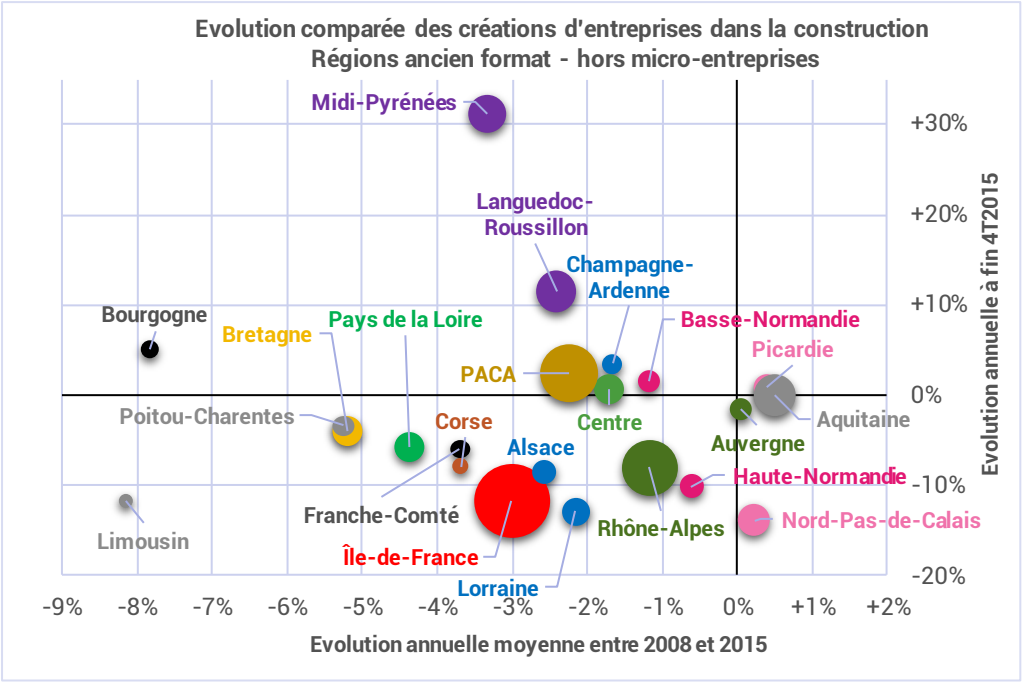
...par rapport à 2008, la création d'entreprises a progressé dans la majorité des régions, deux d'entre elles affichant des hausses supérieures à 20%

En comparaison du nombre de créations (hors micro-entreprises) enregistrées dans le secteur de la construction en 2008, l'année 2015 s'est avérée plutôt dynamique sur l'ensemble du territoire national. L'Aquitaine et l'Auvergne présentent les évolutions positives les plus marquées, respectivement +31,7% et +22,5%. De même, cinq autres régions affichent des progressions d'au moins 15% : la Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, le Centre, la Haute-Normandie et la Franche-Comté. En revanche, la situation s'avère plus délicate en Poitou-Charentes en Limousin et surtout en Bourgogne, ces trois régions enregistrant des contractions de plus de 20% de l'indicateur.



Hors micro-entreprises, un redressement de la création d'entreprises apparaît en 2015 dans plusieurs régions

L'analyse des dynamiques territoriales des créations d'entreprises (hors micro-entreprises) souligne la mauvaise orientation de cet indicateur depuis 2008 dans l'ensemble des régions. Cependant, l'année 2015 marque un redressement pour certaines d'entre elles, notamment la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, laquelle avait connu des reculs sensibles au cours des années précédentes. De même, Bourgogne, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Champagne-Ardenne et Basse-Normandie s'inscrivent en légère hausse pour l'année 2015. En revanche, les évolutions demeurent très négatives dans le Limousin.



NB: La taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations d'entreprises

Sources :
INSEE (données brutes)
Y compris promotion immobilière ; hors
matériaux de construction

EN FRANCE :

Les défaillances d'entreprises se sont de nouveau repliées au 4ème trimestre 2015 : -2,5% par rapport au même trimestre de l'année 2014.

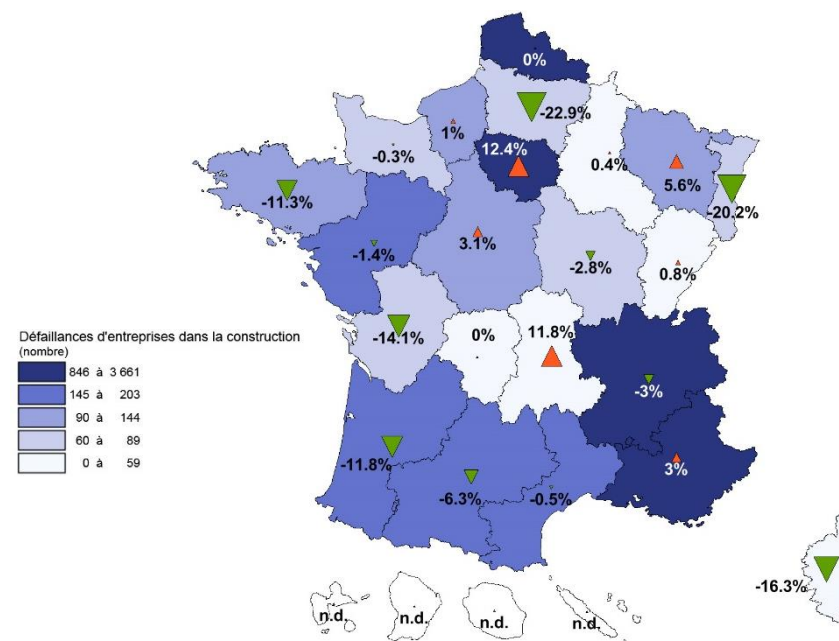
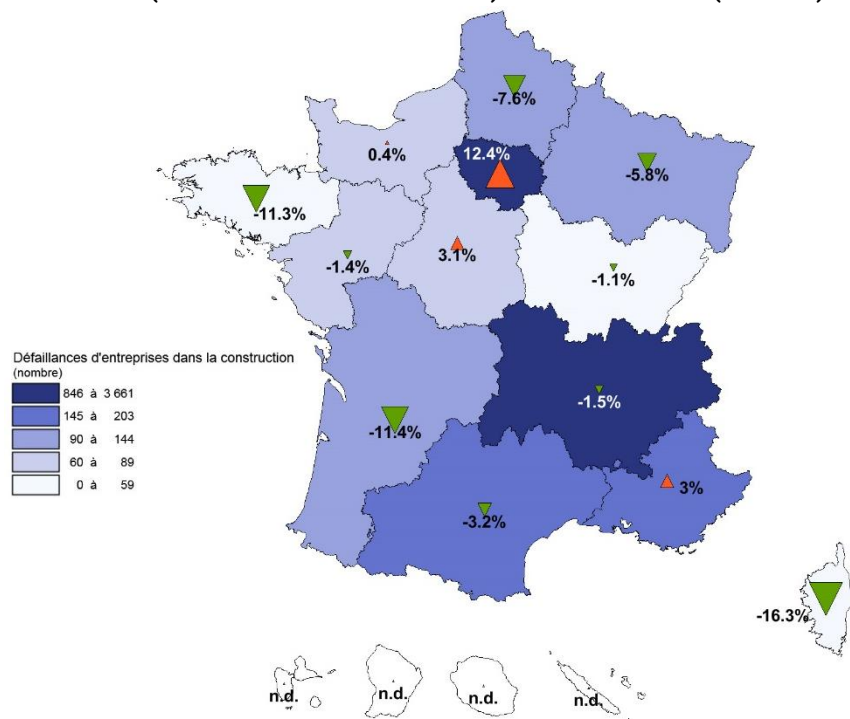
Globalement, en dépit d'un début d'année difficile, le nombre de défaillances enregistré en 2015 est demeuré stable par rapport à 2014.

EN RÉGION :

Les évolutions régionales des défaillances d'entreprises s'avèrent particulièrement hétérogènes en ce qui concerne 2015 : alors que des hausses conséquentes sont observées en Ile-de-France (+12,4%) et Auvergne (+11,8%), six régions

bénéficient quant à elles d'une réduction de plus de 10% du nombre de défaillances (Picardie, Alsace, Corse, Poitou-Charentes, Aquitaine, et Bretagne).

**Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction
(cumul des 4 derniers trimestres) - 4^e trimestre 2015 (évol 1 an)**



Sources :

Banque de France (données brutes)
Y compris promotion immobilière ;
hors matériaux de construction

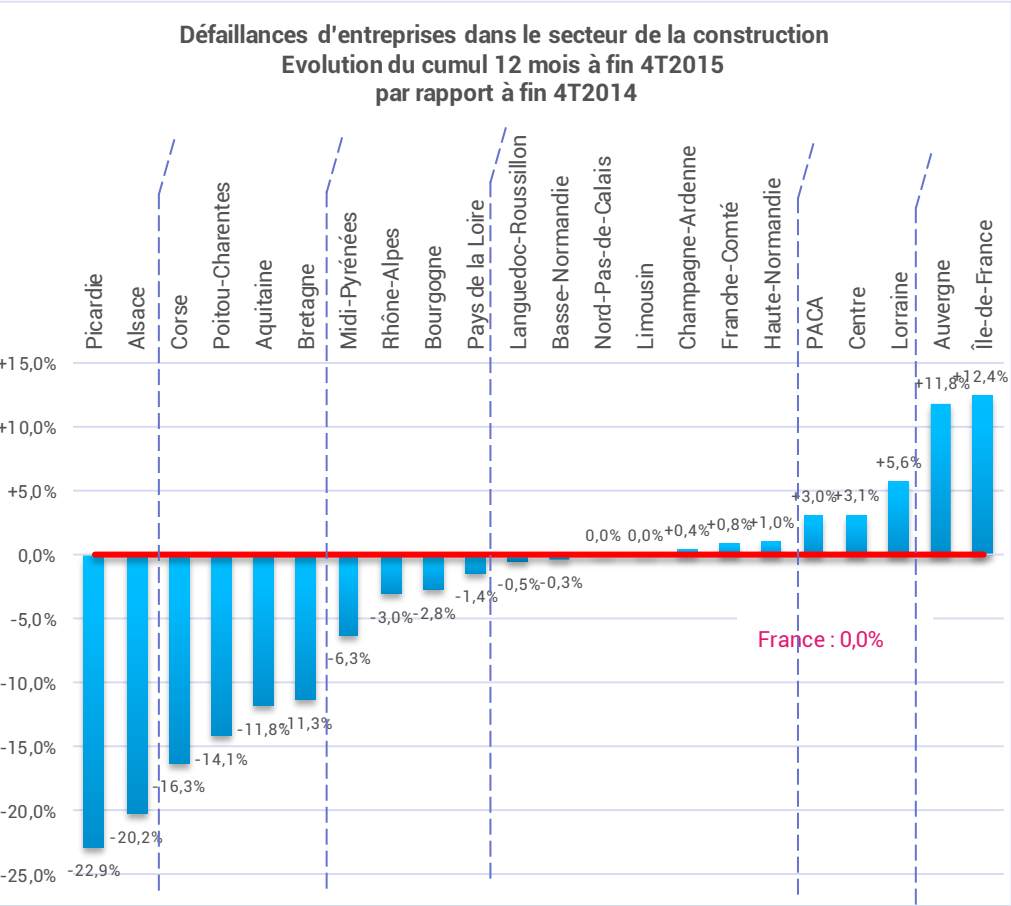
Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

APPAREIL DE PRODUCTION

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Six régions bénéficient d'une décreue d'au moins 10% des défaillances d'entreprises en 2015 par rapport à 2014, tandis que deux autres affichent des hausses supérieures à 10%

Globalement, le nombre de défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction s'est réduit de façon significative (au moins 5%) dans sept régions en 2015, mais a progressé d'au moins 5% dans trois autres : Lorraine, et, surtout, Ile-de-France et Auvergne qui s'inscrivent en hausse de plus de 10%.

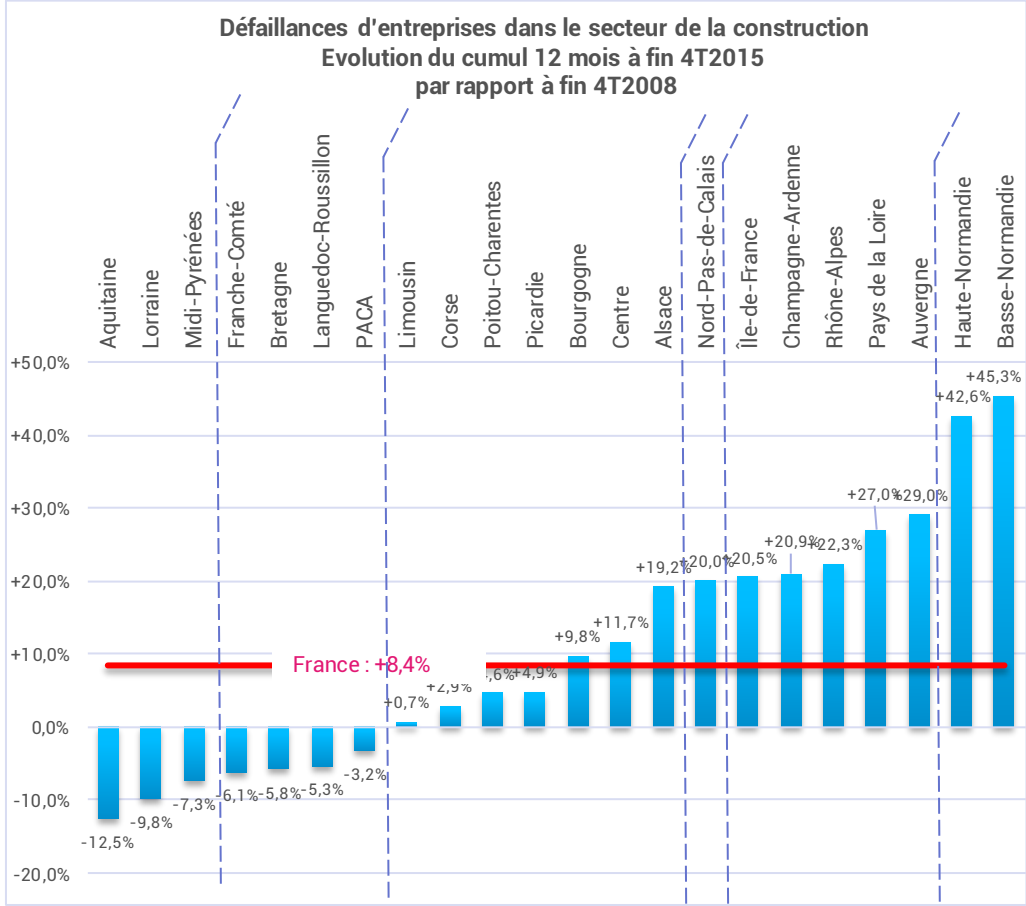


Sources :
Banque de France (données brutes)
Y compris promotion immobilière ; hors matériaux de construction

...par rapport à 2008, huit régions souffrent d'une augmentation des défaillances d'entreprises d'au moins 20%, dont deux à plus de 40%

Par rapport à 2008, la plupart des régions ont enregistré une augmentation du nombre de défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction en 2015.

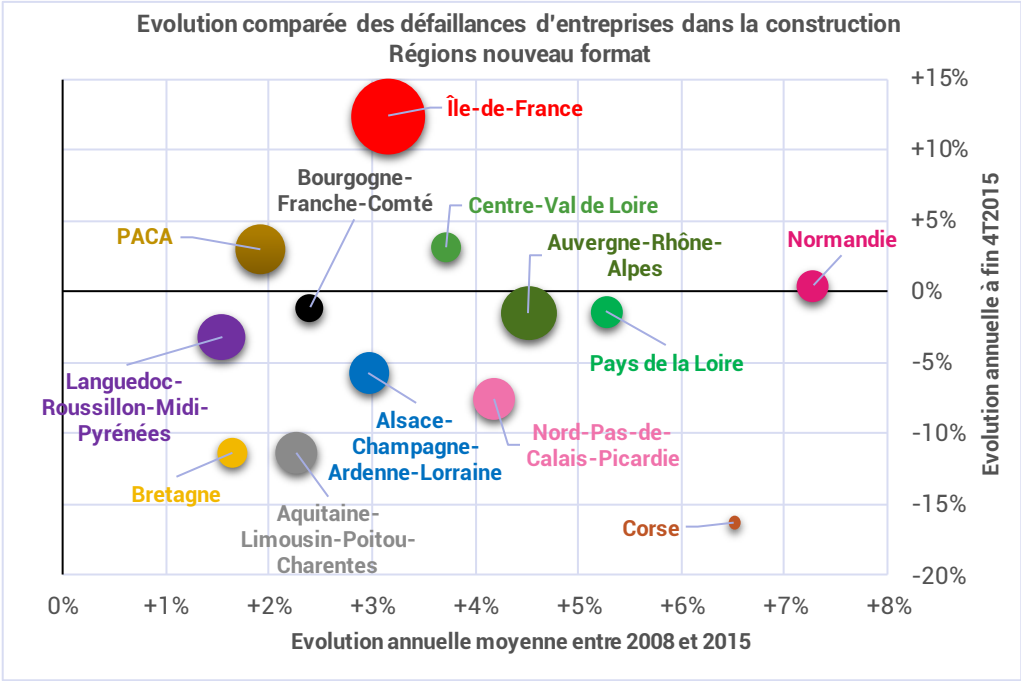
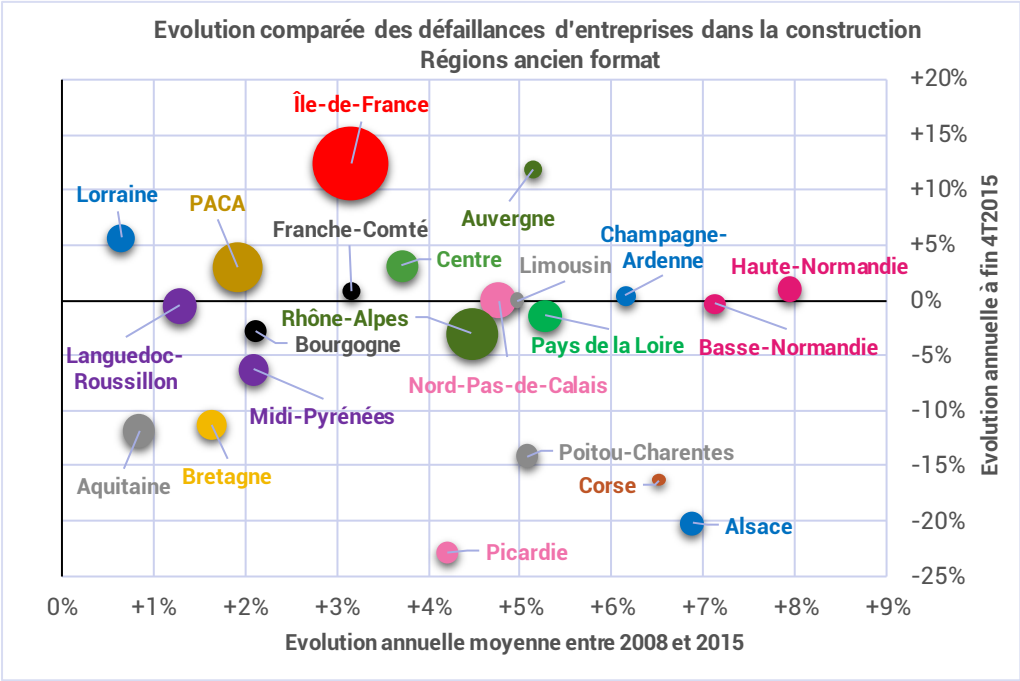
Plus précisément, seules sept régions échappent à la progression des défaillances, tandis que huit affichent des hausses d'au moins 20%.



Amélioration récente sur le front des défaillances au sein de six régions

Si l'ensemble des régions affichait des hausses récurrentes des défaillances d'entreprises au cours des dernières années, l'année 2015 marque un retournement de tendance pour un grand nombre d'entre elles, particulièrement marqué en Picardie et Alsace.

En revanche, l'Ile-de-France, dont le tissu économique s'était montré plus résilient que dans la plupart des autres régions depuis 2008, enregistre une dégradation des défaillances pour l'année écoulée.



NB: La taille des bulles est proportionnelle au nombre de défaillances d'entreprises

Sources :
Banque de France (données brutes)
Y compris promotion immobilière ; hors
matériaux de construction



Alsace

CEBTP ALSACE

Tél. : 03-88-13-08-29
cebt-alsace@i-carre.net
www.cebt-alsace.asso.fr



Auvergne

CERC Auvergne

Tél. : 04-73-43-15-13
cerc-auvergne@i-carre.net
www.cerc-actu.com - rubrique Auvergne



Bourgogne

ARIEC Bourgogne

Tél. : 03-80-41-93-26
ariiec.bourgogne@gmail.com
www.cerc-actu.com - rubrique Bourgogne



Centre

CER BTP Centre

Tél. : 02-36-17-46-11
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerbtp-centre.asso.fr



Corse

C.E.R.E.C.

Tél. : 04-95-51-79-44
cereccorse@gmail.com
www.cerec-btp.org



Guyane

CE BTP Guyane

Tél. : 05-94-38-56-88
dbeausoleil@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf



Ile-de-France

Cellule Economique Régionale Ile-de-France

Tél. : 01-40-61-82-20
contact@cerc-idf.fr
www.cerc-idf.fr



Aquitaine

Cellule Economique du Bâtiment, des Travaux Publics et des Matériaux de construction d'Aquitaine - C.E.BA.TRA.M.A

Tél. : 05-47-47-62-43
contact@cebatrama.org
www.cebatrama.org



Basse-Normandie

CRIC Basse-Normandie

Tél. : 02-31-85-44-71
criec.basse-normandie@wanadoo.fr
www.criec-bassenormandie.asso.fr



Bretagne

Cellule Economique Régionale Bretagne

Tél. : 02-99-30-23-51
contact@cellule-eco-bretagne.asso.fr
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr



Champagne-Ardenne

Cellule Economique Régionale Champagne-Ardenne

Tél. : 03-51-41-63-42

www.cer-champagne-ardenne.fr



Franche-Comté

CRIC BTP

Tél. : 03-81-21-68-49
Regis.Desserme@developpement-durable.gouv.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Franche-Comté



Haute-Normandie

CERHN Construction

Tél. : 02-32-19-52-65
cerhn.construction@wanadoo.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Haute-Normandie



Languedoc-Roussillon

Cellule Economique Régionale Languedoc-Roussillon

Tél. : 04-67-65-08-83
cerbtplr@orange.fr
www.cerbtplr.fr



Limousin

Cellule Economique Régionale Limousin - C.E.L.

Tél. : 05-55-11-21-50

cellule.eco.limousin.btp@orange.fr

www.cerc-actu.com - rubrique Limousin



Midi-Pyrénées

Comité Régional de Concertation du BTP et des Matériaux de Construction en Midi-Pyrénées - CRC BTP Midi-Pyrénées

Tél. : 05-31-47-85-01

contact@crcbtp.fr

www.crcbtp.fr



Nouvelle-Calédonie

CELECO BTP - Cellule Economique du BTP de Nouvelle-Calédonie

Tél. : 00-687-27-79-44

contact@celecobtp.nc

www.celecobtp.asso.nc



Picardie

Cellule Economique Régionale Picardie

Tél. : 03-22-82-25-44

cer-picardie@i-carre.net

www.cerc-actu.com - rubrique Picardie



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cellule Economique Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

Tél. : 04-91-37-30-90

cerc.paca@i-carre.net

www.cerc-paca.fr



Rhône-Alpes

Cellule Economique Rhône-Alpes - CERA

Tél. : 04-72-61-06-30

cera@cera-btp.fr

www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr



Lorraine

CERECO Lorraine

Tél. : 03-87-62-81-44

cerclorraine@gmail.com

www.cerc-actu.com - rubrique Lorraine



Nord-Pas de Calais

Cellule Economique Régionale Nord-Pas de Calais

Tél. : 03-20-40-53-39

cernordpasdecals@i-carre.net

www.cercnordpasdecals.fr



Pays de la Loire

Cellule Economique Régionale du BTP des Pays de la Loire

Tél. : 02-51-17-65-54

contact@cerc-paysdelaloire.fr

www.cerc-paysdelaloire.fr



Poitou-Charentes

Cellule Economique Régionale Poitou-Charentes

Tél. : 05-49-41-47-37

contact@cerc-pc.fr

www.cerc-pc.fr



Réunion

Cellule Economique Régionale Réunion

Tél. : 02-62-40-28-16

cerbtp@i-carre.net

www.btp-reunion.net

